

# La Réforme Agraire en Voïvodine

*(Partie septentrionale de la Yougoslavie)*

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

de l'Université de Nancy

présentée et soutenue le Mercredi 26 Octobre 1938, à 15 heures

PAR

DOBRIVOYE MYOVITCH

---

### MEMBRES DU JURY:

|                 |                          |
|-----------------|--------------------------|
| Président.....  | MM. MARCHAL, professeur. |
| Assesseurs..... | { LALOUEL, professeur.   |
|                 | De MENTHON, professeur.  |

---

NANCY — IMPRIMERIE DU CENTRE

20, rue Saint-Nicolas, 20

— 1938 —







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# La Réforme Agraire en Voïvodine

*(Partie septentrionale de la Yougoslavie)*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

de l'Université de Nancy

présentée et soutenue le Mercredi 26 Octobre 1938. à 15 heures

PAR

DOBRIVOYE MYOVITCH

---

MEMBRES DU JURY :

|                 |                          |
|-----------------|--------------------------|
| Président.....  | MM. MARCHAL, professeur. |
| Assesseurs..... | { LALOUEL, professeur.   |
|                 | De MENTHON, professeur.  |

---

NANCY — IMPRIMERIE DU CENTRE

20, rue Saint-Nicolas, 20

— 1938 —

\*44251.

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

*Doyen* : M. SENN (O \*, ☞, ☞ I).

*Assesseur du Doyen* : M. HENRY (\*, ☞ I).

*Doyens honoraires* : MM. F. GÉNY (C \*, ☞ I), MICHON (\*, ☞ I).

*Professeurs honoraires* :

MM. MAY (\*, ☞ I).

ROLLAND (\*, ☞ I).

MOREL (\*, ☞ I).

GÉNY (C \*, ☞ I).

RENARD (☞ I).

MICHON (\*, ☞ I).

TROTABAS (☞, ☞ A).



*Maître de conférences honoraire* : M. MÉLIN (☞ I), docteur en droit.

MM. SENN (O \*, ☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

HENRY (\*, ☞ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☞ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☞ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☞ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☞ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☞ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, professeur de Droit civil.

MARCHAL, professeur d'Economie politique.

TEITGEN, professeur de Droit public.

WALINE, professeur de Droit public.

LAMBERT, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

PERRET, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPointe (☞ I), secrétaire.

---

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.*



## A MES CHERS PARENTS

*Hommage de profond amour filial  
et d'éternelle gratitude. Mon éducation  
a été la préoccupation constante de  
votre vie, toute de travail et de  
sacrifices. Je vous dois tout.*

## INTRODUCTION

---

*Si nous considérons l'histoire de l'Europe au cours de ces derniers siècles, nous verrons que des réformes agraires se sont souvent présentées successivement dans différents pays. Elles se sont passées soit d'une façon graduelle, pour ainsi dire inaperçue, soit spontanément, comme conséquence des réformes intentionnelles, plus ou moins prévues par les détenteurs de travail.*

*On appelle réformes agraires, toutes les réformes par lesquelles il a été apporté des changements, soit de nature sociale, soit de nature technique. On peut les distinguer soit par un nouveau but, soit par une nouvelle intensité de l'application des mêmes méthodes, pour la réalisation des mêmes buts. Il y a un fait très caractéristique pour tous changements dans le domaine agraire: d'abord qu'ils se font très lentement et avec une intensité variable, ensuite ils se font très rarement dans le droit chemin, car souvent les événements retournent à leur premier aspect, pour apparaître après un certain temps à l'ordre du jour dans le même ou dans un nouveau sens.*

*D'après leurs buts, elles peuvent être très différentes : soit que leur but est d'augmenter la productivité, soit qu'on désire assurer la situation du peuple, soit en assurer l'accroissement, soit qu'on désire modifier la structure sociale ou la valeur nationale d'une région, etc., ces facteurs peuvent constituer les buts d'une réforme agraire.*

*En ce qui concerne la portée des réformes agraires, elle peut se rapporter successivement, soit à un intérêt écono-*

*mique, social ou national, soit à tous les trois à la fois, comme dans le cas de la colonisation intérieure où l'on rencontre en même temps, en dehors des intérêts économiques, les intérêts sociaux et nationaux. En considérant le but des réformes agraires, jusqu'à l'heure actuelle, qui ont eu lieu depuis la cessation du régime féodal jusqu'à nos jours, nous verrons qu'on a désiré par celles-ci soit compléter les réformes de la libération du paysan et de la terre, et de l'accomplir subséquemment, soit dans le but d'améliorer les lacunes de ces réformes libératrices, soit, enfin, d'accomplir la réforme de base de tout l'ordre juridique et social en matière agraire, en vertu des changements d'aspect économique à apporter à certaines catégories de richesses, et à la conception sociale de la répartition et de la propriété de la terre, en général. En outre, on a toujours eu en vue le règlement des relations avec les fermiers, et dans les contrées où il existe de grandes propriétés, de transformer celles-ci en de petites propriétés, la limitation de la disponibilité et des revenus de la terre ayant pour but la conservation et la protection de la petite propriété et, en dernier lieu, l'accomplissement de la réforme agraire dans le sens de la conception que la terre doit appartenir à celui qui la travaille, et que chacun a le droit de devenir propriétaire agriculteur de sa terre. Ce sont ces facteurs qui ont constitué les problèmes et les buts des réformes agraires modernes, déjà avant la guerre, dans certains pays, tels qu'en Irlande, en Angleterre, en Ecosse, etc., et après la guerre en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Pologne, en Grèce, etc., tandis qu'elles n'ont été qu'entamées en Italie, en Allemagne, au Portugal, en Hongrie, etc. Ce qui constitue le fait le plus intéressant dans toutes ces réformes agraires, c'est la conception commune de la limite du droit de la propriété en matière agraire et également de sa fonction sociale.*



*En exposant la définition de la réforme agraire, ses obligations et ses buts, nous avons donné une vue claire des formes sous lesquelles elles peuvent se présenter,*

*quels buts elles peuvent avoir, et ensuite quelles envergures de travail elles peuvent constituer. Ceci étant donné, nous pouvons passer à la réforme agraire en Yougoslavie, voir quels sont les buts et les raisons qui l'ont provoquée, sous quelle forme elle a été accomplie dans certaines régions, et ensuite quels sont les résultats qui ont été obtenus. En se basant sur les données de cet exposé, nous verrons d'autant mieux de quelle importance a été la réforme agraire en Voïvodine par rapport à l'agriculture de la Yougoslavie.*

*Dès le début, nous désirons mentionner que l'exposé des relations agraires dans ces contrées, ainsi que leur histoire, seront présentés en résumé et dans les lignes principales, non seulement à cause du manque de place, mais également pour ne pas nous éloigner du sujet principal.*

*Les provinces qui constituent la Yougoslavie actuelle ont connu, avant la réforme agraire, plusieurs différentes organisations agraires en rapport avec leur développement historique. Alors que dans l'ancien Royaume de Serbie la propriété de l'agriculteur était libre, et que la répartition de la terre se faisait entre de petits propriétaires, dans les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie (Croatie, Slovénie et Voïvodine), la grande propriété était respectée et soutenue en même temps qu'une entière liberté au fermier et aux propriétaires des latifundia; tandis que en Dalmatie et sur les îles régnait un système quasi-féodal où les fermiers, au point de vue économique, étaient entièrement dépendants du propriétaire de la terre, et en Bosnie, en Herzégovine et en Serbie du Sud (Macédoine) a régné jusqu'à la réforme agraire, un système turc féodal (système des kmètes et des čivčija).*

*Après la guerre mondiale 1914-1918, la Yougoslavie, comprenant des provinces gérées par de telles organisations agraires, a été contrainte de s'occuper immédiatement de la solution des problèmes agraires, surtout si l'on prend en considération la situation générale qui était très difficile. D'un côté l'industrie ne s'était pas encore développée, la terre appartenait à de grands propriétaires, et l'agriculture des petits propriétaires ne s'était pas en-*

core développée. Des immenses superficies de terre, qui avaient été la propriété des seigneurs et maîtres turcs (beg et sahibija) il a été nécessaire de faire une répartition honnête entre les agriculteurs, d'activer la force productive nationale et lui donner l'occasion de se développer et de se créer une existence sur son sol. Particulièrement dans les parties du Nord, la terre était fort mal répartie, et la population s'était encore accrue suivant l'étendue de la terre mise à sa disposition.

C'est alors que s'est formé le prolétariat, qui n'a pas pu trouver d'occupation sur sa terre, n'ayant pas d'industrie, mais ayant dû s'expatrier afin de pouvoir se créer une situation. D'un autre côté, le peuple a considéré qu'après la libération du joug politique étranger, il faudrait que les jougs politiques et sociaux disparaissent. La libération nationale a dû être renforcée par la renaissance sociale et économique par toute la population de provinces entières. Une telle opinion avait prédominé déjà longtemps avant la réforme agraire sous l'influence des facteurs historiques différents. Ensuite la non-exécution de la réforme agraire en Bosnie et en Herzégovine, pendant tout le temps du régime austro-hongrois a été considérée comme suite de la politique anti-serbe. Les grands succès militaires et nationaux du royaume de Serbie ont été considérés comme le résultat de l'ordre agraire en Serbie, de la terre du petit paysan libre.

Puis, la révolution russe (1917), dont le cri avait été « La terre et la liberté », a laissé une impression profonde aussi bien auprès des hommes politiques d'alors qu'auprès des masses des anciens prisonniers et volontaires en Russie. Toutes ces raisons ont été prises en considération lors de l'exécution de la réforme agraire et, pour cette raison, son but a été :

a) De supprimer les grandes propriétés, dont les propriétaires étaient en majorité des étrangers (Hongrois, Allemands, Turcs), qui avaient été régulièrement absents de leurs terres;

b) De coloniser par la population nationale venant des contrées passives agraires, les terres des grandes propriétés départagées; et

c) *De donner la terre au prolétariat local paysan.*

*De cette façon, on a voulu atteindre trois résultats : calmer les masses mouvantes et troublées du prolétariat agraire et faire de celui-ci un propriétaire de la terre, dévoué à l'Etat et conservateur, par la colonisation intérieure; améliorer l'aspect national de certaines contrées du Nord, ayant appartenues à l'Autriche-Hongrie et, après la guerre, jointes à la Yougoslavie; et remplir la promesse faite aux volontaires de l'armée serbe de la guerre mondiale.*

*Le roi Alexandre I<sup>er</sup>, personnellement, prince héritier régent d'alors, s'est rendu compte de la nécessité de la réforme agraire et, pour calmer l'opinion publique, a dit dans sa proclamation du 6 janvier 1919 :*

*« Je désire qu'on entame immédiatement la solution de la question agraire et qu'on supprime les « kmètes » et les grands propriétaires de la terre. Dans les deux cas, la terre sera partagée entre les pauvres cultivateurs et en donnant une juste récompense à ses propriétaires d'alors. Que chaque Serbe, Croate et Slovène soit maître sur sa terre ! Dans notre état libre ne peuvent exister et n'existeront jamais que des propriétaires libres de la terre. C'est pour cela que j'ai invité mon gouvernement à former une commission qui aura la tâche de préparer la solution de la question agraire; quand aux paysans et « kmètes » je les invite à avoir confiance en ma parole royale et qu'ils n'attendent que le moment que l'Etat leur donne légalement la terre qui ne sera qu'à Dieu et à eux, ainsi que cela a été depuis tous temps en Serbie. »*

*Aussitôt après cette proclamation, le 27 février 1919, il a été publié dans le Journal Officiel les « règlements préliminaires pour l'application de la réforme agraire », et plus tard, par la constitution de 1921, connue sous le titre de « Vidovdanski Ustav », ces règlements ont reçu force de loi. En vertu de l'ordre et de la prescription de cette loi, il s'est fait que :*

a) *En Bosnie et Herzégovine ont été supprimés les rapports juridiques des « kmètes » et leurs similaires; en Serbie du Sud ont été supprimés les rapports des « čiv-*

*« cijas » ; et en Dalmatie les rapports juridiques des « kolonats », semblables à ceux des « kmètes » ont été interdits. Les « kmètes », les « kolonats » et les personnes sous de semblables rapports, ci-dessus mentionnés, ont été proclamés propriétaires de la terre qu'ils ont cultivée, tandis que tous les litiges provenant de ces rapports ont été suspendus et les sentences annulées ;*

*b) Les grandes propriétés ont été exploitées, bien entendu avec dédommagement, et la terre partagée aux citoyens yougoslaves et surtout aux agriculteurs qui n'avaient pas suffisamment, ou pas de terre du tout. La préférence a été donnée aux invalides, aux orphelins de guerre, aux volontaires et aux soldats qui se sont battus pour la fondation de la Yougoslavie ;*

*c) Toutes les grandes propriétés forestières ont passé à l'Etat avec dédommagement, et les propriétaires ont eu le droit sur le pâturage et sur le bois de chauffage et de construction. Entre temps, à partir du jour de la proclamation des « Dispositions préliminaires » pour la préparation agraire, il s'est passé plusieurs années de travail sur les affaires dirigées par les ordres, les instructions et les règlements faits pour certaines régions dont plus tard quelques-unes ont été légalisées. Ces règlements n'ont été autre chose qu'une série de mesures prises pour conserver l'état créé par les « dispositions préliminaires », tandis qu'entre temps on avait travaillé et révisé les lois définitives. Ce n'est qu'enfin, au cours des années de 1928 à 1931, que des lois ont été promulguées qui devaient régler définitivement les questions et liquider la réforme agraire. De cette façon la réforme agraire faite en Yougoslavie a prouvé des résultats que nous exposerons par régions pour les montrer sous un aspect plus clair.*

*En Bosnie et Herzégovine, on distinguait trois espèces de terres suivant les rapports entre les propriétaires et l'agriculteur : ceux des « kmètes, Begluk et Erar » (1).*

---

(1) Les terres des kmètes ont leur origine à l'époque féodale. Sur leurs terres les seigneurs ont établi des colonies d'agriculteurs et ceux-ci ont été dénommés des « kmètes ». Ils ont travaillé la terre suivant l'accord ou suivant les coutumes lo-

*Les rapports avec les kmètes ont été supprimés le 25 février 1919, paragraphe 1 des « Dispositions préliminaires » pour la préparation de la réforme agraire. Les kmètes ont été proclamés propriétaires de la terre qu'ils avaient travaillée jusqu'alors et qu'ils ont obtenue sans devoir payer le moindre dédommagement aux propriétaires d'alors de la terre en question. De telle façon, il a été réparti à 11.000 familles d'agriculteurs 566.000 hectares de terre (2). Le dédommagement a été payé par l'Etat aux anciens propriétaires pour une somme de 250 millions de dinars, dont la moitié en espèces et l'autre en obligations d'Etat dénommées « Les obligations pour la liquidation financière des rapports en Bosnie et Herzégovine ». Un intérêt de 4 % a été payé à la fin de chaque année, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre à partir du 1<sup>er</sup> mai 1922 et sera amorti en 50 ans. (Le règlement sur la liquidation financière des rapports agraires en Bosnie et Herzégovine du 12 mai 1921). Les rapports des begs ont été résolus par le « Règlement sur l'attitude envers les begs en Bosnie et Herzégovine » du 12 mai 1921.*

*En vertu de ce règlement, on distingue les terres des begs en terres « peuplées » et « non peuplées » : le rachat des terres peuplées a été fait par l'Etat (Art. 4 du règlement sur la liquidation financière des rapports agraires en Bosnie et en Herzégovine), tandis que pour les terres non peuplées, les paysans eux-mêmes ont dû payer le dédommagement. Plus tard, il a été décidé, d'après la loi sur les terres des begs en Bosnie et Herzégovine du 3 décembre 1928, que toutes les terres des begs sans distinction seraient rachetées par l'Etat. Le paiement en a été fait en*

---

cales, ont donné une partie des revenus de la terre aux propriétaires, et n'ont pu être chassés de leur terre. Les terres des « begs » sont des terres de propriétaires privés que cultivaient les cultivateurs dénomés « begluicari » avec une tâche semblable à celles des kmètes, mais sans le droit de pouvoir invoquer la latitude d'y rester. Les terres des « erars » sont en majorité des biens d'Etat qui n'ont pas été cultivées et en majorité marécageux.

(2) « Agrarna Reforma u Jugoslaviji » : Exposé de Mr. Jurje Demetrovic, ministre de l'Agriculture, page 7.

obligations en vertu du « Règlement pour l'exécution de la loi sur la liquidation financière des dédommagements pour les terres des begs appliqué en vertu de la loi sur les terres des begs en Bosnie et Herzégovine » du 14 septembre 1929. Les obligations étaient au porteur avec un intérêt de 6 p. 100 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930. Ils seront payés le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1930, à compter du 2 novembre 1930. Les obligations ont été émises en trois émissions pour une somme de 500.000.000 de dinars, ce qui a permis à l'Etat de racheter 400.000 hectares de terres des begs, et jusqu'en 1933, il a été payé en espèces 410.000.000 de dinars.

La répartition de la terre « erar » aux habitants pauvres, aux invalides et aux volontaires de guerre a été faite sur la base de l'ordre par l'exposé sur le règlement de la colonisation intérieure en Bosnie et Herzégovine, et résolue par le Conseil des ministres du 8 décembre 1924. Jusqu'en 1933, en Bosnie et Herzégovine, par la voie de la réforme agraire, il a été donné en fermage à chaque intéressé une terre dont la superficie variait entre 0,1 et 5 ha. Les volontaires ont obtenu obligatoirement 5 ha. de terre, excepté dans les alentours des villes où ils ont obtenu moins, et les autres suivant leur raison sociale, leur famille, et suivant la superficie disponible à cet endroit.

Ainsi, jusqu'en 1933, il a été distribué aux invalides 7.950 hectares, aux volontaires 26.750 hectares, aux paysans sans terre 24.560 hectares, et aux autres cultivateurs 51.425 hectares, ce qui représente un total de 110.685 hectares. Ce montant forme le total des terres distribuées à 82.000 familles. Il en ressort que chaque famille a obtenu moins de 2 hectares. Mais il faut tenir compte, qu'en dehors des terres obtenues, beaucoup possédaient déjà d'autres terres. Par rapport à la population, il a été réparti aux cultivateurs de la Bosnie et de l'Herzégovine :

|                             |               |
|-----------------------------|---------------|
| Terres des « kmètes » ..... | 566.000 ha.   |
| Terres des « begs » .....   | 400.000 ha.   |
| Terres des « erars » .....  | 110.685 ha.   |
| Total . . . . .             | 1.076.685 ha. |

*La Dalmatie, avec ses rapports agraires, a constitué un*

des problèmes les plus difficiles de la Réforme agraire. Ces rapports agraires avaient pour caractéristique principale le fait que le cultivateur qui a travaillé la terre d'autrui ne pouvait être chassé de la terre qu'il travaillait, avec les droits et le devoir qui l'attachaient pour toujours à sa terre. Nous aurions pu considérer que c'est un genre de système féodal dans différentes nuances, parce qu'il a précisément constitué une grande difficulté dans l'accomplissement de ce problème agraire.

Pour ces raisons, déjà sous le règne de l'Autriche-Hongrie, des rapports agraires ont été établis en Dalmatie, sur la base des coutumes locales.

Les malheureuses conséquences d'un tel règlement économique s'étaient déjà rencontrées sous le règne de Napoléon du temps de l'occupation en Dalmatie. Celui-ci avait nommé une commission, qui a dû, par des décrets, régulariser sur une nouvelle base les rapports agraires en Dalmatie. A regret, ce plan est resté inachevé à cause de la chute de Napoléon.

Cette province appartenant à la Yougoslavie après la guerre mondiale, on a voulu immédiatement entamer la régularisation de ses rapports agraires. Sur la base du paragraphe 7 des règlements précités, de pareils rapports ont été interdits aux kmètes. Les cultivateurs ont été proclamés par les propriétaires libres de la terre qu'ils ont travaillée et le paragraphe 3 prévoit l'établissement d'une loi spéciale qui devrait stipuler le montant du dédommagement et le mode de paiement de celui-ci aux anciens propriétaires. Mais en plus de cela, parce que les raisons économiques, politiques et sociales exigeaient que les rapports agraires se résolvent le plus vite possible, à cause des conflits de partis politiques, il a fallu plus de dix ans avant l'établissement de la loi sur la liquidation des rapports agraires sur les territoires de l'ancienne province de Dalmatie (19 octobre 1930).

Par cette loi ont été régularisés tous les rapports agraires, qu'ils aient été des kolonats, des kmètes ou « fidéicomis » pareils à ceux-ci ou bien féodaux. Le sens de la loi a été tel, qu'à l'agriculteur qui cultive la terre en

permanence soit attribué la terre et qu'au propriétaire soit attribué le dédommagement. Ainsi il y a eu des terres sur lesquelles les paysans ont travaillé 30 ans, et qui, le jour de l'entrée en vigueur de cette loi, ont été expropriées. C'est-à-dire qu'ont été expropriées seulement les terres dont les propriétaires avaient de tout temps donné leurs terres en fermage pour la culture, et également dans le but d'en retirer une rente.

Jusqu'en 1933, il n'a y eu que très peu d'exécuté sur la base de cette loi. Un travail intensif n'a été commencé qu'en 1932. Il est prévu que 50.000 hectares de terre soient répartis entre 96.953 familles, de telle façon que chacune possède un demi-hectare de terre. Le dédommagement aux propriétaires serait réglé suivant le pourcentage qu'établiront les commissions et qui représentera environ 2.000 à 30.000 dinars l'hectare, suivant les prix fixés pour une même catégorie de terres.

La loi prévoit un dédommagement de 400.000.000 de dinars, payé par des obligations d'Etat avec un intérêt de 6 p. 100 l'an. De telle façon, pour chaque hectare, il serait payé 8.000 dinars, dont la moitié par le cultivateur et l'autre moitié par l'Etat, exception pour les terres des kmètes dont, suivant le paragraphe 42 de la Constitution du Vidovdan, l'Etat paye la totalité. Pour ce qui concerne les constructions se trouvant sur la propriété obtenue, c'est le cultivateur qui en paye le dédommagement.

Dans les provinces de la Serbie du Sud (Macédoine) qui se sont trouvées sous la domination turque, la situation du cultivateur a été la plus difficile, d'abord parce qu'il a été exploité dans une mesure exagérée, et d'un autre côté à cause de la conception que les paysans doivent travailler et que les Turcs doivent en jouir.

Mais à côté de cela, par les prescriptions préliminaires du 25 février 1919, seulement les principes généraux ont été établis pour les règlements provisoires des rapports agraires, en supprimant les rapports des « čivčijas » et similaires, et en attendant qu'il soit établi par une loi leurs similaires, et en attendant qu'il soit établi par une loi spéciale le montant du dédommagement à payer aux pro-

priétaires, ainsi que le mode de paiement. La justification a été faite en faisant ressortir que la solution de cette question agraire comprend des rapports agraires de périodes différentes qui ne peuvent pas être résolues, ni suivant une conception juridique, ni une conception économique, sous une sanction légale. Il était nécessaire de régler par une loi spéciale celui de ces rapports qui comprend la réforme agraire et la manière dont il faut entamer la liquidation. Pour cette raison, il a fallu attendre jusqu'au 5 décembre 1931, lorsqu'a été promulguée la loi sur le règlement des rapports agraires dans les provinces de la Serbie du Sud, et Crna Gora (Monténégro), par laquelle ont été prévus les rapports agraires suivants :

1) Des « Civiija » qui ont leur origine depuis l'organisation féodale des rapports agraires dans les contrées de l'ancien empire turc. Le paysan du nom de « tchivtchia » la boure la terre par sēs propres moyens, et à la fin de chaque année, il est obligé de donner au propriétaire de la terre une partie convenue de l'accroissement annuel. De tels rapports ont été reconnus par la loi, seulement sous la condition qu'ils soient tenus entre le propriétaire de la terre et le paysan pour un laps de dix ans au moins en recul, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1912, jour de la libération de ces provinces, et que ces rapports aient toujours existés et n'aient jamais été rompus;

2) Des « napolitchars » qui sont tenus par contrat entre le propriétaire de la terre et le cultivateur avant le 25 février 1919 comme jour d'entrée en vigueur des « dispositions préliminaires » et encore en vigueur actuellement;

3) Des « zakup » qui sont, suivant leur teneur et le laps de la durée, presque identiques à ceux des rapports avec les « napolitchars »;

4) Des « arendator » qui se trouvaient exclusivement sur les propriétés des monastères. Les cultivateurs ont obtenu pour différer des autres, une terre à cultiver durant une plus longue période et sous des conditions un peu meilleures, donnant aux monastères une partie convenue de leurs produits, mais en ayant le devoir et l'obligation de préserver les monastères et leurs propriétaires des différentes attaques et pillages.

*Il a été prévu que l'Etat paie par des obligations un dédommagement pour un montant de 300.000.000 de dinars. Les obligations devraient être payées au bout de 30 ans avec un intérêt de 5 p. 100. Les cultivateurs indemnisent l'Etat des montants payés pour la terre, dont seulement font exception les « tchivtchia » pour les terres de 5 hectares. De ce fait l'Etat prendrait à sa charge le dédommagement aux anciens propriétaires de 80 millions de dinars en liquide. Et dans ces provinces ainsi qu'en Dalmatie pour ainsi dire rien n'a été fait. Jusqu'à la promulgation de la loi du 5 décembre 1931, les autorités agraires ont été obligées de régler les rapports agraires sur la base des « dispositions préliminaires » en se servant du procédé général civil. La seule occupation des autorités agraires était de renforcer la situation du moment, et de soutenir cet état de choses jusqu'à la promulgation de la loi du 5 décembre 1931. Chaque travail a été arrêté dans ce domaine, étant donné que la compétence avait passé aux tribunaux agraires qui, jusqu'en 1933, n'avaient pas été formés.*

*Pour les provinces d'avant-guerre du Royaume de Serbie, la réforme agraire n'existant pas, du fait que c'était de la terre appartenant à de petits propriétaires et sur laquelle le paysan était libre. En Serbie, déjà en 1833, par le firman du 26 octobre 1833, le système féodal a été aboli. Cette situation a été légalisée dans l'article 6 de la loi du 28 juillet 1839, qui disait que chacun devient propriétaire de la terre qu'il travaillait de ce temps-là.*

*Il a été de même confirmé par l'article 213 de la loi civile du 11 mars 1844 qui dit que « Les spahilouhs, les timars et les ziamets étant abolis en Serbie, ils n'existent plus et ne peuvent être institués à l'avenir, chaque Serbe est en conséquence entièrement propriétaire de son bien, assuré et protégé dans sa propriété par la loi. »*

*Les anciens propriétaires de la terre qui, pour ainsi dire, étaient tous des Turcs, n'ont obtenu aucun dédommagement, ni de l'Etat ni des paysans libérés, ce qui a répondu à l'esprit révolutionnaire, et grâce auquel la Serbie a trouvé son existence.*

*Après la guerre de 1878, quand la Serbie a obtenu par*

le traité de Berlin encore six départements, il a été décidé qu'un dédommagement soit payé aux anciens propriétaires pour l'enlèvement de leurs terres dans ces contrées. Le montant du dédommagement a été fixé par la loi du 3 février 1880, ainsi que le mode de paiement. Entre-temps, pour que la liquidation des dettes provenant de ces rapports dans ces nouvelles contrées acquises puissent être réglées, l'Etat a été autorisé par la loi du 22 juin 1882 de conclure un emprunt de 6.000.000 de dinars avec le Comptoir National d'Escompte de Paris et la Banque I. R. P. des pays autrichiens qui s'est chargée de la plus grande partie. De cette façon, la Serbie organisée sur la base d'une démocratie paysanne de la terre, n'a pas eu de ce temps-là un régime de grandes propriétés, mais toujours de petites et de moyennes. La meilleure preuve est le tableau de statistiques de 1897 qui s'est présenté de la manière suivante :

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Jusqu'à 2 ha. ....      | 50.541 |
| De 2 à 5 ha. ....       | 73.627 |
| De 5 à 10 ha. ....      | 78.260 |
| De 30 à 60 ha. ....     | 3.329  |
| De 60 à 100 ha. ....    | 397    |
| De 100 à 300 ha. ....   | 83     |
| Au delà de 300 ha. .... | 3      |

Représentant au total 273.421 propriétés et 2.527.888 hectares de terre cultivée dans des propriétés privées.

Le but de la réforme agraire en Croatie, Slovénie et Slavonie et Voïvodine a été tout différent. Dans ces provinces où régnait le régime des grandes propriétés, dont plusieurs fois la superficie représentait plus de 30.000 ha, il a fallu remplacer l'entière organisation productive. Si nous considérons le tableau statistique que nous donne D. Dragoljub Jovanovic dans son livre Politique agraire, p. 202, nous verrons qu'en 1910, dans ces contrées, cette répartition se présentait de la manière suivante : en Croatie et Slavonie des propriétés de plus de 100 arpents représentaient 3.137.653 arpents, dont 301.447 arpents de terres cultivées et 1.851.447 arpents de forêts. Des propriétés privées, il y en avait 667, avec 914.457 arpents,

alors que le reste appartenait à l'Etat, aux communautés agraires, aux propriétés municipales, aux communautés et aux églises. Parmi celles-ci, il y avait 38 propriétés représentant 696.900 arpents, soit 18.340 chacune. En Voïvodine, il y avait 1.569 propriétés de plus de 100 arpents, qui représentaient 1.154.836 arpents, ce qui prouve une grande concentration de propriétés aux mains de petits propriétaires. C'est en Slovénie que l'on rencontrait le moins grand nombre de propriétés de plus de 100 arpents. Il y avait 332 propriétés d'une superficie de 221.012 arpents, dont 10.760 de terres cultivées et le restant, soit forestières, soit marécageuses.

Le même fait nous est cité dans la thèse de M. Pierre Jousse : « Les tendances des réformes agraires dans l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et l'Europe Méridionale », qui dit : « Les latifundia, très rares en vieille Serbie, où l'on ne comptait, avant 1912, que trois domaines dépassant 300 ha., sont au contraire dominantes dans les provinces conquises sous l'Autriche-Hongrie. » Un peu plus loin, sur la page 65, on dit : « Nul pays ne présente peut-être des propriétés atteignant des étendues aussi fantastiques que la Croatie » (30.000 à 40.000 ha.).

Nous trouvons la même chose dans le dossier de l'Action Populaire à l'indice 40. Le problème agraire en Yougoslavie par Milan Ivšić, page 7, qui nous donne le tableau statistique suivant :

| Provinces            | Superficie totale en hect. | Nombre des grandes exploitat. | Superficie des grandes à la super- exploitat. | Par rapport à la super- ficie totale |
|----------------------|----------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------------|
| Croatie et Slavonie. | 4.379.700                  | 363                           | 244.942                                       | 5,6%                                 |
| Voïvodine . . . . .  | 1.970.200                  | 1.147                         | 384.212                                       | 19 %                                 |
| Slovénie . . . . .   | 1.619.700                  | 237                           | 186.290                                       | 11,5%                                |
| Total . . . . .      | 7.969.600                  | 1.747                         | 815.444                                       | 12,3%                                |

Ayant devant soi une aussi mauvaise répartition de la terre et d'un autre côté la population s'étant accrue démesurément par rapport à la terre disponible, l'Etat Yougoslave a immédiatement entamé la réforme agraire. Sur la base des paragraphes 9 et 18 des Prescriptions préliminaires, on a exécuté la répartition des grandes propriétés ainsi que l'expropriation des grands complexes forestiers.

*Les terres ont été distribuées aux intéressés pour fermage provisoire jusqu'à la promulgation de la loi définitive. Le 19 juin 1931, a été promulguée la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grandes propriétés qui comprenait tous les principes des lois et règlements précédents, pour qu'elle continue l'état réel, selon les lois précédentes, et que cet état amène de la fermeté, de telle façon que les terres distribuées aux intéressés agraires soient inscrites dans les livres agraires des tribunaux à leur nom, et le reste des grandes propriétés laissé aux grands propriétaires.*

*Entre temps plusieurs règlements ont été promulgués, sur la base desquels s'est accomplie la réforme agraire, et parmi ceux-ci plusieurs ont été légalisées en 1922. Les plus importants sont : le Règlement du 21 juillet 1919 sur la défense de la vente des grandes propriétés agraires, le Règlement du 3 septembre 1920 sur le fermage trimestriel des grandes propriétés, le Règlement du 11 février 1920 sur la surveillance et la direction de l'Etat des grandes propriétés, etc. Tous ces règlements, en plus de bien d'autres encore, nous donnent une vue claire de ce que la réforme agraire n'a pas été travaillée systématiquement, ni suivant un plan particulier. C'est ce qui a été cité par M. Jurej Demetrovic lui-même, dans son exposé au Parlement, en qualité de ministre de l'Agriculture, en 1933, page 18.*

*Il est vrai que M. Demetrovic excuse ce fait par suite de la vitesse à laquelle le travail avait dû être fait, et exigé, par les circonstances du moment, ainsi que du manque de documents nécessaires au travail, inexpérience du personnel administratif et technique, etc. Et ce qui est vrai également, c'est que lors d'une telle réforme agraire, les circonstances au point de vue économique ne peuvent pas être prévues.*

*La réforme agraire a exproprié dans ses régions, d'après l'exposé du 10 décembre 1923 du ministre pour la ré-*

*forme agraire, au Comité financier à la Chambre des Députés (1) :*

En Slavonie : 24.382 arpents partagés à 17.225 familles;  
En Croatie : 169.531 arpents partagés à 98.335 familles;  
En Voïvodine : 335.780 arpents partagés à 89.702 familles.  
Total : 529.543 arpents partagés à 205.252 familles.

*Selon un autre exposé que nous considérons plus exact de M. Juraj Demetrovic de 1933, on a exproprié 840 grandes propriétés d'une superficie de 2.185.883 arpents, un total de 550.000 arpents. Cette terre a été partagée entre : 180.000 familles d'agriculteurs pauvres, 21.000 volontaires et 7.000 aux habitants venus d'autres régions.*

*D'après tous ces détails, on peut se rendre compte de l'ampleur et de l'importance d'une telle réforme agraire, bien qu'elle contient des défauts dont nous parlerons plus tard, au cours de notre travail.*

*En considérant cette réforme, chacun peut se rendre compte qu'elle représente une des réformes agraires les plus compliquées et qu'on n'a pu comparer à n'importe quelle autre réforme agraire d'après-guerre.*

*Considérant cette réforme agraire, nous avons voulu donner un exposé net à l'aide duquel nous pourrions voir les raisons qui l'ont provoquée en Yougoslavie et en Voïvodine. Ensuite, comment elle a été mise en œuvre dans certaines régions. Il fallait qu'il se passe plus de dix ans pour promulguer une loi définitive par laquelle on liquiderait les rapports agraires. Entre temps, nous avons eu un état provisoire par lequel on n'a pas su à qui appartenait la terre, soit au propriétaire, soit au cultivateur. C'est pour cela que la terre agraire est restée sans être cultivée. Même si cette terre avait été cultivée, on n'en a pas tenu compte. D'un autre côté, les moyens et ressources financiers n'ont pas été suffisants.*

*Enfin, comme nous l'avons dit, la réforme agraire a été exécutée sans aucun plan préparé et déterminé. Cela se voit le mieux pendant « l'état provisoire », c'est-à-dire*

---

(1) Milorad Nedelkovic : « La Réforme Agraire en Yougoslavie » (Revue économique politique, 1924, Paris).

entre le temps des « dispositions préliminaires » et la promulgation de la loi définitive. Il est arrivé souvent que pour un même but, on a donné deux résolutions contraires. De ce fait le peuple n'a pas eu confiance et n'a pas pu se fier à ceux qui avaient exécuté la réforme agraire. En prenant comme titre de ma thèse : « La réforme agraire en Voïvodine », j'ai été guidé par plusieurs faits qui m'ont permis de séparer ce problème de la réforme agraire comme formant un seul tout.

Le premier fait est celui-ci, c'est que la Voïvodine représente une des plus grandes richesses économiques de la Yougoslavie. Elle est reconnue parmi toutes les autres provinces de la Yougoslavie, comme la plus fertile et la plus riche en productivité (1).

La seconde raison c'est que la Voïvodine est, de toutes les autres parties du pays, la moins nationale, moins encore que la Serbie du Sud, celle-ci ne comprenant que les deux cinquièmes, alors que la Voïvodine comprend presque les trois cinquièmes de la population. Pour cette raison, la nationalisation de sa population est un des problèmes les plus importants (2).

Il existe également en Voïvodine une très mauvaise répartition des terres. Déjà sous la domination austro-hongroise, on s'était rendu compte du mal, et des mesures d'amélioration avaient été entamées. Seulement, parce

---

(1) Tocha Radivajevitch : « Ekonomska Geografija Jugoslavija » (Géographie économique yougoslave, page 116). « La Banovine du Danube comprend la majeure partie de notre vallée Pannonienne (Banat, Batchka, Baranja et Srem) et plus des deux tiers de la Chumadija avec la vallée de la Morava. C'est à cause de cela que dans cette banovine il n'y a pas de régions passives au point de vue de leur économie. A ce point de vue, elle tient réellement la première place du pays. »

(2) Daka Popovitch : « Banat, Batchka et Baranja, Savremení nacionalni, politički i društveni profil » (Les profils contemporains nationaux, politiques et sociaux. Page 12. « En Batchka, Banat et Baranja, il y a, en dehors des cinq tribus yougoslaves, des Hongrois, des Allemands, des Roumains et des Juifs. Par rapport à la population de Batchka, Banat et Baranja, le nombre de Yougoslaves dépasse de peu 46 p. 100, Hongrois plus de 26 p. 100, Allemands plus de 21 p. 100, et autres 0,75 p. 100.

que d'un côté des réformes ont été apportées sous l'influence des idées révolutionnaires de 1848, et que d'un autre côté devant maintenir le système quasi-féodal créé par les mesures du despotisme éclairé, celles-ci n'ont pas été suffisantes, et lors de l'unification de la Voïvodine avec le Royaume de Yougoslavie, la situation a été pour ainsi dire la même qu'après 1848.

Enfin, la question de la réforme agraire en Voïvodine est un des problèmes les plus importants de la réforme agraire en Yougoslavie et dont dépend toute son économie. Car alors que dans d'autres contrées il a été uniquement nécessaire de supprimer les rapports juridiques (des kmètes et assimilés à ceux-ci) entre les propriétaires et les agriculteurs, et qu'on n'en a pas changé l'organisation de leur productivité, en Voïvodine, il a été nécessaire d'abolir les organisations de productivité existantes (des grandes propriétés capitalistes) et de les remplacer par d'autres organisations de productivité (de colonisations et de coopérations).

Chacun peut immédiatement se rendre compte que la tâche de la réforme agraire en Voïvodine est bien plus compliquée que dans les autres régions du pays, et que les problèmes de la réforme agraire et les moyens par lesquels ils peuvent être résolus, sont entièrement isolés et différents de ceux de la question de la réforme agraire dans les autres contrées du Royaume de Yougoslavie.

Les raisons qui nous obligent de nous borner à la réforme agraire en Voïvodine, nous les avons données plus haut. Au cours de notre travail, nous exposerons la réforme agraire sous l'Autriche-Hongrie, comme première partie, ensuite la réforme agraire sous les différents régimes yougoslaves.

Dans la première partie, nous décrirons le développement historique des rapports agraires qui se sont passés pendant le régime féodal, ensuite l'affranchissement des paysans, et enfin le rôle de l'Autriche-Hongrie au cours du développement de ces rapports.

La deuxième partie, c'est-à-dire la réforme agraire en Voïvodine après la guerre mondiale sous le régime yougo-

*slave, comprendra tout le travail accompli jusqu'à nos jours.*

*Ce sera en principe le sujet de notre travail. Nous pouvons dire tout de suite que malgré nos efforts, nous n'avons pu trouver des documents statistiques qui se rapportent exclusivement à la Voïvodine d'aujourd'hui, étant donné que la division administrative de la Yougoslavie n'est pas, de nos jours, de même qu'autrefois.*

---



# PREMIÈRE PARTIE

---

## LA RÉFORME AGRAIRE SOUS LE RÉGIME AUSTRO-HONGROIS

La Voïvodine, composée de Baranja, de Batchka et de Banat, comprend la partie dans la vallée pannonnienne, située au nord-est de la Yougoslavie, à l'est de la Slavonie, jusqu'à la frontière hongroise et roumaine. La Voïvodine a une superficie de 19.702 kilomètres carrés, avec 1.424.668 habitants, soit une moyenne de 73 habitants par kilomètre carré.

Le climat est très favorable au développement de l'agriculture. Les étés sont très chauds, tandis que les hivers sont très rigoureux. Ainsi le thermomètre descend jusqu'à 25° en hiver, et en été monte jusqu'à 40°, souvent jusqu'à 65° de chaleur. La quantité de pluie est de 540 mm. et pour cela la Voïvodine est une des contrées les plus privées de pluie. Le seul bien consiste en ceci, c'est que la tombée des pluies est très favorable à l'agriculture, les pluies tombant le plus souvent à la fin du printemps et au commencement de l'été, quand pour les semences elles sont les plus nécessaires.

C'est une province qui ne possède pas de contrées passives et qui, par la fertilité et le produit de son sol, par la perfection de l'agriculture ainsi que par la richesse matérielle des habitants, la Voïvodine tient la première place entre toutes les autres provinces de la Yougoslavie. Dans la Voïvodine, l'agriculture est la ressource principale de l'économie nationale, dont les produits — surtout

le blé et le maïs — dans de grandes quantités dépassent l'exportation. Par sa qualité, le blé du Banat est reconnu à peu près dans toute l'Europe. Outre le blé, l'horticulture également est fortement développée, ensuite la culture des plantes industrielles, des arbres fruitiers et de la vigne. Enfin, puisqu'il y a assez de terrain humide qui, pendant l'été, est entièrement couvert de bonnes herbes, c'est l'élevage du bétail qui y est également développé dans de fortes mesures (brebis, chevaux et bœufs) et également l'élevage des porcs, ceci étant en rapport avec la production du maïs. En plus de tout cela, il y a également l'élevage de volailles et la pêche qui ont leur valeur économique.

Les forêts et les mines ont peu de valeur dans cette province, mais la production industrielle y est très développée, tenant la place la plus importante du pays. Les industries les plus importantes sont les suivantes : l'industrie des farines, du sucre, de l'alcool, de la bière, l'industrie textile, les produits lactés, l'industrie des matériaux de fer, la fabrication d'avions, de machines, d'outillages d'agriculture, etc.

Prenant en considération les routes, les chemins de fer, les fleuves navigables et les canaux en Voïvodine, celle-ci possède le réseau de communication le plus dense. Ayant en vue sa situation géographique, on peut dire que sa situation commerciale, par rapport aux autres provinces de la Yougoslavie, est très importante, étant donné qu'elle est traversée par des chemins de fer très importants pour les communications internationales du sud-est de l'Europe. En outre, un des plus grands fleuves internationaux, le Danube, traverse la Voïvodine dans une grande partie de sa superficie. Enfin, d'après les statistiques, la Voïvodine représente un des centres les plus importants pour l'exportation, et, par conséquent, a une grande valeur pour les transports en transit.

La Voïvodine, jusqu'en 1918, a appartenu à l'Autriche-Hongrie, et n'avait jamais été autonome. Après la guerre mondiale, en 1918, elle a été, avec les autres provinces, réunie à la Yougoslavie. Sous la domination hongroise, elle était une province frontrière, et même plusieurs fois,

en peu de temps, elle a changé de souverains plusieurs fois (Hongrie, Autriche-Hongrie et Turquie). De cette façon, beaucoup de familles ont abandonné leurs vieux foyers de la péninsule balkanique et se sont installés dans la Voïvodine, de sorte qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, toute la Voïvodine était en majeure partie peuplée de Serbes.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer dans l'introduction, nous nous bornerons dans la première partie de notre œuvre à la réforme agraire sous le régime austro-hongrois. Afin de pouvoir comprendre quelles sont les raisons qui ont obligé l'Autriche-Hongrie à s'occuper de la réforme agraire, nous considérons qu'il est nécessaire de commencer notre exposé, évidemment dans les lignes principales, déjà depuis l'arrivée des Slovènes sur le territoire actuel de la Voïvodine. Ensuite l'évolution du régime féodal, période qui marque le début des grandes propriétés, des latifundias, qui ont été la cause immédiate de la réforme agraire, premièrement sous le régime austro-hongrois et après sous le régime yougoslave. Ensuite, comment s'est présentée l'organisation économique et sociale de la population en Voïvodine. Entre temps, comment une partie du territoire de la Voïvodine a été comprise dans les confins militaires, et comment l'organisation économique et sociale a été toute différente de l'organisation des autres contrées de la Voïvodine, nous avons renfermé cet exposé sur les confins militaires en un seul tout. Car, alors que dans le territoire des confins militaires le paysan était libre, dans d'autres contrées il a été considéré comme esclave ou kmète qui dépendait entièrement de son maître.

Dans le second chapitre de la première partie, que nous nommerons la période moderne, nous exposerons tout ce qui a été fait pour l'affranchissement du paysan, tant au point de vue politique que social. En prenant en considération que cette amélioration de la situation du paysan a eu lieu en deux étapes principales, nous avons divisé ce chapitre en deux parties : la première, l'affranchissement du paysan au point de vue social, les conséquences des idées réformistes de Marie-Thérèse et de son fils Joseph II, lors de la révolution de 1848 en Hongrie, dans

la seconde partie, l'affranchissement du paysan au point de vue économique, quand il a été attribué au paysan libre une terre qui a été considérée comme sa propriété personnelle.

Enfin, dans le troisième chapitre, nous émettrons notre point de vue sur l'œuvre de l'Autriche-Hongrie quant à l'amélioration de la situation du paysan.

Pour cette raison, nous donnerons à ce chapitre le titre de « Conclusions ».

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LE RÉGIME FÉODAL

---

#### *1° L'Evolution du Régime Féodal*

Malgré les nombreux travaux de recherche sur l'origine des races slaves, on n'en sait pas grand'chose. D'après M. Louis Léger (1), les premiers Slaves sont arrivés en Pannonie, en même temps que les Avars, au VI<sup>e</sup> siècle. Au VII<sup>e</sup> siècle, ils ont constitué l'Etat, dont le chef suprême était Sam, dont on ne sait pas s'il est d'origine slave ou d'une autre nation. L'après Frédégaire (2) il était Français, et il était venu à cause du commerce avec les Slaves, cependant M. Léger prétend qu'il est Slave, d'une tribu slave, soumise aux Français, et que pour cette raison, par erreur, il avait été considéré comme Français. Cet Etat représentait une grande étendue, il comprenait même une partie de la Voïvodine. Mais après la mort de Sam, cet Etat avait vite disparu. A partir de cette période, nous avons les premières traces sur les Serbes et les Croates, pour lesquels on pense qu'ils sont arrivés dans ces régions entre les années 634 et 638, lorsqu'était terminée la migration des Slaves.

D'après M. Léger (3), les Slaves n'ont pas été belli-

---

(1) (2) (3) L. Léger : « Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'en 1918 » P. 30-35.

queux, mais au contraire ils étaient très pacifiques, cultivant la terre. M. Léger affirme qu'ils connaissaient déjà, depuis le vieux temps, les outils pour l'agriculture, comme la charrue, la bêche, etc. Au début, toutes les tribus vivaient sous un régime démocratique sous le gouvernement d'un chef, nommé « starechina », « joupán », « vojvoda », qui était élu entre les membres de la communauté.

D'après les documents et les remarques que l'on peut encore faire aujourd'hui dans quelques provinces, l'organisation sociale était patriarcale, les familles vivaient en communauté sous le gouvernement de leur chef, qui défendait les intérêts de la communauté, et désignait les devoirs des particuliers. Tous les membres de la communauté familiale, plus tard nommée « zadruga », vivaient sous le même toit. Le patrimoine de tous les membres était commun, puisque tout ce qu'ils possédaient appartenait à tous les membres. De la même façon, on ne pouvait rien aliéner sans le consentement de tous les membres pubères et mariés. Le chef de la famille avait le droit de contrôle et de la répartition du travail, mais non pas pour toujours, c'est-à-dire pendant toute sa vie, étant donné qu'il pouvait être remplacé avec le consentement de tous les membres pubères et mariés. En dehors de cela, les membres n'ont pas eu le droit de se désunir, si ce n'est que récemment, lorsque le droit positif le leur a permis.

Tel était l'état de l'organisation démocratique. Plus tard, sous l'influence des mœurs et de l'organisation des indigènes, des Illyriens, des Thraces, des Celtes et des autres, s'est introduit l'esclavage et le régime féodal. L'invasion turque a surtout contribué au développement de l'organisation féodale. Pour se préserver des assassinats et de l'asservissement, auxquels ils étaient exposés sous les Turcs, peuples d'une autre nation et d'une religion différente, certains paysans s'étaient mis à l'abri dans les châteaux-forts des seigneurs, alors encore peu nombreux.

Les seigneurs exigeaient que les paysans cultivent la terre et les obligeaient également à participer à la défense des châteaux. Les autres paysans abandonnaient leurs foyers, et émigraient au nord vers la frontière hongroise.

d'autant plus que de ce temps-là, on a établi les confins militaires où ils ont été reçus ouvertement. Ensuite, les seigneurs eux-mêmes, en se servant de tous les moyens, ont tenté d'anéantir les paysans libres, en leur enlevant leur terre, et leur déclarant qu'ils étaient leurs esclaves et ont provoqué une série de révoltes des paysans, commençant à partir du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, en l'année 1220, sous le règne du roi hongrois André II, il y avait un soulèvement à cause de la dîme ecclésiastique, en 1333, sous le règne du roi Charles-Robert, une émeute contre la noblesse croate, en 1573, pendant le règne de Maximilien, la révolte bien connue de Matija Gubec, nommé « le roi paysan », en 1644, une émeute contre la seigneurie de Bozjakovina, en 1653, aux environs de Sisak, sur le domaine du comte Emerich Erdödi et enfin l'émeute la plus remarquable des Hongrois, en 1848, quand ils sont parvenus, en combattant pour leur indépendance, à délivrer les paysans et à abolir l'organisation féodale.

L'asservissement des paysans a cessé au cours du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, en même temps que la fin de l'invasion turque. De cette façon, le sol de la Voïvodine a été divisé en deux parties : Banat, qui a été jointe aux confins militaires où les conditions pour le maintien de paysans libres étaient encore favorables, et Batchka et Banat, dont la terre était entre les mains des seigneurs, en majeure partie de nationalité étrangère, et de paysans dépendant complètement de leur seigneur (1). Les seigneurs qui ont reçu la terre comme cadeau pour services rendus à la maison royale, ou pour un prix minime, ont traité les paysans comme des personnes sans aucun droit,

---

(2) Dragoljub Jovanovic : « La Politique agraire », page 188. « Après la conquête de Budim et Seguedin (1542) par les Turcs, la Batchka, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, était la province proprement serbe et avait des rapports agraires semblables à ceux que les Turcs établissaient partout. Mais après la libération des Turcs en 1718, et quand les confins militaires de Potessyé étaient démilitarisés et que les Serbes avaient en masses abandonné cette province, une grande colonisation des Hongrois, des Allemands et d'autres a commencé, qui a provoqué un système de patrimoine capital, semblable à celui de la Turquie.

c'est-à-dire comme des esclaves. Les paysans qui cultivaient la terre étaient des personnes soumises, sans avoir le droit de déplacements, de succession, ou de choix de profession.

Ainsi la classe des paysans libres disparut peu à peu et fut remplacée par une autre classe, celle de la féodalité. En Banat, où le féodalisme ne pouvait pas percer à cause des conflits militaires, la petite et moyenne propriété ont pu encore subsister, mais dans les autres parties de la Voïvodine elle a complètement disparu, et à sa place on a créé la grande propriété dont la superficie représentait quelquefois des dizaines de milliers d'hectares.

Ce procédé, dans le Banat, a marché plus lentement : les conflits militaires avec les privilèges pour les paysans serbes sont restés plus longtemps et la situation des paysans était surtout favorable au département de Velika Kikinda.

## *2<sup>e</sup> La situation des Paysans Kmetes envers les Seigneurs.*

La situation économique, sociale et juridique des kmetes dans la Voïvodine, ne diffère nullement de la situation des paysans de l'Europe occidentale sous le régime féodal du moyen âge. Dans ces provinces, les grands propriétaires, connus sous le nom de seigneurs, en augmentant leur patrimoine au détriment des paysans, emmenant ceux-ci sous une dépendance toujours de plus en plus grande. Cet asservissement se faisait de plusieurs manières. Au cours des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, le paysan n'était pas encore personnellement libre, et, dans une telle situation, il cultivait, à côté de sa terre, celle de son seigneur, dont une partie des revenus revenait au seigneur. Plus tard, au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, nous avons un autre rapport, nommé « bachtina », entre le propriétaire et le cultivateur de la terre. Le rapport du paysan avec son maître était encore plus terrible, car de ce temps-là, le paysan n'avait pas de terre du tout propre à lui, et il habitait sur le sol de son maître sans avoir de liberté personnelle. De telle façon, le sort du paysan était entre les mains du seigneur.

Les paysans cultivaient la terre, et toute la recette devait être remise au seigneur qui leur donnait à peine de quoi vivre.

La situation du paysan se présentait sous trois formes qui diffèrent dans les rapports entre les paysans et les seigneurs : la première était celle par laquelle le paysan avait sa terre, mais était tenu à la corvée, dans la deuxième situation, le paysan recevait la terre seulement pour la cultiver, et devait remettre au seigneur une partie des revenus; dans la troisième, les paysans étaient colonisés sur la terre du seigneur, mais celui-ci avait le droit de les chasser à tout moment (1). Au cas où les terres se trouvaient près du château, les jeunes paysans et les paysannes devaient travailler au château comme domestiques. Ordinairement, l'asservissement complet envers le seigneur était héréditaire, car, attachés à la terre, ils étaient par elle-même attachés aux seigneurs. Les corvées étaient exécutées par la force humaine ou par le bétail du paysan. L'exécution des travaux se faisait lors du labourage, de l'ensemencement, de la moisson, et quelquefois dans les travaux de maison.

Les obligations des seigneurs auprès des paysans étaient bien moindres, et consistaient à garantir la vie du paysan de la mort violente de la part des ennemis et à exécuter le pouvoir juridique et administratif. Enfin, les seigneurs devaient aider pécuniairement les paysans en cas de mauvaises récoltes, en leur donnant des graines de semences, en leur donnant de l'attelage, en fournissant aux kmètes le droit de pâturage, et en cas de nécessité le droit de se munir du bois de leurs forêts pour la construction et pour le chauffage.

Une des plus grandes institutions du régime féodal était l'établissement du fideicommiss, créé par les seigneurs pendant les luttes entre eux et le souverain, et qui servait de moyen de conservation des richesses et du luxe des seigneurs. L'établissement du fideicommiss avait pour but de transférer le patrimoine du père au fils avec défense de partager les biens. Ordinairement, c'était le fils qui

---

(1) Drag. Jovanovic : « La Politique agraire », p. 138.

avait le droit de succession, mais il est souvent arrivé que c'était le fils cadet ou un membre de famille le plus âgé. L'héritier ne pouvait pas disposer du patrimoine, c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas l'aliéner, mais n'en était qu'un usufruitier. Les autres membres de la famille ont obtenu comme héritage une rente pécuniaire jusqu'à leur mort. De cette façon, un patrimoine pouvait rester pendant des siècles dans la possession d'une famille, et, au cas où un seigneur était disgracié de la part du souverain, celui-ci ne pouvait pas s'approprier le patrimoine du seigneur, condamné ou tué, puisqu'il n'en était que l'usufruitier, et que le patrimoine appartenait aux héritiers. Ainsi ces biens ne pouvaient pas être détruits, mais au contraire augmentés, soit par le mariage, comme dot, soit par l'achat, provoquant ainsi la formation des grandes propriétés.

Cependant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le fideicommiss montrait de mauvais côtés; tout d'abord, il a contribué, par la défense d'aliéner la formation de grands complexes de terres, connus sous le nom de latifundia, puis l'héritier, étant obligé de payer les autres membres de la famille, restait sans capital monétaire et souvent il faisait des dettes par suite de son droit d'usufruitier de ses biens et, pour cette raison, n'a pas pu cultiver sa terre rationnellement. Enfin, par cette institution, on empêchait le libre échange du sol. C'est Napoléon qui a le premier vu les mauvaises conséquences du fideicommiss et, dans son code, il les a interdits, alors que dans les autres pays de l'Europe, le fideicommiss a subsisté jusqu'à la guerre mondiale; ainsi fait, sur toute la superficie de la terre, il y avait 5 à 10 % de terres de fideicommiss.

### 3<sup>o</sup> *Les Confins militaires. — Les Paysans libres*

La situation était tout autre dans les autres provinces de la Voïvodine, où s'étendaient les confins militaires ou « krajina ».

Déjà depuis la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle les confins militaires étaient formés, et s'étendaient du nord de la mer Adriatique jusqu'aux fleuves du Danube, Drava et

Save, traversant le Banat jusqu'aux montagnes de Transylvanie, formant de cette façon une ceinture de défense car, sur cette étendue, étaient ligués les guerriers. Les rois hongrois ont eu l'intention, en peuplant ces territoires de guerriers, d'empêcher l'invasion des Turcs dans les provinces hongroises. Plus tard, après l'union de la Hongrie à l'Autriche, les confins militaires ont plusieurs fois servi aux souverains de l'Autriche comme moyen de défense contre les Hongrois, l'élément incertain et révolutionnaire. C'était surtout ainsi pendant l'année révolutionnaire de 1848. Pour cette raison, et pour attirer les hommes à coloniser les confins militaires, on a donné des bénéfices différents aux colonisateurs, que les autres habitants de la Voïvodine ne recevaient pas. En outre, pour isoler l'influence des seigneurs hongrois, le gouvernement militaire, administratif, politique et législatif appartenait à la chancellerie royale, à Vienne, où il y avait un département qui s'occupait des confins militaires. De cette façon, les souverains de l'Autriche-Hongrie ont toujours eu un cadre de militaires professionnels, qui se trouvaient derrière le dos des Hongrois, dont la bravoure était non seulement connue des Hongrois, mais encore de tous les peuples d'Europe. En d'autres mots, ce sont ces soldats qui avaient formé l'essence de l'armée autrichienne.

La population des confins militaires étaient en majeure partie des Slaves, qui ont immigré de différents côtés de la péninsule balkanique devant l'invasion turque. A l'ouest des confins militaires, nommée la partie croate-slavonienne, étaient établis des Croates, des Bosniaques, des Litchanes, des Herzégoviens et des Dalmates, connus sous le nom de « uskoks », tandis qu'à l'Est, la majeure partie étaient des Serbes, nommés « vlachs » ou « rats ».

Chaque réfugié de l'Etat ottoman pouvait être colonisateur des confins militaires. L'Autriche même faisait de la réclame de propagande dans les provinces frontières de la Turquie pour coloniser les confins militaires, surexcitant le peuple contre les seigneurs turcs, en leur promettant des bénéfices différents, qu'il y aura dans

les contrées nouvelles. De ce temps-là, une telle propagande portait ses fruits et avait des résultats favorables à l'Autriche. Les peuples de toutes les provinces sous le joug turc fuyaient en masses, surtout après les guerres entre la Turquie et l'Autriche. Des milliers de familles slaves ont immigré sur le territoire de la Voïvodine actuelle, même jusqu'à Budapest, la capitale hongroise. La plus grande immigration eut lieu en 1690, sous le patriarche Arsenijé Tsarnojevitch, lorsqu'ont immigré environ 40.000 familles. De ce temps-là, le Banat, Batchka et Baranja étaient mal peuplés et ce sont des tribus slaves, en majeure partie des Serbes, puisque les Hongrois s'étaient retirés au Nord, craignant l'invasion turque. Pour cette raison, au XVIII<sup>e</sup> siècle, cette province était exclusivement colonisée par les Serbes, et il n'est pas étonnant que l'on trouve dans les œuvres des géographes hongrois et étrangers, et chez les auteurs de rapports de voyage du XVIII<sup>e</sup> siècle, la dénomination : « La nouvelle Serbie, ou *Ratzorsag* » (1).

Toute la frontière militaire se divisait en 14 départements, dont chacun devait procurer la nourriture pour deux bataillons. Un bataillon était composé de 12 compagnies. L'organisation militaire et civile dans cette contrée était bien distincte de l'organisation militaire et civile dans les autres contrées.

Quant à l'organisation sociale et économique, celles-ci étaient aussi différentes de celles des autres provinces : l'administration, la justice, le mouvement économique, l'instruction publique y étaient uniquement réservés à l'administration militaire. Le mouvement économique et l'exploitation des terres étaient uniquement réservés aux paysans soldats. La noblesse et les seigneurs, avec le droit féodal, n'ont pas eu de participation dans la répartition des confins militaires, car toute la terre appartenait à l'Etat, qui l'avait donnée aux paysans pour la cultiver. Tous les rapports entre les paysans et l'Etat étaient réglés par la loi du 7 août 1807, par laquelle étaient désignés tous

---

(1) Dr. Vladan Jojkitch : « Nacionalizacia Batchke i Banata », page 11.

les droits que les paysans avaient déjà. En vertu de cette loi la terre restait la propriété de l'Etat, et les paysans la cultivaient comme le bien féodal. La différence entre les paysans des confins militaires et les autres contrées consistait en ce qui suit : a) Toute personne de 18 à 60 ans était tenue à faire son service militaire; b) les paysans des confins militaires étaient libres de toutes les charges en nature, mais étaient obligés de faire la corvée, seulement avec cette différence que ces corvées consistaient en travaux publics, comme des routes, des digues, etc., tandis que les autres paysans étaient obligés de travailler sur les terres des seigneurs. Par cette loi, la terre dans les confins militaires était exclusivement réservée aux paysans militaires, alors que les autres personnes, sous aucun prétexte, n'ont pu obtenir ces terres.

Le nombre de paysans, par cette loi, était limité.

L'organisation sociale était fondée sur la communauté de famille. Toute la « zadruga » — tous les membres de la famille — possédait assez de terres cultivées pour satisfaire à ses besoins. Les immeubles qui appartenaient à la « zadruga » se distinguaient en biens familiaux inaliénables et biens superflus, qui pouvaient être vendus sous certaines conditions. Ainsi la répartition des terres était possible et même l'augmentation des terres reçues. La répartition dans la famille était interdite, d'où il résultait que dans une « zadruga » on comptait plus de cent membres, qui avaient ensemble 200 à 300 arpents.

Ainsi la terre cultivée, les pâturages et les forêts étaient la propriété de l'Etat. Toute la famille avait le droit de pâturage et le droit d'abattre les bois pour le chauffage et le bois de construction, ainsi que le droit d'élever des cochons dans les bois de chênes. En cela consistait la différence entre les paysans soldats et les autres paysans, car les premiers avaient ces droits gratuitement, tandis que les autres devaient payer un droit fixé.

Par la loi du 7 août 1807, on avait eu l'intention de vérifier le droit, sur la base duquel étaient réglés les rapports dans les zadrugas. Plus tard, l'influence des idées libérales de l'année 1848 se montrait dans les provinces des confins militaires, ce que l'on a vu le mieux par la

loi du 7 mai 1850, qui avait pour but de rectifier la loi précédente en ce qui concerne le droit de coutume, de réorganiser le service militaire de 8 ans, et de proclamer que la terre que les paysans cultivaient devienne leur propriété (Art. 11). Aussi, dans l'article 30, le partage de la zadruga fut autorisé, sous condition que tout membre mâle, âgé de plus de 16 ans, devait recevoir 6 à 8 arpents de terre. En vertu de l'article 35, le chef de famille était obligé de rendre les comptes de son administration à la fin de chaque année, et en cas de bénéfice, de le partager entre les membres de la famille. Les mercenaires, s'il y en avait, touchaient également leur part. Enfin, dans l'article 12, comme dans la loi précédente, avaient le droit de recevoir de la terre seulement ceux qui avaient terminé leur service militaire.

Aussi bien, par la loi du 7 mai 1850, le nombre de paysans était limité, avec cette différence que cette limite était plus restreinte. On avait l'intention de diminuer le nombre, et, pour atteindre ce but, il y avait quelques paragraphes très intéressants, qui traitaient cette question. Ainsi l'article 23 dit que la femme restée veuve et propriétaire de la terre pouvait se remarier seulement avec un habitant des confins militaires et qui avait rempli les conditions prévues pour les habitants de ces provinces, c'est-à-dire qui avait terminé son service militaire. Dans le cas contraire, elle était obligée de vendre la terre dont elle avait hérité.

Cette chose s'exprime encore mieux dans l'article 24, qui parle dans le même sens. Si les héritiers d'une cession étaient domiciliés en dehors des confins militaires, ils ne pouvaient hériter avant la mort du dernier membre de la famille, dont ils héritaient le patrimoine. S'ils voulaient le vendre, ils pouvaient le faire au cours des deux premières années, après avoir reçu la succession, sous la condition que l'acheteur fût capable de payer et d'habiter dans les provinces des confins militaires.

Enfin, par la loi du 7 mai 1850, le droit de propriété du pâturage était transféré de l'Etat à la commune, tandis que les forêts restaient encore la propriété de l'Etat et que les paysans soldats avaient le droit d'usufruit jus-

qu'à la loi du 8 juin 1891, quand il a été décidé de partager les forêts en deux parties égales entre l'Etat et les communes aux confins militaires. Par la même loi, les confins militaires étaient abolis de telle façon que la partie occidentale était jointe à la Croatie sous l'administration du ban et la partie orientale est restée sous le pouvoir de la Hongrie. En dehors de cela, la loi permettait que tout citoyen puisse acquérir la terre dans les provinces des confins militaires, soit par l'achat, soit par le droit de succession, avec cette différence que les anciens colonisateurs, les paysans soldats avaient des privilèges personnels et inaliénables.

---

## CHAPITRE II

---

### La période moderne.

#### *1<sup>o</sup> L'Affranchissement des Paysans.*

L'affranchissement des paysans en Voïvodine a été exécuté en plusieurs étapes. Quelques faits ont précédé ce mouvement et contribué à l'affranchissement des paysans. Les insurrections fréquentes des paysans au cours des <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, <sup>xv</sup><sup>e</sup>, <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, dans toute l'Europe, ne pouvaient être sans provoquer un écho auprès des souverains de ces temps. Puis les idées physiocrates ont également inspiré les souverains, représentants de l'absolutisme civilisé, de se déclarer « les protecteurs des paysans » et de prendre une série de mesures pour améliorer la situation sociale et économique des paysans.

Mais, ainsi que nous le dit M. Jovanovitch, parmi tous ces faits, c'est l'invention de la poudre et de l'arme à feu qui avait dans la plus forte mesure contribué à l'affranchissement des paysans, ceux-ci ayant remplacé la cavalerie peu nombreuse par l'infanterie nationale beaucoup plus nombreuse. L'Etat d'alors, composé de principautés et de duchés, commençait à se centraliser. On voit que les souverains tenaient à avoir tous les pouvoirs entre leurs mains, exigeaient des aides pécuniaires,

une armée et de la nourriture en réserve. Les seigneurs, propriétaires pour ainsi dire de toute la terre arable, ne pouvaient pas, du sol cultivé à leur façon d'exploitation, satisfaire les besoins de la nourriture. En outre, les classes privilégiées de la noblesse étaient exemptes d'impôts, et les paysans, dépendant des seigneurs, n'avaient pas été de bons soldats. Pour cette raison, les souverains qui s'étaient appuyés sur la noblesse, se retournaient vers la bourgeoisie et les paysans. En dehors de tout cela le pouvoir du seigneur était diminué par l'institution du pouvoir central, qui leur avait enlevé le droit de pouvoir administratif et juridique. Enfin tous ces faits étaient complétés par deux idées, qui ont eu un rôle important dans l'organisation des rapports de ces temps-là. La première idée est que l'Etat entier désirait avoir le plus grand nombre d'habitants pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'ainsi il aurait plus de soldats et que par le fait même il serait plus fort, et ensuite parce que, de cette façon, il percevrait plus d'impôts et améliorerait sa situation financière. La seconde idée consiste en ceci : c'est que la petite propriété agronomique est supérieure à la grande propriété, qui, aujourd'hui encore, sert d'argument pour la formation et la conservation de l'économie des paysans (1).

Le premier pas résolu pour l'affranchissement des paysans en Voïvodine était fait par le règlement de Joseph II, du 25 août 1785. Par ce règlement, le patrimonial restait le propriétaire de la terre, mais les paysans avaient le droit de se marier, sans qu'ils aient à payer au seigneur un impôt; ils pouvaient s'occuper d'un métier sans demander la permission, et ils avaient le droit de succession, de déménagement, etc. En un mot, par ce règlement, la soumission personnelle du paysan envers le maître était abolie, il ne restait que l'obligation des charges, qui ont été plus tard réglées par la loi du 4 août 1836, réglées sur la pétition d'une députation, envoyée en 1825 pour l'étude de l'*urbarium*.

---

(1) Drag. Jovanovitch : « La politique agraire », pages 245 et 246.

Auparavant, il y avait eu des décrets dans différentes provinces de l'Autriche-Hongrie, connues sous le nom de « Robot-patent », qui réglaient les rapports agraires entre les paysans et les seigneurs. Ainsi, en 1680, avait été émis le premier décret pour l'arrangement des corvées, puis en 1717 le deuxième, par lequel était réglé le montant de l'impôt qui devait être payé aux seigneurs, et en 1730 était publié le troisième décret par lequel était défendu le maintien du système de la corvée (1). Mais tous ces décrets restèrent sans application, à cause de la minime autorité des souverains et de la forte résistance de la part des seigneurs.

Ce n'est que sous le règne de Marie-Thérèse qu'on a commencé à travailler rationnellement sur l'amélioration de la situation des paysans. De ce temps-là, on sentait dans toute l'Europe méridionale et orientale, un mouvement pour l'affranchissement du paysan. En Autriche-Hongrie, tout d'abord Marie-Thérèse, et plus tard son fils Joseph II, en Italie Emmanuel III de Savoie, en Allemagne Frédéric le Grand, en Russie Catherine II, étaient les souverains connus de l'époque de l'absolutisme civilisé, qui ont commencé à protéger et à défendre les paysans.

Ainsi, sous le règne de Marie-Thérèse, on a commencé des travaux sur l'organisation administrative. Plus tard, au cours des années 1766, 1771 et 1778, on a publié beaucoup de décrets pour la réglementation des corvées, pour laquelle l'Etat se portait garant. En dehors de cela, sous le règne de Marie-Thérèse, on a fait plusieurs projets pour l'institution de la propriété absolue de la terre des paysans. Mais, pour cette raison que l'autorité du souverain n'était pas encore forte, et que les seigneurs avaient encore un rôle important dans l'Etat, tout le travail de l'affranchissement des paysans sous le règne de Marie-Thérèse s'est réduit à déterminer et égaliser toutes les obligations du paysan auprès des seigneurs dans toutes les provinces, mais aucunement à leur abolition.

La politique de son fils Joseph II était toute contraire.

---

(1) Milan Ivitchitch : « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 54.

Sous l'influence des idées libérales, il a tout de suite aboli l'esclavage, tout d'abord en 1781 en Autriche, puis en 1783 en Transylvanie, et enfin en 1785 en Hongrie et, par le fait même, en Voïvodine, qui, de ce temps-là, se trouvait dans le territoire de la Hongrie. Ayant pu se rendre compte que l'avenir de l'Etat se trouvait et dépendait des larges masses de la caste paysanne, il a réduit sa politique dans la partie sud de l'Autriche-Hongrie sur la colonisation des immenses superficies de terre fertile de la vallée pannonnienne et la formation des domaines des paysans.

Pour cette raison, il a aboli, par la loi civile de 1786, toutes les restrictions qui traitent l'acquisition de la propriété de la terre. Plus tard, soit à cause de raisons financières, soit par l'influence des idées libérales, Joseph II a commencé à remplacer le barème des impôts, jusqu'alors en vigueur, et à imposer l'impôt unique, fondé sur la superficie et la production de la terre. Dans ce même but, on créa en 1789 le cadastre, par lequel toute la propriété devait être inscrite, et, par un décret du 10 février 1789 (Urbanial patent) fut déterminé l'impôt foncier, obligatoire pour tous ceux qui étaient appliqués à tous les biens, même des seigneurs. Il a également alors défendu le paiement du fermage en nature, le remplaçant par un taux, et enfin en imposant aux seigneurs, en vertu de la loi, de passer un contrat juridique avec leurs sujets.

Malheureusement, toutes ces lois et décrets devaient être abolies par Joseph II lui-même, le 25 janvier 1790, à cause des protestations de la noblesse, qui venaient de toutes contrées, surtout de la Hongrie, le pays des grandes propriétés seigneuriales; à cause de cette loi même, avait eu lieu une révolution. Après la mort de Joseph II, la situation ancienne, telle qu'elle était avant 1790, a été reprise, et même semblable à la situation avant 1781. Surtout sous le régime absolu de Metternich, on tendait à satisfaire toutes les réquisitions des grands propriétaires, appui principal du régime de cet Etat réactionnaire.

La deuxième et dernière étape de l'affranchissement des paysans a commencé en Hongrie par le mouvement révolutionnaire de 1848 des magnats hongrois, avec Louis

Kochut en tête. Pour attirer le plus grand nombre de peuples pour le mouvement de leur lutte pour l'indépendance complète de la Hongrie, Louis Kochut déclarait que c'était un mouvement pour l'affranchissement des paysans. Il l'a surtout expliqué au Congrès de Poszony (Bratislava, actuelle en Tchécoslovaquie), les 3 et 6 décembre 1847, quand on y a exclusivement traité la solution du problème agraire. En dehors de cela, la législation hongroise de ce temps-là était inspirée par les principes libéraux (1).

Ces principes étaient représentés dans les lois : les droits égaux pour tous, l'affranchissement de toutes les restrictions féodales, l'abolition obligatoire et définitive de l'esclavage, l'intervention et la garantie de l'Etat. Cependant, tous ces travaux de l'affranchissement des paysans n'étaient pas dictés par des raisons humaines, mais au contraire pour des raisons politiques, car on pensait que le paysan, libre sur sa terre, ne serait pas le même que le paysan dépendant de la terre seigneuriale.

En outre, le sud de la Hongrie était peuplé par des Slaves, surtout par des Serbes et des Croates, peuple d'une classe purement paysanne, qui cultivait la terre des seigneurs, et qui, dans la plupart des cas, habitaient sur les propriétés des seigneurs, et, de cette façon, les Hongrois ont voulu les attirer de leur côté.

Louis Kochut lui-même a exposé dans un plan bien détaillé les conditions en vertu desquelles on pourrait former la constitution de l'affranchissement des paysans du système féodal. Selon son plan, les seigneurs devaient obtenir des dommages par rapport aux produits nets qu'ils avaient de leurs biens jusqu'alors. La Chambre des magnats hongrois, de son côté, au début du mois de février 1848, a étudié les problèmes agraires de la situation d'alors. Bien que cette chambre ait été composée de seigneurs, elle était tout de même d'accord pour l'abolition de l'esclavage.

Cet état incertain a duré pendant que Metternich était au pouvoir. Tout de suite après sa chute, le 13 mai 1848,

---

(1) Milan Jvchitch : « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 59.

la Chambre hongroise s'est déclarée, au nom des seigneurs, sans réserve pour la résolution des problèmes agraires sur la taxe suivante : le partage de tous les impôts fiscaux en parties égales entre les paysans et les seigneurs, l'abolition de toutes les obligations basées sur le régime féodal, l'Etat s'engageant à payer aux seigneurs tous les dommages. Ainsi les articles des lois ont été votés IX à XIII, d'après lesquels l'esclavage et les rapports pareils ont été supprimés.

1° Les corvées ainsi que toutes les prestations pécuniaires seront supprimées;

2° Une commission spéciale établira le montant des indemnités et surveillera l'exactitude de l'opération (vingt fois le revenu net annuel), ces indemnités seront considérées comme une dette publique dans laquelle les paysans n'auront pas à intervenir;

3° On procédera à la « ségrégation », c'est-à-dire au partage du bois et des pâturages entre les paysans libres et les anciens seigneurs;

4° La justice seigneuriale sera abolie sans indemnité;

5° L'administration civile réorganisera les bureaux de bienfaisance et les orphelinats qui, jusqu'alors, étaient à la charge des seigneurs;

6° La dime ecclésiastiques sera supprimée; néanmoins, une légère indemnité est prévue (1).

Enfin, après une lutte qui a duré presque un siècle, le paysan en Hongrie et celui de Voïvodine est devenu libre et était propriétaire de la terre qu'il pouvait cultiver sans aucune charge.

## 2° *L'Organisation de la Réforme agraire de 1848 jusqu'à la guerre mondiale de 1914-1918*

En considérant les travaux exécutés pour la solution des problèmes agraires en Voïvodine, sous l'Autriche-Hongrie, nous pouvons les partager en deux phases : la première phase, qui se termine en 1848, quand a été résolue la question des droits personnels des paysans, et quand a été solutionnée la question de la propriété de la

---

(1) Milan Ivchitch : « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 60.

terre; la deuxième phase, que nous pouvons librement nommer la réforme agraire moderne, consiste également dans la répartition des terres et de la colonisation dans certaines régions, avec cette différence, c'est que la terre était donnée aux paysans libres. On n'a plus tenu compte des raisons financières et militaires. Tout d'abord, on a pris en considération les intérêts nationaux, puis les intérêts économiques et sociaux.

La législation qui était votée pendant l'année révolutionnaire de 1848 avait l'esprit libéral. Le paysan qui avait été jusqu'alors esclave a obtenu le droit de propriété de la terre et le droit de disposer de cette terre. Les conséquences de ce nouvel état de choses étaient énormes pour le paysan; il a commencé à se ruiner, ruinant même l'économie nationale, obligeant les législateurs à aider les paysans. Déjà en 1873, dans l'article XXII de la loi, il a été ordonné que tous les fermiers de la terre gouvernementale qui ont pris en fermage la terre qu'ils cultivaient depuis un temps indéterminé ou l'ont obtenue en fermage par héritage, ou bien qui ont pris la terre en fermage pour un temps déterminé, cette période venant à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 1848, sans renouvellement du contrat, et qu'entre temps, sur la terre qu'ils avaient en fermage on avait bâti un village, avaient le droit de racheter cette terre comme leur propriété personnelle, avec la maison, la terre environnante et les prairies. Le rachat était dix fois plus grand que la valeur des impôts annuels. Il devait être payé à un taux de 5 p. 100 d'intérêt dans un laps de vingt ans et dans les termes de la loi.

Comme une nouveauté, l'Etat a voulu, pour la première fois, en vue d'aider le paysan, créer le crédit. L'Etat n'a pas la garantie du rachat, mais le ministre des Finances était autorisé à faciliter les crédits auprès de certaines banques. Mais on a vite vu que les paysans, de cette façon, ne pouvaient pas se racheter. C'est pour cela qu'on a voté l'article XII de la loi de 1883, suivant lequel l'Etat était autorisé à faire une dette de 8.000.000 de florins pour pouvoir aider les paysans. Les paysans ont été obligés de rembourser cet emprunt au bout de 42 ans à un taux de 6 p. 100 d'intérêt.

De cette manière, on a fait construire 44 villages sur

la terre ayant appartenu précédemment à l'Etat, où chaque famille de paysans avait obtenu cette terre sous la condition de la racheter de l'Etat. On a remarqué, de plus en plus, l'injustice économique qui existait entre les pauvres paysans et les riches propriétaires, et surtout la mauvaise répartition des terres, qui a donné aux seigneurs la possibilité d'exploiter les paysans pauvres. C'est pour cette raison qu'on a commencé à partager les grandes propriétés à l'aide de la Commission d'Etat. En 1894, on a fait bâtir 67 communes sur la terre de l'Etat. Il y avait dans le département de Tamich 11 communes, dans la Batchka 3, dans le Torontol 17, et dans le Krachovska 4 (1). Les paysans de ces communes ont obtenu la terre de l'Etat auquel ils devaient la payer, au bout de 20 à 40 ans, avec un intérêt de 4 à 5 p. 100.

On a colonisé non seulement la terre de l'Etat, mais également les grandes propriétés d'Etat et privées. De cette façon, on a partagé la grande propriété de la fondation catholique, la propriété de l'archevêque catholique de Satmar, les propriétés des marquis Leoncourt, du baron Chimognat, Emile Neuchloss, Julia Njeki, Livia Martzigani, de la comtesse Antoinette Matenklao, du marquis Martgraf Palavinija, etc. Quelques milliers d'arpents sont passés aux mains des paysans. Toute cette colonisation a été exécutée sur les biens privés, et sur l'initiative de personnes privées, ce qui a facilité différentes exploitations, surtout à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à cause du prix élevé de la terre. A cause de cette exploitation, beaucoup de villages ont été détruits. Le législateur a vite fait de remarquer cette exploitation envers les paysans pauvres, et c'est pour cela qu'il a ordonné qu'on répartisse la terre aux paysans sous le contrôle de l'Etat, et qu'on facilite le développement naturel des colonisations. En 1894, on a voté la loi V, dans laquelle on a prévu les conditions sous lesquelles on pourrait coloniser les terres. La première condition a été celle que

---

(1) Jotsa Lalochevitch : « La réforme agraire en Voïvodine », pages 7 et 8.

l'Etat seul pouvait créer une colonisation, et que certains grands propriétaires ou communes pouvaient établir des colonisations, à condition d'avoir de la terre en superflu. La deuxième condition était la permission de coloniser une terre seulement à celui qui pouvait prouver qu'il possédait suffisamment de terre pour 150 colons. La troisième condition est que le colonisateur est obligé de céder gratuitement une partie de sa terre aux bâtiments publics et aux routes et rues, ainsi que 5 p. 100 de sa terre qui doit revenir à l'instituteur, au prêtre, à l'école, à la commune, au cimetière, au marché, aux jardins publics, etc. La quatrième et dernière condition, que chaque colon doit obtenir au moins 400 brasses de terre pour la maison et le jardin, et pour la culture au moins 10 arpents et au plus 80 arpents.

Le paiement différé se faisait en argent, et, après paiement complet, on a également considéré comme payée la terre cédée aux bâtiments publics susmentionnés.

Le montant du rachat et son mode de paiement étaient déterminés par un contrat libre, seulement l'intérêt était établi et ne pouvait dépasser 5 p. 100. Enfin, le nouvel habitant avait le droit de demander au colon 400 florins, ce que celui-ci était obligé de payer à un même intérêt de 5 p. 100. Pour pouvoir mieux coloniser la terre, l'Etat a donné au ministre de l'Agriculture une somme de 3 millions de florins. De cet argent, il a été créé une fondation, dont les rentrées servaient à acheter les terres que le ministère de l'Agriculture répartissait aux paysans. De cette fondation, il a été retiré une certaine somme seulement pour l'achat de la terre. Les paysans ont été obligés de rembourser plus tard à la fondation, avec un intérêt de 4 p. 100. Ce système de crédit, par la force des temps, ne semblait pas pratique du tout, car, lorsqu'était dépensé pour l'achat des terres l'argent en question, et que la terre était répartie aux paysans, les autres agriculteurs, qui avaient aussi le droit d'obtenir de la terre, devaient attendre que l'argent soit rassemblé pour pouvoir acheter de la terre. Pour les prêts, les aides et les améliorations, on pouvait employer seulement cet argent qui provenait des intérêts payés par les paysans.

Malgré ce mauvais système de crédit, en vertu de cette loi, l'Etat a partagé entre les paysans 13.785 arpents et 12.721 arpents furent rachetés et répartis, provenant de propriétés privées. De cette répartition des terres on a créé 11 nouvelles colonies, parmi lesquelles deux dans la Batchka et cinq dans le Banat (1).

Jusqu'en 1899, le contrôle sur toutes ces nouvelles colonies était confié au ministère de l'Agriculture. Cette année, le contrôle a passé du ministère de l'Agriculture au ministère des Finances, à cause du crédit aux paysans, c'est-à-dire que de cette façon on pouvait recourir les paysans dans de plus grandes mesures. C'est ainsi que 200.000 paysans ont obtenu 151.625 arpents de terre.

Plus tard, par suite des besoins économiques, les circonstances sociales ont obligé le législateur à répartir la terre le plus vite possible, et, de cette manière, à augmenter la production du paysan pauvre. Le gouvernement a déclaré la même chose en 1901 pendant la discussion du budget et il a promis un projet de loi. En 1903, ce projet de loi était prêt, le plan de ce projet était imprimé, mais il n'a pas pu être légalisé à cause de la préparation à la guerre mondiale.

Avec cela se termine tout le travail sur la réforme agraire pendant le règne de l'Autriche-Hongrie.

---

### CHAPITRE III

---

#### Conclusions.

L'abolition du système de l'esclavage et l'acquisition du droit de la terre, qui ont eu lieu lors de l'année révolutionnaire de 1848, avaient eu des conséquences incroyables pour la noblesse et les paysans. De même l'exploita-

---

(1) Jotsa Lalochevitch : « La réforme agraire en Voïvodine », page 10.

tion de la terre au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avait beaucoup changé.

Les seigneurs qui, pendant la régime féodal n'avaient pas dû payer de main-d'œuvre pour la culture de leurs biens et qui également avaient reçu une partie convenue des produits de la terre, ont été obligés ensuite de payer la main-d'œuvre et, en surplus, de payer un impôt à l'Etat. Ils touchaient cependant une indemnité pour avoir cédé la terre aux paysans, mais elle était bien minime. Cette indemnité était payée par des papiers de valeurs qui, par les spéculations boursières, ont immédiatement perdu 70 p. 100 de leur valeur (1). En outre, ils ne savaient pas administrer rationnellement la terre qu'ils possédaient, ne pouvant pas renoncer à la vie luxueuse qu'ils menaient autrefois; c'est ainsi qu'ils ont commencé à s'endetter et à périlcliter. C'était surtout la noblesse des propriétés moyernes qui se ruinaient, et qui, déjà du temps féodal, parvenait à peine à équilibrer le bilan de son budget. Si nous prenons en considération que cette noblesse était d'origine slave, ce n'est pas étonnant qu'en 1919 les propriétaires étaient d'origine étrangère.

Il est vrai qu'il y avait pourtant des seigneurs, mais bien rares, qui avaient trouvé le moyen de se maintenir, soit par l'achat de la terre cultivée, soit en se servant de machines, en remplaçant la main-d'œuvre et, de cette façon, ils ont augmenté le rendement de leurs terres. Pour cette raison également ils devaient rationnellement administrer leurs biens, en se servant de tous les moyens techniques, et enfin en employant la main-d'œuvre la plus minime, c'est-à-dire qu'ils introduisaient l'exploitation capitaliste de leurs biens.

En donnant aux paysans la liberté sociale et à peu près économique par la législation révolutionnaire, on avait l'intention de former une organisation sur laquelle seraient fondées toutes les législations postérieures dans le but de cultiver la terre rationnellement et d'élever la production nationale.

On avait pensé que la culture individuelle de sa propre

---

(1) A. Téodorov : « La Réforme agraire », page 9.

terre augmenterait la production nationale et c'est pour cela que la répartition des zadrugas était autorisée. Mais à regret on a dû constater qu'il n'en a pas été ainsi. Il est vrai que la répartition ainsi que l'abolition des rapports féodaux avaient de bonnes conséquences. Pour cela on a développé le sentiment d'indépendance et de liberté et augmenté le sentiment du besoin, du devoir et de l'amour du travail chez les particuliers. En conséquence, les paysans ont commencé à cultiver la terre plus rationnellement, soit pour le besoin, soit à cause de leur capacité.

Mais une telle organisation avait de mauvais côtés. Les paysans affranchis et les membres partagés de la zadruga, jusqu'alors soumis à leurs maîtres et sans patrimoine, devenaient tout à coup les maîtres de leur sort et de leurs biens, sans aucune expérience ni préparation. Ce passage d'un système à un autre était très mauvais pour les individus faibles de caractère. Soit à cause des circonstances de la vie très difficile, soit à cause de l'administration irrationnelle et la possibilité d'aliéner leur terre, soit à cause du désir de bien vivre, ces individus commençaient à morceler leurs biens, qui, de cette façon, passèrent aux mains de personnes plus capables pour la culture, mais malheureusement d'un élément antinational.

Le paysan qui, jusqu'alors, avait tout en abondance, excepté l'argent, avait obtenu l'autorisation de se procurer de l'argent soit par la vente, soit par l'emprunt. Et au lieu d'avoir employé cet argent obtenu d'une façon rationnelle pour l'amélioration de sa terre, ce qui aurait de cette façon augmenté les revenus de sa propriété, il a agi contrairement. Il s'est mis à boire, à jouer et à s'adonner à d'autres défauts encore bien plus graves, qui n'avaient pour résultat que de lui faire négliger sa propriété. C'est ainsi que les propriétaires qui autrefois avaient obtenu de la terre en suffisance, dont les revenus leur permettaient de vivre largement, en étaient réduits à se trouver sans toit, ou, s'il leur restait un peu de terre, les revenus de celle-ci ne leur permettaient pas de vivre, même en menant un train de vie des plus modestes.

M. Mija Markovitch, dans son article « Prolétariat agraire en Voïvodine », écrit que seulement en 1896, 15.000 propriétaires ont perdu leur terre par voie de vente forcée, et, pour les mêmes raisons, il se réfère à Jacha Tomitch, qui dit que plus de 100.000 paysans avaient une crainte continuelle : « Sera-ce encore cette année, ou seulement l'année prochaine, qu'il sera obligé de quitter sa terre et sa maison » (1).

Evidemment, cela a prouvé au propriétaire un résultat contraire à celui qu'il avait escompté. Car, en donnant aux paysans une liberté sociale et économique, ainsi que nous l'avons cité plus haut, on augmentera la production agricole et la prospérité nationale. C'est la raison principale pour laquelle, après la guerre mondiale, tant de paysans en Voïvodine se sont trouvés sans terre.

En dehors de ces mauvaises conséquences de la propriété individuelle non préparée, un autre facteur a joué un rôle important dans l'appauvrissement de la caste paysanne en Voïvodine.

L'impôt dont étaient chargés les paysans était de 30 % plus fort qu'il n'était auparavant (2) Le paysan, qui était déjà chargé de différents paiements, ne pouvant pas payer un impôt aussi élevé, était obligé souvent de vendre sa terre à un vil prix à des étrangers. De cette façon, la terre qui était la propriété des Serbes passait aux mains des Allemands et des Hongrois.

D'autre part, les zadrugas, qui disposaient de grandes superficies de terre, cultivées facilement par les membres de la communauté, dont les revenus garantissaient la richesse de tous les membres, jusqu'à ce que le partage de la zadruga qui, par tous les moyens, avait conservé la richesse et la force de la caste paysanne, se mit à périlcliter.

Quoique les provinces qui n'étaient pas comprises dans les confins militaires n'avaient pas de loi qui réglait les rapports entre les zadrugas jusqu'en 1870, on était pourtant décidé à continuer sur le même droit

---

(1) Ekonomist : mars 1937. Zagreb.

(2) A. Téodorov : « La réforme agraire » 3, page 9.

que celui par lequel la zadruga avait été fondée. Par ce droit, le partage de la zadruga était impossible, même dans les communes des confins militaires; le partage était défendu par les lois des années 1807 et 1850. Cependant, à cause de l'opinion qui régnait de ce temps-là, les zadrugas ne répondaient pas à l'esprit du temps, et elles étaient nuisibles à l'économie nationale; c'est pour cette raison qu'une loi fut promulguée en 1870 et, plus tard, le 3 mars 1874, une seconde loi, dans le même sens de suppression des zadrugas. Dans ce sens fut élaborée la loi du 29 décembre 1876, tout d'abord pour une partie des confins militaires, puis, le 14 avril 1880, pour l'autre partie. Mais bientôt surgirent de mauvaises conséquences relatives à cette opinion et on prit alors la décision que plus aucune personne ne serait contrainte de vivre dans la zadruga, c'est-à-dire de faciliter le passage à la propriété individuelle, mais que les zadrugas devaient être favorisées là où elles existaient. Cependant, tous ces essais restaient sans résultat, et c'est ainsi que peu à peu également les zadrugas disparurent, se rencontrant encore par exception, mais la majorité représentait des propriétés individuelles.

Si enfin nous nous demandons ce qu'on a obtenu par cette organisation, on répondra par ces mots de M. Jovanovic, dans son livre « La politique agraire » : « La communauté familiale se délabrait en plusieurs communautés particulières, la terre était dépecée. Avec la terre du paysan on faisait du commerce et de la spéculation. Ainsi le prix de la terre augmentait dans des mesures disproportionnées par rapport à la capacité de production; on a fait tout ce qui était possible pour concentrer les possessions et la formation des propriétés capitalistes, tandis que les paysans indépendants devenaient fermiers, locataires, mercenaires souvent sur leur propre terre. »

\*  
\*\*

Si nous résumons le travail sur la réforme agraire en Voïvodine depuis 1848 jusqu'à la guerre mondiale, nous verrons qu'elle s'est avancée tout doucement dans de très

petites proportions, de telle façon qu'au bout de 60 ans, avec le secours de l'Etat, 150.000 arpents avaient été partagés. Ce qui avait été réparti en plus de cela entre les paysans l'avait été grâce aux organismes d'Etat, ni le résultat d'un plan prévu, mais sous l'initiative privée.

Il y a un autre fait : c'est que si c'est l'Etat qui profite des résultats d'une réforme agraire, c'est lui qui subit tous les frais, c'est-à-dire que c'est l'Etat qui doit mettre à sa disposition une somme d'argent. Cependant, qu'a-t-on fait ? L'Autriche-Hongrie a mis à la disposition du ministère de l'agriculture, en deux fois, en tout un montant de 11 millions de florins, en 1883, un montant de 8 millions de florins, et en 1894 un montant de 3 millions de florins. Avec cette somme on n'a pas pu faire grand'chose.

Le troisième fait, que l'on peut immédiatement comprendre, est que si l'on prend en considération la législation de l'ancienne Autriche-Hongrie, on constate une indécision complète entre deux choses : d'un côté la tendance à morceler les grandes propriétés par la répartition, et le désir de conserver les grandes propriétés du fideicommis et les domaines de « main-morte ».

Le quatrième fait, et le plus important, est celui que la raison pour laquelle on a obtenu un tel résultat de la réforme agraire se trouve dans la législation de la colonisation.

Par elle, on a tenté de former un type de colonisation, c'est-à-dire un moyen pour la répartition de la terre entre les paysans. Cependant, la vie ne peut pas être subordonnée à une forme réglementée, surtout si elle est chère. Par le fait d'une certaine tendance à créer des colonisations avec toutes ces institutions publiques, les privés étaient exposés à de fort grands sacrifices pour pouvoir établir les colonies (la cession, 5 p. 100 de toute la terre, le sol pour les bâtiments communaux, les routes, etc., le tout gratuitement).

Enfin, malgré tous ces travaux, il faut avouer que le paysan était affranchi au point de vue social, mais qu'au point de vue économique, il était encore dépendant des

grands propriétaires et, pour cette raison, la réforme agraire n'était pas terminée.

Le paysan restait encore sans terre, et devait travailler sur la terre d'autrui. Il y avait encore de grandes propriétés qui comprenaient les trois quarts de la terre cultivée, ce qui nous est le mieux prouvé par les chiffres suivants : 3.700 grands propriétaires ont eu 11 millions d'arpents de terre, alors que 1.200.000 petits propriétaires avaient eu seulement 2.663.000 arpents.

---



## DEUXIÈME PARTIE

### CHAPITRE PREMIER

#### LA RÉFORME AGRAIRE SOUS LE RÉGIME YOUGOSLAVE

##### L'état de la liquidation agraire en Voïvodine après la guerre mondiale 1914-1918.

La Voïvodine, ainsi que nous l'avons dit dans la partie historique, a appartenu, presque durant toute son existence, à la Hongrie, ayant une terre renommée pour ces grands domaines, dont les superficies ont souvent représenté quelques dizaines de milliers d'hectares, et quelquefois des centaines de milliers d'hectares.

D'après les statistiques que nous avons pour l'année 1895, le total de la superficie de la Hongrie était divisé en 2.795.886 domaines de la façon suivante (1).

*La division de la terre en Hongrie avant la guerre :*

| Catégories<br>des exploitations | Nombre<br>de propriétaires | 010   | Superficie<br>en hectares | 010   |
|---------------------------------|----------------------------|-------|---------------------------|-------|
| Au-dessus de 5 arpents.         | 1.459.893                  | 52,2  | 1.467.850                 | 6,2   |
| de 5 à 100 arpents.....         | 1.311.218                  | 46,9  | 11.574.860                | 48,2  |
| de 100 à 1.000 arpents..        | 20.798                     | 0,8   | 3.399.401                 | 14,2  |
| plus de 1.000 arpents..         | 3.977                      | 0,1   | 7.451.640                 | 31,2  |
| Total.....                      | 2.795.887                  | 100,0 | 23.893.751                | 106,0 |

(1) Milan Ivchitch : Les problèmes agraires en Yougoslavie, page 156.

Par ce tableau nous pouvons avoir une réelle compréhension de la répartition des terres avant la guerre en Hongrie. Il nous montre une grande concentration des domaines entre peu de mains, car, 24.775 grands propriétaires (plus de 100 hectares) ont eu 45,4 pour cent de toutes les propriétés. Pour la Voïvodine, il n'y a pas de chiffres détaillés, mais le rapport entre les grands et les petits domaines doit être semblable comme pour toute la Hongrie et ne diffère pas beaucoup par son pourcentage de la composition de toute la superficie des terres.

D'après les citations de M. Drag. Jovanovic dans son livre « La politique agraire », page 266, en Voïvodine il y avait 3.700 grandes propriétés, qui ont eu 11 millions d'arpents (1 arpent = 0,57 ha.) tandis qu'il y avait 1.200.000 petits propriétaires qui ont eu 2.663.000 arpents. La moyenne pour les grands domaines aurait été de 2.973 arpents et pour le petit domaine, seulement 2 arpents un quart. D'après le recueil des grands domaines en Hongrie (plus de 100 ha.), de M. Rubinek, daté de 1910, on obtient pour la Voïvodine le tableau suivant par rapport à la culture de la terre.

*La superficie productive et non productive de la terre et des domaines de plus de 100 arpents en Voïvodine (1).*

| RÉGIONS     | ETRES<br>laboura-<br>rables | VERGERS | VIGNOBLES | PATU-<br>RAGES | FORETS  | TERRAINS<br>marécageux<br>et improductifs | PRAIRIES | TOTAL   |
|-------------|-----------------------------|---------|-----------|----------------|---------|-------------------------------------------|----------|---------|
| Baranja . . | 25.823                      | 142     | 11        | 29.365         | 38.253  | 23 886                                    | 6.907    | 124.5   |
| Banat . . . | 292.785                     | 962     | 657       | 194.138        | 32.754  | 60.187                                    | 33.163   | 624.0   |
| Backa . . . | 236.900                     | 419     | 481       | 57.873         | 44.605  | 48.413                                    | 14.546   | 406.2   |
| Voïvodine.. | 555.508                     | 1.523   | 1.149     | 281.376        | 115.612 | 166.674                                   | 54.616   | 1.154.8 |

(1) Milan Ivchitch : Agrarni problemi u Jugoslaviji, page 157.

Si nous comparons la superficie de la terre qui a appartenu aux domaines de plus de 100 arpents, qui s'élèvent à 1.154.836 arpents, avec toute la superficie de la Voïvodine (1.970.200 ha.), nous pouvons facilement nous rendre compte que la répartition de la terre était au profit des grands domaines. Il est vrai qu'il y avait les propriétés moyennes de plus de 100 arpents, qui ont appartenu aux paysans. A cause de cela, le législateur a laissé au point de vue de l'expropriation des grands domaines, par la loi de la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines du 19 juillet 1931, paragraphe 2, comme maximum une superficie de 521 arpents de terre cultivée ou 869 arpents de terre en général.

Au point de vue de la structure sociale et agraire en Voïvodine, nous voyons aussi que la répartition de la terre était au profit des grands propriétaires. D'après les données statistiques de l'année 1910 pour la Voïvodine, il y avait 1.308.413 habitants, dont environ un million s'occupaient de l'agriculture, soit comme possesseurs, soit comme fermiers, soit enfin comme ouvriers agricoles. Les ouvriers agricoles se distinguaient entre ouvriers agricoles en permanence dans les fermes « birosi » et ouvriers agricoles journaliers « nadnicari ».

D'après les données statistiques suivantes, M. Ivchitch a bien présenté dans son livre « Les problèmes agraires en Yougoslavie » la division sociale et nationale des classes agricoles pour deux provinces de Voïvodine : celles de Batchka et de Banat.

*L'ensemble des domaines ruraux en Voïvodine :*

| Catégorie des propriétés                                                 | Nombre des domaines |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Au-dessus de 100 arpents :                                               |                     |
| a) Exploitations directes . . . . .                                      | 1.430               |
| b) Exploitations affermées . . . . .                                     | 139                 |
| De 10 à 100 arpents (exploitations directes et affermées) . . . . .      | 50.285              |
| Au-dessous de 10 arpents (exploitations directes et affermées) . . . . . | 58.791              |

*Région Banat. — La classe agricole en 1916.*

| CATÉGORIE                                                   | NOMBRE<br>d'habi-<br>tants | NATIONALITÉ |           |          |                  |                                    |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------|-----------|----------|------------------|------------------------------------|
|                                                             |                            | Hongrois    | Allemands | Roumains | Serbo-<br>Croate | Slovaques<br>Ruthènes<br>et autres |
| Latifundistes au-dessus de 1.000 arpents . . . . .          | 87                         | 81          | 6         | »        | »                | »                                  |
| Propriétaires de 100 à 1.000 arpents . . . . .              | 3.456                      | 391         | 1.300     | 160      | 1.458            | 148                                |
| Fermiers au-dessous de 100 arpents . . . . .                | 156                        | 67          | 69        | 4        | 16               | »                                  |
| Propriétaires et fermiers de 50 à 100 arpents . . . . .     | 11.792                     | 976         | 4.696     | 1.028    | 4.344            | 748                                |
| Propriétaires et fermiers de 10 à 50 arpents . . . . .      | 117.686                    | 14.834      | 27.739    | 20.697   | 47.282           | 7.134                              |
| Propriétaires et fermiers de 5 à 10 arpents . . . . .       | 57.539                     | 6.300       | 10.136    | 12.889   | 24.512           | 3.702                              |
| Propriétaires et fermiers au-dessous de 5 arpents . . . . . | 59.820                     | 7.829       | 15.246    | 11.397   | 22.378           | 2.970                              |
| Employés de ferme . . . . .                                 | 804                        | 588         | 142       | 15       | 56               | 3                                  |
| Ouvriers agricoles permanents . . . . .                     | 42.621                     | 17.007      | 6.061     | 6.632    | 11.381           | 22.477                             |
| Ouvriers agricoles journaliers . . . . .                    | 134.686                    | 27.639      | 27.726    | 22.069   | 51.020           | 6.232                              |
| Total . . . . .                                             | 428.648                    | 75.712      | 93.121    | 74.891   | 162.447          | 22.477                             |

Région Backa. — La classe agricole en 1910.

| CATÉGORIE                                                  | NOMBRE<br>d'habitants | NATIONALITÉ |           |                  |          |                                    |
|------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------|-----------|------------------|----------|------------------------------------|
|                                                            |                       | Hongrois    | Allemands | Serbo-<br>croate | Roumains | Slovaques<br>Ruthènes<br>et autres |
| Latifundistes au-dessus de 1.000 arpents. . . . .          | 105                   | 85          | 9         | 11               |          |                                    |
| Propriétaires de 100 à 1.000 arpents. . . . .              | 4.719                 | 1.671       | 1.220     | 1.127            | 701      |                                    |
| Fermiers au-dessus de 100 arpents. . . . .                 | 631                   | 185         | 210       | 39               | 498      |                                    |
| Propriétaires et fermiers de 50 à 100 arpents. . . . .     | 15.001                | 4.475       | 5.399     | 3.134            | 2.293    |                                    |
| Propriétaires et fermiers de 10 à 50 arpents. . . . .      | 188.521               | 38.045      | 32.036    | 30.044           | 18.396   |                                    |
| Propriétaires et fermiers de 5 à 10 arpents. . . . .       | 51.874                | 19.356      | 8.595     | 13.854           | 10.069   |                                    |
| Propriétaires et fermiers au-dessous de 5 arpents. . . . . | 69.077                | 31.700      | 12.597    | 1.3247           | 11.533   |                                    |
| Employés de ferme. . . . .                                 | 523                   | 396         | 50        | 60               | 17       |                                    |
| Ouvriers agricoles permanents . . . . .                    | 37.356                | 25.109      | 6.895     | 7.523            | 7.939    |                                    |
| Ouvriers agricoles journaliers . . . . .                   | 180.682               | 77.248      | 34.851    | 36.613           | 31.970   |                                    |
| Total . . . . .                                            | 488.489               | 197.969     | 101.952   | 105.452          | 83.116   |                                    |

De ces données statistiques, nous pouvons conclure, et nous rendre compte, quels étaient les problèmes agraires en Voïvodine, et pourquoi on a pris dans cette province la direction de la réforme agraire, pour le morcellement des grands domaines et sur la réalisation des petits domaines. On peut se rendre compte tout de suite que l'exécution de la réforme agraire en Voïvodine était autrement entreprise que dans les autres provinces de la Yougoslavie d'aujourd'hui. Bien que nous n'ayons pas les données statistiques exactes du temps où la Voïvodine appartenait à la Hongrie, celle-ci établissant les statistiques non pas par régions, mais comme un tout pour la Hongrie entière, et que nous n'ayons pas non plus les données statistiques avant l'exécution de la réforme agraire sous le régime yougoslave, tout de même nous pouvons dire que l'organisation agraire a été à cet endroit un système de grandes propriétés capitalistes. Nous voyons cela le mieux par les documents que M. Ivchitch nous a donés, selon lesquels 1.569 domaines de plus de 100 arpents comprenaient 1.154.886 arpents.

Ensuite M. Slavko Chetcherov, député, dans son livre « De notre politique agraire », nous donne quelques documents très intéressants sur l'organisation agraire en Voïvodine.

Dans le Banat, il y avait des domaines qui avaient une superficie de 40.000 arpents. Ainsi, par exemple : les propriétés du comte Tchekonitch avaient 38.902 arpents, celles du comte Karalon, 17.000 arpents, du marquis Harncourt-Félix 21.634 arpents. La même situation se présentait en Batchka, où ont été renommées les grandes propriétés du comte Kotek, 24.170 arpents, celle de Kallolke, 13.000 arpents, la famille Fernbach, 15.247 arpents, la famille Lelbach, 13.876 arpents, le comte Sereni, 10.900 arpents, etc.

A côté de tous ces domaines privés, il y avait aussi des domaines communaux de grande superficie, ainsi qu'appartenant à la communauté. Par exemple, le domaine de la ville de Subotica, qui comprenait une superficie de 40.000 arpents, ou le domaine des terres de Sajkachj, appartenant à la communauté, comprenait également

presque 40.000 arpents. Tout cela nous montre qu'en Voïvodine, une grande partie des terres était concentrée entre les mains des grands propriétaires; d'un autre côté, il y avait un nombre considérable d'habitants qui n'avaient pas de terre, ou la terre qu'ils ont eue n'avait pas été suffisante pour assurer leur existence.

Des mêmes données statistiques, nous pouvons conclure que la Voïvodine n'est pas une province proprement dite slave. Hormis les Serbes, les Croates et d'autres races slaves, il y a en Voïvodine une grande proportion de Hongrois, d'Allemands et de Roumains. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Voïvodine était exclusivement habitée par des Slaves, parmi lesquels il y avait des Serbes en plus grand nombre, comme nous l'avons dit dans la partie historique. Plus tard, par suite de l'invasion turque, ces contrées sont devenues un terrain de colonisation de Hongrois, d'Allemands et de Roumains, et, de cette façon, la Voïvodine qui, avant ce temps-là était une province purement slave, fut peuplée par des magnats et généraux différents. Ceux-ci ayant des intérêts variés lors de l'achat de la terre, ou l'obtenant pour différents services rendus à la maison royale, avaient bientôt approprié la majeure partie de la terre cultivée. Par ce fait, on explique la situation actuelle de la Voïvodine au point de vue de sa nationalité, et comme meilleure preuve, nous avons les données statistiques sur la propriété des grands domaines, quand, en l'année 1919, à l'occasion de la constitution des grandes domaines, on a pu constater que dans la Batchka et le Banat, de 192 latifundistes, il y avait 166 propriétaires hongrois, 15 allemands, et seulement 11 propriétaires serbes et croates (1).

Enfin, en vertu de ces données, nous pouvons aussi constater quelle était l'organisation sociale en Voïvodine. Comme conséquence de l'organisation agraire en Voïvodine, il y avait un nombre considérable de prolétaires agraires. Seulement en Batchka et en Banat il y avait un demi-million d'ouvriers agricoles (403.345), tandis qu'en

---

(1) Milan Ivchitch : Les problèmes agraires en Yougoslavie, page 161.

Baranja, dont le nombre ne nous est pas connu, faute de données statistiques, en comprenait également une quantité importante.

Si nous prenons encore en considération qu'entre eux il y avait 260.230 ouvriers agricoles sans terre, ce qui, en comparaison avec la population totale de la Voïvodine, qui s'élève à 1.308.413 habitants, prouve la situation misérable des paysans, ouvriers agricoles, c'est-à-dire un mauvais état social de la majorité de leurs habitants. Vraiment parler, la situation matérielle de la plupart de ces agriculteurs n'était pas mauvaise. Ceux qui ont obtenu un peu de terre, en la cultivant, ont pu également travailler sur les grands domaines. Les autres cependant, « birosi » vivaient continuellement sur les fermes des grands seigneurs, sous des conditions qui étaient plus semblables à celles des métayers que celles des ouvriers de saison.

Tous ces faits étaient prévus dans la législation de la réforme agraire et, à cause de cela la direction de son travail était menée au morcellement des grands domaines, spécialement aux bien des fideicommissaires, et à la création de petits domaines, pour qu'on puisse aider l'avancement et l'amélioration du petit agriculteur.

---

## CHAPITRE II

---

### **Les mesures préliminaires et les principes de la réforme agraire**

Après l'achèvement de la guerre mondiale, la question de la réforme agraire s'est présentée en Voïvodine, comme dans toutes les provinces yougoslaves. Il y avait plusieurs raisons, ainsi que nous l'avons dit dans l'introduction, qui ont forcé le Gouvernement yougoslave à accélérer la solution des problèmes agraires en Voïvodine. Particulièrement les terres en Voïvodine étaient très mal départagées. C'est ainsi que presque deux tiers de ter-

res étaient entre les mains de grands propriétaires, tandis qu'un tiers appartenait aux petits propriétaires; en outre, un grand nombre de paysans n'avaient pas de terre du tout. Après la pénétration du front Salonique, une véritable anarchie s'étant instaurée dans les provinces du sud de l'ancienne Autriche-Hongrie, surtout en Voïvodine, de telle façon que les paysans ayant été durant des siècles sans terre, considéraient les grandes possessions, appartenant en majeure partie aux étrangers, comme leur terre, enlevée autrefois à leurs ancêtres.

Un collaborateur de la « Revue Internationale du Travail » (janvier 1926) a bien décrit cette situation en parlant des circonstances d'alors en Esthonie, qu'on pourrait également appliquer à la Voïvodine :

« Le morcellement des grandes propriétés était profondément désiré par le peuple esthonien. Le fait que la terre appartenait à la noblesse était considéré comme une injustice envers la collectivité, non seulement par une catégorie sociale déterminée, mais par la population tout entière, qui souhaiterait ardemment que cette injustice soit réparée.

« Le peuple vivait dans la conviction que les terres avaient été volées à leurs ancêtres. »

On ne pouvait pas permettre une telle situation et bientôt, après l'armistice, le 24 décembre 1918, le régent Alexandre publia son manifeste au peuple yougoslave, promettant à tout Yougoslave d'obtenir de la terre, pourvu qu'il attende tranquillement que leur répartition se fasse par voie légale.

La publication de ce manifeste a produit un bon résultat sur l'apaisement de l'esprit paysan, de telle façon que le Gouvernement a pu plus tard résoudre tranquillement les problèmes de la question agraire, tant en Voïvodine que dans toutes les autres provinces. Déjà le 25 janvier 1919 fut publié un décret dans lequel étaient exposés les principes de la réforme agraire, tant en Voïvodine que dans les autres contrées, et plus tard, le 28 juin 1921, suivant l'article 130, alinéa 2 de la Constitution (Oustav) les a proclamés et leur a donné force de loi; ils ont formé la base du travail ultérieur sur l'exécution de la réforme

agraire. Enfin, par ce décret fut tracée la voie de la réforme agraire, qui était une composante des tendances générales politiques, sociales et nationales de la nouvelle union de l'Etat.

Ainsi, en vertu de ce décret, il fut résolu (1) :

1° L'expropriation de tous les domaines dépassant le maximum et la répartition de cette terre ainsi expropriée aux citoyens du Royaume de Serbie, Croatie et Slovénie (Yougoslavie actuelle) qui avaient comme profession de cultiver la terre et n'en avaient pas du tout ou, s'ils en avaient, c'était en quantité insuffisante.

2° L'expropriation de toutes les terres forestières se trouvant sur la propriété de l'Etat.

3° Pour la terre expropriée, ainsi que pour les terres forestières, les indemnités d'expropriation seront payées aux anciens propriétaires;

4° En vue des exécutions de ces décisions, on a constitué « L'Office d'Etat pour la Réforme agraire ».

A la suite de l'application de ces décisions provenant des « Dispositions préliminaires » (décret du 24 février 1919), on a espéré que le désir exprimé depuis longtemps par le pays soit réalisé, c'est-à-dire que l'on donne la terre à celui qui la cultive. On a espéré que tous les privilèges entre les citoyens d'un pays soient égaux, afin

(1) Voici les termes du décret du 25 janvier 1919 que nous reproduisons littéralement :

### **I. Morcellement des grands domaines.**

Art. 9. — Il est procédé à l'expropriation de tous les grands domaines situés sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il sera prélevé sur leur étendue des lots qui seront attribués à ceux des administrés qui s'adonnent à l'agriculture et qui, en général, ne possèdent pas de terre ou n'en possèdent pas en quantité suffisante. Il leur sera donné autant qu'ils pourront en cultiver seuls avec le concours de leur famille. La priorité est accordée aux invalides de guerre, aux veuves et orphelins des combattants, aux militaires et volontaires qui ont lutté pour l'unité des Serbes, des Croates et des Slovènes.

Une loi spéciale tenant compte des conditions économiques de chaque contrée fixera ultérieurement la destination de la superficie restante du territoire exproprié comme la définition de ce

d'obtenir des conditions semblables pour chaque individu, et ainsi l'on aurait moins remarqué cette inégalité entre les deux classes : de ceux qui profitent de la vie et ne travaillent pas du tout, et ceux qui travaillent et qui n'ont jamais rien. En Voïvodine, région où la population s'occupe de la culture dans la plus forte proportion (85 p. 100), les grandes propriétés ont été la preuve la plus claire de cette inégalité économique.

Car si un membre habitant ces régions possède quelques milliers d'arpents de terre et que 5.000 ou 10.000 habitants ne possèdent rien, il est clair qu'il n'existe dans cette contrée aucune égalité économique. Seulement ce premier aurait l'occasion de vivre sans le moindre effort et aura la possibilité de se développer spirituellement et moralement et les autres cultivateurs pauvres seront condamnés à travailler pour ce premier, et, pour eux-mêmes, et pour ce qui concerne leur bien être spirituel, il n'en est même pas question.

De même il a été prévu en quelques paragraphes ce qu'il fallait considérer comme grandes propriétés et pour lesquelles on a dû payer des indemnités d'expropriation. Ainsi, au paragraphe 10, il est dit que les grandes propriétés sont les suivantes :

a) Tous les domaines des fideicommiss;

b) Toutes les propriétés ayant une superficie d'au moins 100 à 500 arpents de terre arable, qui sera estimée d'après les ressources économiques, d'après les contrées où elles se trouvent, qu'elles soient données en fermage ou non,

---

qu'aux termes desdites instructions on entend par « grands domaines ».

Art. 10. — Sans tenir compte des dispositions de l'article 9 sont proclamés dès à présent « grands domaines » :

a) tous les fidéicommiss;

b) tous les biens dont la superficie est fixée par l'alinéa c) ci-après et qui sont affermés à un fermier ou qui ne sont pas cultivés ou le sont en partie seulement;

c) les domaines qui ont une superficie variant de 100 à 500 arpents (c'est-à-dire de 57 à 286 hectares) de terre arable exploités selon les conditions économiques particulières à chaque contrée. Ces propriétés seront aussitôt livrées au lotissement en procédant pas les plus vastes d'abord, puis en continuant par les propriétés de moindre grandeur.

Art. 11. — L'indemnité du grand propriétaire pour l'expropriation de la terre, sa valeur et le mode de paiement seront fixés

ou qu'elles soient cultivées partiellement ou non.

Quoique dans les « dispositions préliminaires » la manière par laquelle sera calculé le maximum de la grande propriété, expressément pour certaines régions, n'a pas été prévue, il a été noté qu'il sera calculé d'après les ressources économiques des régions en question. Toutefois, une chose doit être remarquée : la tendance pour l'égalité économique dans toutes les contrées.

Le but a été d'égaler l'organisation économique avec l'organisation en Serbie d'avant-guerre depuis 1912, qui a représenté la terre du propriétaire petit et moyen. C'est pourquoi on a souligné spécialement dans les dispositions finales (§ 12) que toutes les dispositions du décret du 25 février 1919 ne se rapportent pas au territoire de la Serbie depuis 1912.

Encore une disposition caractéristique qui confirme notre remarque concernant l'état moral du prolétariat agraire d'alors, ce sont les dispositions des paragraphes 12 et 13 qui disent que toutes les propriétés suivantes seront expropriées sans la moindre indemnité (§ 12) :

a) Toutes les propriétés de la dynastie des Habsbourg et membres de la famille impériale des Habsbourg;

b) Toutes les propriétés des dynasties appartenant à des pays ennemis;

c) Toutes les propriétés qui autrefois ont été attribuées

---

ultérieurement par voie légale; et jusqu'alors on suivra les dispositions de l'article 5.

Art. 5. — Jusqu'au règlement définitif de la question des indemnités, il sera accordé aux propriétaires actuels, sur leur demande, une rente provisoire, proportionnelle aux revenus retirés jusqu'alors des terres des « kmètes ». On tiendra compte de la rente provisoire déjà versée lors du règlement définitif. Les propriétaires actuels des terres qui, par suite de la suppression de la condition de « kmète » désireraient recevoir au lieu de la rente ou des indemnités partielles ou locales, la valeur correspondante en terre, et en quantité telle qu'ils puissent travailler la terre eux-mêmes, recevront des biens provenant soit de l'expropriation des grands domaines, soit des domaines de l'Etat.

Art. 12. — Il est procédé à la confiscation sans indemnités des domaines ci-après mentionnés :

a) de tous les domaines appartenant à la dynastie des Habsbourg, ou aux membres de cette famille impériale;

aux étrangers pour services rendus aux Habsbourg, et qui ne sont pas encore, jusqu'à ce jour, passées aux mains de ces étrangers.

Ensuite dans le paragraphe 14, où il est question qu'aucune indemnité ne sera payée à ces propriétés pour lesquelles il existe un doute, si elles ont été acquises par des bénéfices de guerre disproportionnés, et tout cela jusqu'à la promulgation d'une loi particulière ayant trait aux propriétés acquises de la manière citée plus haut

On peut interpréter ces précisions de différentes façons, mais notre impression est qu'elles ont été établies dans le but de calmer le prolétariat méfiant. On a voulu ainsi prouver à ces esprits troublés que l'autorité a compris leur désir et qu'elle veut leur venir en aide. C'est pour cela qu'ils ont eu, en vue de calmer le peuple, les « dispositions préliminaires » et la déclaration du 6 janvier 1919 du prince régent Alexandre (plus tard Roi), de telle façon que le peuple a bien voulu, avec confiance, attendre que se liquide la question de la réforme agraire.

Plus tard, la constitution du 28 juin 1921 a vérifié, ainsi que nous l'avons dit, le décret du 25 février 1919 et, conformément à celui-ci, dans sa troisième partie, a exposé en quelques paragraphes les principes de la réforme agraire.

Le premier principe consiste en ce que la propriété est inattaquable (art. 37) : « De la propriété résultent les obligations. Son emploi ne doit pas être au détriment de

---

b) de tous les domaines appartenant aux dynasties des puissances ennemies;

c) de tous les domaines que des étrangers reçurent autrefois en dons, pour des services rendus aux Habsbourg et qui ne sont pas passés aux mains de tiers.

Art. 13. — L'indemnité prévue par l'article 11 pour les domaines acquis pendant la durée de la guerre, et sur lesquels pèse la grave présomption d'avoir été acquis avec le produit de bénéfices illicites, ne sera pas accordée aux propriétaires avant l'intervention d'une loi réglant la question des bénéfices de guerre.

Art. 14. — Tant que le lotissement des grands domaines n'aura pas été définitivement achevé, conformément aux dispositions de l'article 9, l'Etat affermera provisoirement les domaines vi-

l'intégrité. Le contenu, les dimensions et les réductions de la propriété privée sont déterminés par la loi. »

« En vertu de la loi, il est autorisé d'exproprier la propriété privée sous condition d'une juste indemnité. »

Dans l'article 38, on cite le second principe, qui proclame que tous les fideicommiss sont abolis.

Puis, dans les articles 41 et 43, il est dit que « les grands domaines forestiers seront expropriés par la loi et passent à la propriété de l'Etat ou des institutions autonomes. On déterminera par la loi dans quelle mesure les grands domaines forestiers peuvent devenir la propriété des autres institutions du droit public, qui existent déjà ou qui seront créées.

Les grands domaines forestiers, que le pouvoir étranger a donné à des personnes particulières, passent en vertu de la loi à la propriété de l'Etat ou des communes sans aucune indemnité. On déterminera aussi par la loi sous quelles conditions les agriculteurs et ceux qui s'occupent de l'agriculture accessoirement peuvent profiter de l'abatage de bois de construction et de chauffage, comme pour le pâturage du bétail dans les forêts de l'Etat ou institutions autonomes.

La loi déterminera également l'expropriation de grands

---

sés par l'article 10, avec une surface plus ou moins étendue, à des tiers prévus par l'article 9. Le fermage sera ultérieurement fixé d'après les conditions locales.

Art. 15. — Il sera procédé à la résiliation de tous les contrats intéressant les vastes domaines que le fermier n'exploite pas seul comme agronome professionnel ou comme agriculteur avec le concours de sa famille.

Le contrat de fermage pour les vastes domaines qui ont été affermés par lots moindres à des tiers désignés au premier alinéa sont maintenus jusqu'à une disposition légale ultérieure, mais le fermage convenu, ainsi que le mode de paiement et les échéances, sur la demande des intéressés peuvent être annulés et il sera procédé à une nouvelle estimation compatible avec les conditions locales.

Art. 16. — Il est interdit de donner la terre en sous-fermage, dans ce cas l'affermage principal est résilié. Les sous-fermiers sont considérés jusqu'à l'intervention de nouvelles dispositions légales comme fermiers, possesseurs de biens affermés, et il sera

domaines, leur répartition entre ceux qui cultivent la terre, et quelle indemnité il faudra payer pour les domaines expropriés. Pour les grands domaines qui ont appartenu aux membres des anciennes dynasties étrangères et pour ceux que le pouvoir étranger a donné à certains particuliers, on ne payera aucune indemnité.

La colonisation aura lieu de préférence par l'entremise des communautés colonisatrices, librement organisées, en ayant soin que celles-ci soient pourvues des moyens nécessaires pour que leur production soit couronnée de succès. La priorité de colonisation et de répartition de la terre sera accordée aux anciens combattants, qui ont combattu pour l'unité des Serbes, Croates et Slovènes, ainsi qu'à leurs familles.

On déterminera par la loi le maximum du domaine, ainsi que ce fut le cas, dans lequel le minimum « de terre ne peut être aliéné ».

Ainsi la Constitution cite une série de lois, qui régleront définitivement tous les problèmes agraires tant en Voïvodine que dans les autres provinces. Conformément à cela, le ministre, pour la réforme agraire, a présenté, le 10 juin 1923, au Parlement, deux projets, l'un pour la liquidation du régime agraire en Dalmatie, et l'autre : « De l'expropriation des grands domaines et de la colo-

---

procédé à leur égard comme à l'égard des fermiers visés par le second alinéa de l'article 15.

La présente disposition ne vise par les rapports de sous-location créés entre les associations agricoles paysannes (zadrouga), leurs milieux et leurs membres. Mais sur la demande du sous-fermier, il pourra être procédé à la révision du montant du fermage et des échéances, conformément au premier alinéa du présent paragraphe, ou bien tout simplement à la résiliation du sous-fermage.

## II. Domaines forestiers.

Art. 17. — Tous les domaines forestiers de quelque étendue qu'ils soient, deviennent la propriété de l'Etat et les agriculteurs auront le droit aux pâturages et le droit d'employer le bois pour le chauffage et pour la construction.

Art. 18. — Une loi spéciale interviendra pour régler l'indemnité à accorder aux propriétaires des forêts ainsi que le droit des paysans aux pâturages et au bois.

nisation ». On a beaucoup discuté au Parlement de ces projets et cette discussion a même passé dans la publicité. On a critiqué certaines dispositions et proposé quelques améliorations, de telle façon que, jusqu'au 19 juin 1931, quand a été promulguée la loi sur la liquidation de la réforme agraire des grands domaines, rien n'avait été voté au point de vue des solutions des rapports agraires en Voïvodine, mais la réforme agraire s'exécutait en vertu des décrets, des ordres et des décisions provisoires des organes compétents. Mais ces décrets, ordres et décisions, en réalité, ont obtenu force de loi et, en vertu de la constitution du 28 juin 1921, n'ont pu être déposés que par la loi. La même année, le ministre pour la réforme agraire a présenté au Parlement 48 actes administratifs, dont 14 proclamés comme lois provisoires en attendant une loi définitive, qui devra résoudre toutes les questions agraires. Quant aux autres, le Parlement a déclaré qu'il n'est pas compétent ou les a abolis, tandis que quinze ont été considérés comme actes administratifs.

---

### III. Administration Officielle.

Art. 20. — Pour l'exécution des réformes agraires il est créé une administration spéciale dénommée : « Administration officielle pour les réformes agraires ».

Au nombre de ses attributions seront classés également la question de la colonisation intérieure, le rapatriement de nos émigrants en Amérique et dans d'autres pays, et en général le rapatriement des Serbes, Croates et Slovènes qui résident actuellement dans les autres pays.

Cette administration fonctionnera sous le contrôle de la Politique Sociale et sa composition ainsi que ses attributions seront réglées par une ordonnance particulière.

### IV. Dispositions finales.

Art. 21. — Les présentes instructions ne s'appliquent pas au territoire de la Serbie telle qu'elle existait jusqu'en 1912.

Art. 22. — Nul n'est autorisé à aliéner, engager, ni en général transférer à des tiers, avant la mise en vigueur des nouvelles dispositions légales les biens ou les terres concédés en vertu des instructions présentes. Tout contrat en opposition avec les dispositions présentes sera déclaré nul et sans valeur.

Art. 23. — Perd le bénéfice des présentes instructions quiconque aura, après la promulgation, spolié, réparti arbitrairement, ou pillé les biens d'autrui, et qui, de ce fait, aura été passible de sanctions.

Une telle situation a duré jusqu'au 19 juin 1931, quand on a promulgué la loi de la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, et pour cela on a créé une possibilité de solution définitive de la question agraire. Cette loi contenait tous les principes des lois et des ordres provisoires antérieurs et devait stabiliser cette situation de telle façon que la terre répartie aux intéressés agraires passe dans les livres du cadastre sous leurs noms, tandis que les autres terres des grands domaines sont restées libres, à la disposition des propriétaires.

Enfin, pour que nous puissions nous rendre compte de l'exécution de la réforme agraire en vertu tout d'abord de ces instructions préliminaires et ensuite sur la législation pour la liquidation de la réforme agraire, nous ferons ressortir l'organisation administrative, qui a été compétente pour l'exécution de la réforme agraire.

---

### CHAPITRE III

---

#### L'organisation de l'administration agraire.

Tout d'abord les problèmes agraires étaient traités au commencement pour ainsi dire presque comme des problèmes sociaux, et leur importance économique fut complètement négligée.

Pour cette raison, personne n'a cru nécessaire de placer l'administration agraire sous la direction du ministère de l'Agriculture, mais on pensait que le ministère de la Politique Sociale était compétent pour la solution des problèmes agraires.

C'est pour cela que ce ministère avait rédigé et publié « Les décisions préliminaires ». Plus tard, par suite du développement du travail par rapport à la réforme agraire et la complication des problèmes agraires se présentait la nécessité d'instituer un ministère pour la Réforme Agraire. C'est alors que, par l'ordre du 12 février 1920,

n° 2119, modifié et complété le 28 février 1921, n° 4808, l'administration agraire a passé de la compétence du ministère de la Politique Sociale à un ministère spécial, « Ministère pour Réforme agraire ». D'après ce même ordre, il fut déterminé le travail et les devoirs, ainsi que l'organisation de ce ministère et ses organes dépendants, que nous allons, pour plus de clarté, exposer en particulier.

### *1° Ministère pour la Réforme agraire.*

Le ministère pour la réforme agraire fut constitué en vertu de l'Oukaz royal du 7 décembre 1918, et par le décret du 3 avril 1919 (Règlement sur la constitution du ministère de la réforme agraire 1920).

En vertu de l'article 3 du règlement de la constitution du ministère pour la Réforme Agraire, le but du ministère pour la réforme agraire est :

a) De produire les projets de loi, les règlements et les ordres pour la réforme agraire et de les faire exécuter par ses organes;

b) D'organiser et de mener les travaux de la répartition de la terre, de la colonisation, du rapatriement, des entreprises des grands domaines et réglementation des rapports des kmètes, colons et similaires, et en liaison de cela de prendre soin du développement de l'agriculture en général.

A la tête du ministère pour la réforme agraire se trouve le ministre pour la réforme agraire. Tous les travaux du ministère s'exécutent sous ses directives, sous sa surveillance suprême et sous sa responsabilité (art. 4).

Le ministère pour la réforme agraire se divise en trois départements : le département général, le département agraire et le département de colonisation. Les départements sont subdivisés en sections et sous-sections d'après la nature du travail.

A. — Le département général comprend :

a) Le cabinet du ministre;

b) La section administrative et le personnel qui exécutent tous les travaux administratifs du ministère, mène l'évidence du personnel entier, élabore les décisions de placement, etc. (art. 9).

c) La section agraire et technique a pour tâche d'organiser, de mener et de surveiller les travaux géodésiques qui sont nécessaires pour l'exécution de la réforme agraire et de prendre soin que ces travaux soient exécutés exactement et à temps, de composer l'évidence du fond arpenté, de produire ou d'aider à la production des travaux de construction, de participer dans l'exécution de l'évaluation des objets de construction en liaison avec la question agraire (art. 10).

Cette section se subdivise en trois sous-sections :

- 1° La section géodésique;
- 2° La section des constructions, et
- 3° La section des statistiques.

B. — Le département agraire est divisé de cette façon :

1° La section juridique, qui prépare les projets de loi « du règlement de la réforme agraire », les rapports juridiques et héréditaires des paysans, tant pour les domaines obtenus par la réforme agraire que pour les biens actuels des paysans, et ensuite les projets de loi sur la réforme des lois et des prescriptions sur les communautés arables, les biens municipaux, et sur les règlements similaires à ceux-ci (art. 12).

2° La section pour les rapports des kmètes, colons et similaires à ceux-ci. Dans cette section est préparée la matière des rapports des kmètes, colons et similaires à ceux-ci, sont élaborés des projets sur leurs solutions, sont donnés des décomptes pour l'indemnité aux propriétaires et sont pris des soins pour leur exécution.

Cette section se subdivise en trois sous-sections : la sous-section pour la Bosnie et l'Herzégovine, la sous-section pour les nouvelles contrées de Serbie et de Crna Gora (Monténégro), et la sous-section pour les rapports des colons et similaires (art. 13).

3° La section pour la surveillance, l'administration et la liquidation des grands domaines même tous les travaux de la réforme agraire sur tous les grands domaines agricoles : la donation en fermage temporaire, la résolution et la révision des rapports des fermiers et simi-

lares, et enfin les travaux d'expropriation définitive et de répartition des grands domaines.

Comme seconde tâche, cette section devait prendre sur elle, sous la surveillance de l'Etat et en cas de nécessité sous la direction de celui-ci, tous les grands domaines, jusqu'à ce que ceux-ci soient arrivés au but de la réforme agraire. En dehors de cela, cette section devait résoudre toutes les réclamations contre les décisions des directions agraires.

La section est divisée en deux sous-sections : la sous-section pour le fermage temporaire, l'expropriation et la préparation des grands domaines et la sous-section pour la surveillance, l'administration et la liquidation des grands domaines (art. 14).

4° La section financière, qui avait pour tâche de mener la surveillance financière sur l'administration des grands domaines, qui sont placés sous la surveillance ou l'administration de l'Etat, d'inférer et de surveiller toutes les transactions financières pour autant que le ministre pour la réforme agraire le lui confère. Et cette section se subdivise en trois sous-sections :

a) La sous-section comptable;

b) La sous-section administrative;

c) La sous-section bancaire (comptabilité de la trésorerie).

C. — Le département pour la colonisation intérieure a pour tâche de prendre soin de l'établissement et l'avancement de nouvelles petites propriétés. Il est divisé en deux sections :

1° La section pour la colonisation intérieure, qui a pour tâche de réaliser le déménagement des contrées passives et surpeuplées dans les contrées favorables à la colonisation et contribuer au rapatriement des Yougoslaves qui vivent à l'étranger.

2° La section pour la communauté, qui a pour tâche de prendre soin de l'avancement économique des colonisateurs et des autres personnes qui ont reçu la terre par voie de réforme agraire, surtout par les organisations coopératives (art. 16 et 18).

A la tête de chaque département se trouve le directeur

et, en tête de chaque section, se trouve le chef de section outre le reste personnel. Ainsi que nous le voyons, l'organisation du ministère pour la Réforme agraire était bien réglée, mais les sections, dont le personnel n'était pas compétent pour l'exécution de la réforme agraire, n'ont pas pu remplir le rôle qu'on attendait d'eux. C'est pour cela que le ministère de la réforme agraire fut aboli le 3 avril 1929. Sa compétence a été adjointe au ministère de l'Agriculture, auprès duquel un département fut institué pour les travaux agraires et juridiques.

### *2° La Direction agraire à Novi-Sad.*

Pour simplifier et accélérer l'exécution de la réforme agraire, il fut fondé à Novi-Sad la direction agraire, organisée par l'ordre du ministre pour la réforme agraire du 7 juin 1920, n° 10574, comme organe exécutif de tous les décrets ministériels sur le territoire de Banat et de Batchka et plus tard, le 10 février 1924, également pour le territoire de Baranja, en vertu de l'ordre du ministre de la Réforme Agraire du 31 janvier 1922, n° 2741.

La tâche de la direction agraire était d'exécuter dans son territoire les travaux de la répartition de la terre, de la colonisation, de la distribution de la terre aux volontaires militaires, de contrôler la surveillance administrative de l'Etat sur les grands domaines, de prendre soin de l'élévation de l'agriculture en général et de faire les plans et les projets de travaux de la réforme agraire (art. 3 de l'ordre du ministre de la Réforme Agraire du 7 juillet 1920, n° 10574 de la constitution de la Direction agraire à Novi-Sad).

La direction agraire est en seconde instance dans les travaux de l'exécution de la réforme agraire. Elle résout les réclamations contre les décisions des départements, des bureaux agraires en seconde instance. Les réclamations contre les décisions de la direction agraire se résolvent en troisième et dernière instance au ministère pour réforme agraire et doivent être présentés dans un délai de huit jours de la réception de la décision.

Les réclamations au ministre pour la Réforme Agraire

contre les décisions de la direction agraire sont permises, s'il y a lieu, conformément aux ordonnances existantes et en dehors de cela dans les cas suivants :

1° Pour la détermination du maximum, qu'on doit laisser aux grands domaines;

2° Pour les questions de propriété industrielle ou l'économie exemplaire sur le grand domaine;

3° Dans les questions de principe qui, suivant les questions existantes, ne sont pas résolues.

4° Pour les interprétations exactes des règlements existants et de leur application aux cas concrets.

Les réclamations tardives ainsi que les réclamations qui ne sont pas fondées sur ces règlements doivent être refusées par la direction agraire.

La direction agraire à Novi-Sad se divise en cinq sections :

1° La section générale;

2° La section pour la surveillance, l'administration et la liquidation des grands domaines;

3° La section pour la colonisation, le rapatriement des volontaires de guerre et la communauté (coopératives);

4° La section agraire et technique;

5° La section financière.

En tête de la direction agraire se trouve le directeur et, en tête de chaque section se trouvent les chefs de section. En outre, il y a un nombre requis de personnes compétentes au point de vue juridique, économique et technique (art. 14 du règlement de la Constitution de la direction agraire à Novi-Sad).

### *3° Les Bureaux agraires départementaux et d'arrondissement.*

Par le même décret, par lequel fut fondée la direction agraire, furent également fondés les bureaux agraires départementaux et d'arrondissements (art. 11). Ce sont les organes exécutifs de la direction agraire à Novi-Sad, dont le siège était provisoirement à Belgrade, qui ont exécuté tous les travaux de la réforme agraire en première instance. Leur tâche consistait dans l'addition et l'arrangement du matériel statistique nécessaire, dans l'achemi-

nement à la direction de leurs projets pour la division définitive de la terre et la colonisation, dans la conduite de l'évidence des parties expropriées des grands domaines et dans le soin de leur cessoïn au propriétaire. Ensuite ils remettent toutes les décisions écrites aux intéressés concernant : la partie des grands domaines qui sera donnée en fermage provisoire, celle qui restera la propriété du seigneur comme maximum et celle qui sera laissée comme garantie de l'industrie agraire ou de l'institution agricole.

Toutes les réclamations contre les décisions de ces bureaux seront résolues par les directions agraires et doivent être présentées dans un délai de huit jours après la décision remise.

D'après l'article 11 de l'ordre du 7 juillet 1920, n° 10574, sur l'organisation de la direction agraire à Novi-Sad, ont été fondés les bureaux départementaux suivants :

1° Pour le Haut-Banat, qui comprend 8 arrondissements, à Veliki Betchkerek (Petrovgrad).

2° Pour le Bas-Banat, qui comprend six départements, à Vrchats;

3° Pour le Haut-Batchka, qui comprend 6 arrondissements et la ville de Subotica, à Subotica;

4° Pour le Bas-Batchka, qui comprend six arrondissements, à Novi-Sad. Plus tard, le 10 février 1924, les bureaux agraires départementaux à Osijek pour le territoire de Baranja a passé dans la composition de la direction agraire à Novi-Sad, en vertu de l'ordre du ministre pour la Réforme Agraire du 31 janvier 1922, n° 2741.

\*  
\* \*  
\*

D'après les articles 134 et 135 de la constitution du 28 juin 1921, la nouvelle division de la Yougoslavie en régions devait provoquer un nouveau règlement du travail de l'administration agraire.

A cause de cela, le Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre pour la Réforme Agraire, a publié, le 14 janvier 1925, le décret n° 1046, en vertu duquel toute l'administration a été modifiée. La compétence des directions agraires et des bureaux départementaux et d'ar-

rondissements supprimés passe à l'administration politique : aux chefs de la région (zupan) et aux chefs des arrondissements (sreski nacelnik). Par un autre décret du 21 mars 1925, n° 11239, les organes chargés de l'administration agraire ont formé auprès de l'Administration politique une « section agraire », corps autonome en ce qui concerne son budget et le contrôle supérieur. Le personnel est engagé par le ministre pour la Réforme Agraire.

En l'année 1931, les départements ont été transformés en commissions ambulantes par le règlement du 18 juillet 1931, n° 45584, pour l'exécution de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, car on pensait que les commissions activeraient la résolution des problèmes agraires sur les grands domaines. Cependant la pratique nous a montré que leur existence était inutile et, pour cette raison, elles ont été remplacées par le règlement du 1<sup>er</sup> août 1933, n° 49980, pour l'exécution de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, par les commissions pour la liquidation de la réforme agraire.

Les commissions ambulantes, ainsi que les commissions pour la liquidation de la réforme agraire comprenaient un juriste, qui était président de la commission, un géomètre et un agriculteur expert dans la branche. Le ministre de l'Agriculture engage le personnel et il peut, selon les besoins, adjoindre aux commissions plusieurs employés et autres spécialistes agraires.

Le siège des commissions était à Vrchats, à Veliki Belkerek et à Novi-Sad.

---

## CHAPITRE IV

---

### La législation et l'exécution de la réforme agraire.

Dans l'exécution de la réforme agraire en Voïvodine, il y a deux phases différentes : la première, qui était me-

née en vertu des dispositions préliminaires du 25 février 1919 et qui a duré jusqu'en 1931, quand fut amenée la législation de la liquidation de la réforme agraire et la seconde, qui dure de l'année 1931 jusqu'à présent, conduite en vertu des lois définitives de la liquidation de la réforme agraire.

*A. — La première phase, de 1919 à 1931*

Le travail dans la première phase a commencé par l'ordonnance du 10 avril 1919, par laquelle fut résolue l'application des règlements des dispositions préliminaires du 25 février 1919. Par lui on a résolu, que les grands domaines soient expropriés, et que la terre expropriée se partage, et comme telle soit donnée en fermage provisoire aux paysans pauvres et aux colons. Cependant on a bien vite reconnu que ni l'expropriation des grands domaines, ni un travail quelconque, ne pouvait avoir lieu, du fait qu'il y avait trop de vides dans la loi, en vertu de laquelle elle devait être appliquée. C'est pour cela que par le décret ministériel du 21 juillet 1919 (loi du 20 mai 1922) de nouveaux règlements furent apportés, en vertu desquels on travaillait depuis lors. Par ce décret, dans l'article premier, l'aliénation ou la charge de grands domaines sans la permission du ministre pour la réforme agraire sont défendues. Dans l'article 2 du même décret, on détermine ce qu'on doit considérer comme grand domaine, et ce qu'on a exproprier au-dessous du maximum. Pour la Voïvodine, le petit maximum est fixé à 300 hectares, en comptant seulement la terre cultivée, et le grand maximum, comprenant la terre en général, est fixé à 500 hectares. La propriété tout entière dépassant un de ces maximum devait être expropriée, après cela morcelée, donnée en fermage aux intéressés agraires. Cependant, comme le maximum était différent pour les provinces détachées, et qu'il se déterminait par la fertilité de la terre et par le nombre d'habitants, il arrivait qu'on ne savait plus quel maximum appliquer aux grands domaines, qui s'étendaient dans plusieurs provinces.

A cause de cela il était prévu dans le même décret (article 2, alinéa 3) qu'il faut considérer ce maximum

comme applicable si ce territoire contient au moins 30 hectares de terre en général.

L'ordonnance du 11 février 1920, n° 2202 (loi du 20 mai 1922) place tous les grands domaines sous le contrôle de l'Etat, même ceux qui sont en dessous du maximum, particulièrement pour ce qui concerne l'inventaire vif ou mort. Au cas où le propriétaire ne cultive pas la terre, ou que la réforme agraire y joue son rôle, il est prévu que le domaine en question tombe sous la direction et les institutions de l'Etat.

Le contrôle de l'Etat sur les grands domaines est exécuté par le ministre de la Réforme Agraire, de même que par le ministère de l'Agriculture pour les complexes de terre agricole et industrielle et avec le ministre des Forêts et des Mines pour les domaines forestiers, par entremise de ses organes (article 2 de la loi de contrôle et d'administration de l'Etat sur les grands domaines du 20 mai 1922). Le contrôle de l'Etat a été institué parce qu'on désirait obliger les grands propriétaires à exploiter intensivement et rationnellement leurs terres, à la fois celles qui leur ont été accordées comme maximum et celles qui avaient été expropriées, mais qui, en vertu de l'article 6, étaient laissées à l'exploitation de ce grand propriétaire auquel elles appartenaient jusqu'alors.

Le contrôle de l'Etat et l'administration étaient dirigés par le ministre pour la Réforme Agraire, par l'entremise de ses organes (article 8), par le séquestre de défense de l'administration sur les domaines agricoles en question, dans les cas prévus dans l'article 7 :

1° Si les propriétaires n'ont pas pu ou n'ont pas voulu exploiter leurs domaines suivant les instructions réglées;

2° Si les propriétaires, par leur administration, ont voulu entraver ou empêcher l'exécution de la réforme agraire;

3° Si l'exécution de l'administration de l'Etat a été d'intérêt public.

Dans ces cas, les séquestres ont exécuté leurs tâches, prévues dans l'article 3 de la même loi, qui tendaient à l'avancement de la production du grand domaine, confié à lui.

La terre, qui fut laissée comme maximum au propriétaire pour la culture, pouvait être cultivée par lui comme il le désirait (art. 4 du décret du 3 septembre 1920, numéro 14082, vérifié le 20 mai 1922).

De même on lui laissait le droit de choisir la terre qui lui revenait comme maximum. Même dans des cas exceptionnels, on lui laissait plus du maximum, ceci pour certains propriétaires de grandes propriétés (supermaximum). Le ministre pour la Réforme Agraire ne pouvait, sans la décision de l'expert, déterminer le supermaximum que si, de l'avis de ce dernier, la terre qu'on donnerait comme supermaximum était nécessaire à l'industrie rurale, le maintien de l'écurie, l'élevage des bestiaux domestiques, la sélection des grains, la production du chanvre, des navets sucrés et autres plantes industrielles.

La terre dépassant le maximum déterminé était donnée en fermage provisoire jusqu'à l'exécution définitive de la réforme agraire. Comme base, il y avait le manque d'agriculteurs sur la terre, et leur capacité pour une culture profitable de la terre. En dehors des terres qui dépassent le maximum, on a également exproprié celles en-dessous du maximum déterminé, appartenant aux propriétaires qui ne les avaient pas cultivées dans leur région, mais les avaient données en fermage. On les a ensuite morcelées, comme toutes les autres terres expropriées et enfin données en fermage provisoire (article 2 de la loi du 4 juin 1922 sur la distribution en fermage des domaines qui n'atteignent pas le maximum). Dans ce cas on laissait aux propriétaires à leur disposition libre 100 arpents de terre cultivée. L'article 3 de la même loi proclame que les terres dont les propriétaires ne vivent pas sur le territoire du Royaume de Yougoslavie, si elles sont abandonnées ou données en fermage, doivent être données en fermage provisoire aux intéressés de la réforme agraire, sans égard à leur grandeur. Dans l'un et dans l'autre cas, les propriétaires ne perdent pas le droit de propriété, mais le bien enlevé doit être rendu lors de la répartition définitive, même plus tôt si cela est possible.

La durée du fermage provisoire, par l'ordre du 10 avril

1919, était d'une année, puis par le règlement du 3 septembre 1920, fut prolongée jusqu'à 4 ans. Les précisions de ce règlement sont vérifiées par la loi sur la répartition des terres des grands domaines en fermage quadriennal du 20 mai 1924. En vertu de cette loi, paragraphe 1, il est exactement précisé que la durée du fermage provisoire commencera le 1<sup>er</sup> octobre 1920 et finira le 30 septembre 1924. Dans le second alinéa du même paragraphe, on prévoit que ce fermage peut être prolongé jusqu'à ce que la terre passe à la propriété des intéressés agraires, ce qui fut fait en l'année 1925.

Quant à la répartition de la terre expropriée, par le paragraphe 5 de la même loi, cette terre sera donnée en fermage aux agriculteurs des environs les plus proches d'abord. Ensuite viennent, des autres villages, ceux qui sont les moins éloignés de la terre en question et ceci, uniquement au cas où les villages les plus proches ont été contentés et qu'il reste encore de la terre à répartir. Dans le second alinéa du même paragraphe, on a prévu que la terre sera donnée, suivant un ordre déterminé par l'article 9 de la loi pour la préparation de la réforme agraire, aux familles qui n'ont pas de terre du tout, ou qui possédaient moins que 10 arpents de terre cultivée. Ceci, excepté le cas où la famille a plus de dix membres qui vivent sous le même toit. La famille reçoit alors une superficie totale de terre telle que chaque membre ait un arpent de terre cultivable. Enfin, dans l'alinéa 5 du paragraphe 5, on dit que la terre peut être obtenue seulement par les familles, dont les chefs sont des citoyens du Royaume de Yougoslavie et habitent constamment sur les territoires des provinces intéressées.

Le montant du fermage se détermine séparément pour les parcelles en proportion de la fertilité de la terre au moment de la réception du fermage : pour les terres arables, huit fois plus que la recette nette cadastrale et pour les prairies et les pâturages dix fois plus. Du montant du fermage on payait au propriétaire de la terre les trois quarts à titre d'indemnité pour la terre expropriée et un quart à l'Etat à titre de dépenses d'administration et des offres de colonisation. Cependant on a prévu

la diminution du fermage en cas de motifs spéciaux, comme, par exemple, la pauvreté extrême de l'agriculteur, l'improductivité de la terre, ou si, dans cette contrée, le fermage est à mauvais compte, ou encore, dans un cas d'orage.

Pour obtenir la terre en fermage, on devait s'engager aux conditions suivantes, citées dans le paragraphe 14 :

1° De payer le fermage pour toute l'année d'avance, ainsi qu'une certaine somme à titre d'arpentage pour chaque arpent.

2° Si le fermier a obtenu en fermage les superficies semées, il était obligé de payer au propriétaire de la terre, en plus du fermage, également les graines, s'il est question de trèfle. Si ce sont des autres semailles, alors les graines et le coût de la culture.

Au cas où ils ne peuvent pas s'entendre, le fermier payera alors selon l'estimation d'une commission de trois membres, dont un sera désigné par le ministère pour la Réforme Agraire, un par le ministère de l'Agriculture, et un par le Pouvoir politique local.

3° Le fermier est seulement autorisé à profiter des superficies affermées pour l'agriculture, dans le but de les cultiver. Il lui est défendu de bêcher et d'emporter la terre de la superficie affermée, de retirer le sable, la pierre, etc., de ne pas permettre le passage de nouvelles routes à travers la terre affermée, et en général de permettre la charge de la terre par de nouvelles servitudes, les servitudes existantes devant être gardées. Pour tout dommage causé par cela, le fermier est entièrement responsable.

4° Le fermier est tenu d'arranger tout ce qui se trouve sur la propriété (les fossés, les canaux, le drainage) et de le tenir en bon état.

5° L'impôt d'Etat, les contributions de municipalité et les autres impôts publics, dont sont sujettes les terres affermées, sont payés par le propriétaire d'alors, tandis que les différentes contributions pour les coopératives des eaux et pour le maintien des organisations hydrotechniques doivent être payées par le fermier.

6° La terre affermée doit être rationnellement cultivée

et engraisnée régulièrement par le fermier.

7° Le fermier n'a pas le droit de changer la culture (les terres arables, les prairies, les pâturages).

8° Il est défendu au fermier de donner ou de prendre la terre en fermage. Dans ce cas, il perd la terre et la semaille sans aucune indemnité pour les travaux éventuellement déjà exécutés et pour la semaille.

9° Il lui est défendu de couper le bois et les arbres fruitiers. Si le fermier enfreint cette défense, il sera obligé de payer le dommage évalué, et comme amende un montant de 50 p. 100 du dommage évalué.

Le fermage prend fin, excepté le délai prévu par la loi, au cas où le fermier ne paie pas à temps le fermage et les autres attributions qu'il est obligé de payer. Dans ce cas, le bien affermé est donné dans les mêmes conditions à une autre personne. En cas de mort du fermier, le fermage passe à ses héritiers, s'ils le veulent, mais sous la condition que ces héritiers soient à même de remplir toutes les obligations comprises dans le fermage.

Cependant, pour que toutes ces précisions de décrets et des ordres puissent s'appliquer, il a fallu connaître la superficie exacte de chaque domaine. Pour cette raison, en vertu de l'instruction ministérielle du 7 août 1920, il a été prescrit une élaboration de cartes spéciales pour les grands domaines (1 : 14.000), où étaient inscrites toutes les délimitations des domaines, les terres arables marquées, ainsi que les canaux, les routes et les édifices expropriés. Ces cartes avaient surtout servi lors de la répartition des terres et de leur colonisation.

Les résultats obtenus par ces règlements ont été défavorables. L'expropriation des grands domaines se faisant en majeure partie pendant la durée de la réforme agraire sans plan, sans aucune considération pour les intérêts des grands propriétaires, avec des résolutions différentes pour une même chose, et enfin à l'aide de personnel incompetent pour ces travaux. Outre cela, le changement continu de gouvernement, et, par conséquent,

---

(1) Milan Ivchitch. « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 173.

également du ministère pour la Réforme Agraire, avait amené :

1° Des surcharges de nouveaux ordres et instructions, édités par chaque nouveau ministre.

2° Un manque de liaison du travail du nouveau ministre avec le travail de ses prédécesseurs;

3° Ce qui est le plus regrettable : la perte de l'autorité auprès des organes subordonnés (1).

Cette situation a duré jusqu'à la fin de la première phase de la réforme agraire, c'est-à-dire jusqu'en 1931.

### *B. — La seconde phase, de 1931 à nos jours.*

Dans la seconde phase, qui a commencé par la loi sur la liquidation de la réforme agraire du 19 juin 1931, on a travaillé à l'arrangement définitif des rapports agraires sur tous les domaines qui ont été englobés par les lois agraires antérieures. Cette nouvelle loi a retenu les mêmes caractéristiques que la législation antérieure, quoiqu'elle représente une œuvre de législation plus détaillée, puisqu'on a pu se servir de l'expérience acquise au cours de plusieurs années et pu se rendre compte des lacunes de la législation antérieure. Nous n'allons pas faire l'analyse de tous ces règlements, car elle contient pour ainsi dire les mêmes règlements que ceux des lois antérieures, mais nous montrerons les paragraphes principaux, pour autant qu'ils concernent l'expropriation, le morcellement des grandes propriétés et la répartition de la terre. Dans le premier chapitre, paragraphe 2, pour les arrondissements qui se trouvent sur le territoire de la Voïvodine, les grands domaines sont ceux dont la superficie est de plus de 521 arpents de terre arable, 869 arpents de terre en général.

Toutes les terres des grands domaines des paragraphes 2, 3 et 4 de la loi pour la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines du 19 juin 1931 s'exproprient pour les buts de la réforme agraire, excepté : 1° le maximum et le supermaximum; 2° les forêts, hormis celles qui sont déjà expropriées dans le but de la réforme agraire; 3° les terres qui servent exclusivement à l'industrie des

---

(1) Milan Ivchtich, « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 173.

mines et les terres sur lesquelles se trouvent les installations industrielles; 4° les terres des zones de construction; 5° les forêts et les terres non arables des grands domaines ecclésiastiques, qui jusqu'au jour de la mise en vigueur de cette loi n'étaient pas considérés comme expropriés dans le but de réforme agraire; 6° les étangs; 7° les terrains marécageux d'une certaine superficie et les jones, quoique étant improductifs, si le propriétaire s'engage à les rendre fertiles dans un délai de 15 ans, à partir de l'entrée en vigueur de cette loi (§ 10). Dans le paragraphe 11, on a résolu la question de l'expropriation des grands domaines des citoyens hongrois de la façon suivante : on exproprie dans le but de la réforme agraire le domaine entier; ce domaine est transféré dans les livres du cadastre de l'Etat; ensuite, il est remis à l'ancien propriétaire et transféré à lui-même dans les livres du cadastre, en laissant à sa disposition uniquement le maximum, qui est prévu par les précisions de la loi. Puisque l'Etat paye l'indemnité aux fonds agraires, fondés par le traité de Paris du 28 avril 1930, les intéressés agraires, à qui sont enlevées les terres distribuées, avaient à payer à l'Etat le prix d'achat.

Une terre ainsi expropriée, la commission pour la liquidation de la réforme agraire la distribuait aux sujets déterminés agraires (§ 56), dont on devait porter la décision en première instance (§ 61).

Par la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, les fermiers actuels de la terre expropriée, qu'ils ont obtenue en fermage provisoire, ont été proclamés les sujets agraires et les rapports affermés ont été rompus (§ 69). Aussi, par cette loi, il a été résolu que le paiement du fermage et des autres obligations cessent, d'après la loi du 20 mai 1922, le 30 septembre 1931, et à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1931, les sujets agraires commencent à payer le montant de l'annuité d'indemnité. Outre cela, dans le paragraphe 80, toutes les lois et les décisions précédentes sont suspendues, pour autant qu'elles soient en opposition avec cette loi.

## CHAPITRE V

---

### Les attributions des terres.

#### A. — *La Colonisation intérieure.*

La plus importante partie de la réforme agraire est la colonisation intérieure : la formation de nouvelles économies sur les superficies déjà cultivées et non cultivées. Comme la réforme agraire, la colonisation intérieure peut être motivée par des faits économiques, sociaux et nationaux. Mais pour n'importe quel motif de la colonisation intérieure, nous avons dans tous les cas une série de problèmes en lien étroit avec elle; ce sont : les formes juridiques, financières et administratives, et leur mode d'exécution. Les résultats seront différents non seulement par rapport au motif fondamental de l'action colonisatrice intérieure, mais encore plus par rapport à la structure sociale, économique et politique de la terre et du peuple en question.

Les motifs nationaux et sociaux ont exigé la colonisation en Voïvodine. On devait peupler ces provinces, qui nationalement étaient menacées, parce qu'au cours des temps, sous la pression de la colonisation hongroise, qui était surtout intensive dans la seconde moitié du siècle passé, la population serbe en Voïvodine, qui s'était installée aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup>, <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, avait commencé à être repoussée.

Outre les motifs nationaux, qui ont exigé la colonisation, il y eut les motifs purement sociaux. On a voulu donner la terre à une partie de classes paysannes yougoslaves venant des contrées passives, pour qu'ils puissent trouver une source de leur existence indépendante. Ensuite, on a voulu résoudre le problème des militaires volontaires, c'est-à-dire des soldats qui, étant venus volontairement à la guerre mondiale de 1914-1918, ont combattu ensemble avec les soldats serbes pour la délivrance de la Yougoslavie actuelle, et auxquels on avait promis de la terre comme récompense. Enfin, on voulait que la popu-

lation locale, qui n'avait pas de terre arable, ou qui n'avait pas suffisamment de terre, obtienne également une partie de la terre arable.

### *B. — Les Bénéficiaires des Réformes Agraires*

Les bénéficiaires des réformes agraires se répartissent en trois catégories : 1° les intéressés locaux; 2° les volontaires; et 3° les colons proprement dits.

Dans la première catégorie des intéressés locaux viennent en considération les personnes :

a) Qui s'occupent d'agriculture et n'ont pas de terre arable;

b) Celles qui ont de la terre labourable, mais non en quantité suffisante pour pouvoir suffire aux membres de leur famille.

Entre ces personnes, en vertu des décisions préliminaires du 25 février 1919, viennent en premier lieu les invalides, les volontaires, les veuves et les enfants des soldats tués pendant la grande guerre mondiale.

Dans la seconde catégorie des volontaires sont proclamés ainsi tous ceux qui ont, de leur gré, pris part à la guerre dans l'armée serbe jusqu'au 18 novembre 1918 et se sont battus pour la délivrance et l'union nationale, en vertu du décret du 18 décembre 1919 (loi du 30 décembre 1921). Par le même décret, on détermine que les volontaires, anciens combattants, obtiennent gratuitement 5 hectares de terre arable, tandis que les autres volontaires non combattants obtiennent 3 hectares, ainsi que des bestiaux, qui, après trois ans, passent à leur propriété. La terre obtenue de cette façon ne peut pas être aliénée, ni surchargée, soit volontairement, soit par adjudication.

Le certificat attestant la qualité de volontaire est remis par le ministère de la Politique sociale et le ministère de l'Armée et de la Marine (art. 13 et suivants).

D'après le communiqué du ministre de l'Armée et de la Marine au Parlement, le 6 mars 1924, il y avait 26.817 volontaires au front de Salonique de la Yougoslavie actuelle, parmi lesquels 9.767 de la Voïvodine. Si l'on adjoint à ce nombre, celui de 5.402 volontaires venus de

Russie et d'Amérique, on trouve que le nombre des volontaires au front de Salonique s'élevait à 32.219.

En dehors de ceux-ci, on a adjoint à la catégorie des volontaires :

1° Les membres de l'organisation de « Narodna Odbrana » (Défense Nationale) « cetnik », par la décision du Conseil des ministres du 13 septembre 1921.

2° Les soldats qui ont fait partie de l'armée serbe en Russie en 1916 (n° 55448 du 10 janvier 1925).

3° Les personnes qui ont pris part dans les insurrections de 1875 à 1878 contre les agas et les begs (n° 10713 du 22 mars 1924).

4° Les membres du bataillon « Pivko » en Italie (numéro 5957 du 19 mai 1924, et enfin :

5° Les volontaires de l'ancien royaume de Monténégro dans les guerres balkaniques et dans la guerre contre l'Autriche-Hongrie 1914-1918 (n° 34180 du 23 août 1924).

Le nombre de tous ceux que le ministre de l'Armée et de la Marine a adjoints à la catégorie des volontaires était environ de 10.000. Ainsi le nombre total des volontaires était estimé à 42.000 (1).

Dans la troisième catégorie des colons, viennent les personnes qui sont venues des contrées passives coloniser les terres expropriées des grands domaines. Ils ont eu des privilèges spéciaux du gouvernement comme, par exemple : le matériel gratuit pour la construction des bâtiments nécessaires; le transit gratuit de tout le personnel, etc., en but d'aider à la fondation de leur propriété, privilèges qu'ont eu également les volontaires.

### *C. — Les modes d'exécution de la terre distribuée et leurs résultats.*

La terre en Voïvodine, étant expropriée dans les buts agraires, fut soumise, de 1920 à 1925, au morcellement par les directions agraires. En 1925, les directions agraires furent remplacées par les commissions ambulantes qui, en 1931, étaient abolies et cédaient leur compétence

---

(1) Milan Ivchitch. « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 177.

aux commissions pour la liquidation de la réforme agraire. Les commissions pour la Voïvodine étaient à Novi-Sad, à Veliki Beckerek et à Vrsac (article 25 du règlement pour l'exécution de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines du 1<sup>er</sup> août 1933, numéro 49.980).

*1° Les domaines soumis à l'expropriation.*

D'après la situation depuis 1920, il y avait sur le territoire des directions agraires à Zagreb et à Novi-Sad 652 grands domaines qui étaient soumis à l'expropriation dans le but des réformes agraires. Leur superficie totale était de 1.700.777 arpents, dont 824.829 de terres arables et de pâturages, 530.313 arpents de forêts, et 345.435 arpents d'autres terres.

On constate ici, ce que nous avons cité plus haut, que la majorité des grands domaines appartenait aux étrangers, car de 652 domaines soumis à l'expropriation, 284 appartenaient aux étrangers. Ce qui est le plus intéressant, c'est que ces domaines comprenaient, en majeure partie, la terre la meilleure pour l'agriculture, et que de toute la terre arable qui était expropriée pour la réforme agraire sur les grands domaines en Voïvodine (824.829 arpents) ils possédaient plus de la moitié (424.838 arpents).

Pour donner une revue complète et plus claire, d'après les directions agraires, nous exposerons le tableau suivant :

*Les propriétés soumises à l'expropriation :*

| DIRECTION AGRAIRE | Nombre de Domaines | Superficie en arpents          |         |         | Total des superficies en arpents |
|-------------------|--------------------|--------------------------------|---------|---------|----------------------------------|
|                   |                    | Terres labourables et prairies | Forêts  | Autres  |                                  |
| Zagreb.....       | 173                | 269.086                        | 441.404 | 46.077  | 756.567                          |
| Beograd.....      | 479                | 555.943                        | 89.409  | 299.358 | 944.210                          |
| Total..           | 652                | 824.829                        | 530.513 | 345.435 | 1.700.777                        |

*Domaines soumis à l'expropriation appartenant  
aux propriétaires étrangers.*

| Direction agraire | Nombre des Domaines | Superficie agricole<br>en arpents |
|-------------------|---------------------|-----------------------------------|
| Zagreb . . . . .  | 65                  | 135.715                           |
| Beograd . . . . . | 219                 | 289.123                           |
| Total . . . . .   | 284                 | 424.838                           |

*2° Les Attributions des Terres.*

L'attribution de la terre aux intéressés agraires se faisait suivant les décisions de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, des règlements, et aussi en vertu des lois précédentes pour autant qu'elles n'aient pas été en contradiction avec la loi sur la liquidation de la réforme agraire dans les grands domaines.

En vertu du paragraphe 19 de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines, chaque famille des intéressés locaux, ainsi que les colons qui n'ont pas de terre, ou qui n'en ont pas suffisamment pour leur existence (en-dessous de 10 arpents) obtiendront de la terre, avec cette restriction que la superficie de la terre reçue avec leur terre personnelle ne dépasse pas 10 arpents, excepté le cas où la famille a plus de 10 membres qui vivent sous le même toit. Dans ces cas, la superficie totale de leur terre et de la terre reçue ne doit pas être supérieure à ce nombre d'arpents, dont un arpent revient à chaque membre de la famille.

Dans le paragraphe 21 de la même loi, il a été décidé qu'aux volontaires, il faut distribuer de la terre, d'après la loi sur les volontaires du 31 août 1928. Cette loi se rapporte à deux catégories distinctes de volontaires : ceux qui ont été combattants pendant la guerre mondiale, et les non-combattants, et, en vertu de cette loi, les premiers obtiennent gratuitement 5, tandis que les autres 3 hectares de terre arable, au cas où la famille du volontaire en question comporte 5 membres. Au cas où le nombre des membres de sa famille est supérieur à 5, ce volontaire obtient, ainsi que les autres intéressés,

une superficie plus grande de terre arable, sous les conditions ci-dessus mentionnées.

L'attribution de la terre aux intéressés locaux et aux colons en vertu de la décision de la commission pour la liquidation de la réforme agraire (avant les directions agraires, les départements agraires, les commissions ambulantes) a été exécutée par celle-ci. Contre ces décisions on pouvait porter une réclamation, dans un délai de 15 jours, à la direction royale de banovine, excepté les cas qui concernent les sujets hongrois pour lesquels la réclamation devait être faite au ministre de l'Agriculture. Le procédé d'attribution aux volontaires était tout différent de celui qui était prescrit par l'ordre sur la consolidation des objets et sujets de la réforme agraire du 30 mai 1925, dans les articles 13 et 14. D'après ces articles, les volontaires diffèrent des volontaires locaux et des volontaires colons d'après leur domicile. Ceux qui se trouvaient dans la proximité immédiate de la terre expropriée sont considérés comme des volontaires locaux, tandis que les autres, qui devaient encore coloniser la terre, étaient considérés comme des volontaires-colons proprement dits.

Pour l'une et pour l'autre catégorie, on a institué des registres de colons auxquels on devait distribuer la terre. Ces registres étaient envoyés aux municipalités pour être publiés trois fois par semaine. Pour les quinze jours suivants, chacun des intéressés agraires volontaires avait le droit de faire une objection par écrit au bureau compétent pour les travaux de ce genre. Puis les bureaux agraires, après avoir reçu ces registres contenant les objections et les propositions éventuelles, ont pris la résolution d'attribuer définitivement la terre aux volontaires.

D'après les données statistiques des directions agraires de Zagreb et de Belgrade (La direction de Novi-Sad était provisoirement transférée à Belgrade), ces résultats, en 1923, pour les trois catégories d'intéressés agraires étaient les suivants (1) :

1° Intéressés locaux, 168.154 familles  
occupant une superficie de ..... 337.316 arpents

|                                                                  |                 |
|------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 2° Volontaires, 17.790 familles occupant une superficie de ..... | 149.036 arpents |
| 3° Colons, 2.601 familles occupant une superficie de .....       | 20.568 arpents  |
| Total . . . . .                                                  | 506.940 arpents |

Il en résulte par intéressé local une superficie de 2 arpents, par volontaire de 8,9 arpents, et par colon de 7,8 arpents.

Comme la situation des grands domaines, soumis à l'expropriation au profit des intéressés agraires, varie d'après les territoires des directions agraires, nous sommes forcés, pour mieux présenter la situation d'alors, d'exposer particulièrement tout d'abord ce qui concerne les directions de Zagreb et de Belgrade, et ensuite les bureaux agraires départementaux.

*(Voir tableau à la page suivante).*

(1) Nous sommes forcés de prendre les données de la Direction de Zagreb, parce que la Baranja a appartenu au territoire de Zagreb, et nous n'avons pas pu trouver des données séparées.

*Expropriations et attributions de la terre dans les Directions agraires de Zagreb et de Belgrade.*

6 ATTRIBUTION DES TERRES LABOURABLES EN ARPENTS

• ATTRIBUTION DES TERRES LABOURABLES EN ARPENTS

| DIRECTION<br>agraire | SUPER-<br>FICIE<br>expro-<br>priable<br>en<br>arpents | aux intéressés<br>locaux |                 | Aux volontaires              |                 |                              |                 | Aux colons                |                 |                           |                 | Total                         |                 | % des<br>super-<br>ficies<br>exprop<br>par<br>rapport<br>au<br>total<br>des<br>super-<br>ficies<br>agri-<br>coles |  |
|----------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
|                      |                                                       | Nombre<br>de<br>famille  | Super-<br>ficie | locaux                       |                 | d'autres régions             |                 | locaux                    |                 | d'autres régions          |                 | Nom-<br>bre<br>de<br>familles | Super-<br>ficie |                                                                                                                   |  |
|                      |                                                       |                          |                 | Nom-<br>bre<br>de<br>famill. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>famill. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>fam. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>fam. | Super-<br>ficie |                               |                 |                                                                                                                   |  |
| Zagreb . . .         | 262.086                                               | 94.082                   | 137.340         | 141                          | 394             | 3.450                        | 25.831          | »                         | »               | 862                       | 5.966           | 98.535                        | 169.531         | 63,0                                                                                                              |  |
| Belgrade . .         | 555.743                                               | 74.071                   | 199.976         | 6.142                        | 47.597          | 8.057                        | 75.214          | 1.002                     | 8.757           | 737                       | 5.845           | 90.010                        | 337.389         | 60,5                                                                                                              |  |
| Total . . .          | 824.829                                               | 168.154                  | 337.316         | 6.283                        | 47.991          | 11.507                       | 101.045         | 1.002                     | 8.757           | 1.599                     | 11.811          | 188.545                       | 506.920         | 60,5                                                                                                              |  |

### A. — *La Direction Agraire de Zagreb.*

La direction agraire à Zagreb, ainsi que celle de Novi-Sad, se divise en bureaux agraires départementaux, qui étaient au nombre de 5, avec leurs sièges à Oguline, à Zagreb, à Varazdine, à Osijek et à Voukovař.

Comme nous l'avons dit, la Voïvodine était composée de Baranja, de Batchka et de Banat. L'exécution de la réforme agraire en Banat et en Batchka était attribuée à la direction agraire de Novi-Sad, tandis que la Baranja à la direction de Zagreb (bureau départemental d'Osijek). Pour cela, dans l'exposé du travail de cette direction, nous nous bornerons seulement au travail et aux résultats qui sont obtenus sur le territoire du bureau agraire à Osijek.

Dans cette région, il y avait 82 domaines, soumis à l'expropriation, avec une superficie de 474.003 arpents, dont 166.068 arpents de terre arable, 265.888 arpents de forêts et 41.047 arpents de terre non arable. Ici, comme dans toute la Voïvodine, plus de la moitié des grands domaines appartenaient aux étrangers (44) avec une superficie de 97.111 arpents de terre arable.

On a exproprié pour les buts de la réforme agraire 166.068 arpents de terre arable, et 106.420 arpents de terre ont été distribués en pourcentage de 64,1, de la façon suivante :

|    |        |                                |            |         |          |
|----|--------|--------------------------------|------------|---------|----------|
| 1. | 23.091 | familles des intéressés locaux | ont obtenu | 74.663  | arpents. |
| 2. | 3.450  | — volontaires                  | —          | 25.831  |          |
| 3. | 862    | = colons                       | =          | 5.966   |          |
|    | 27.403 |                                |            | 106.420 |          |

Ce qui fait que 27.403 familles d'intéressés de la réforme agraire ont obtenu 106.420 arpents.

Les intéressés locaux ont obtenu en moyenne 3,23 arpents de terre arable, les volontaires 7,5 arpents, et les colons 6,9 arpents de terre arable.

Si nous comparons ces données statistiques, nous voyons qu'à côté de cela les intéressés locaux pouvaient également posséder de la terre personnelle à eux, s'ils n'avaient pas obtenu suffisamment de terre nécessaire à l'entretien de leur famille. Quoique cette province représentait l'organisation agraire des latifundistes, le travail

qui avait été entrepris ne fut pas terminé par la liquidation de la réforme agraire, c'est-à-dire en formant de petites économies, par lesquelles la production nationale aurait augmenté. Car, par cette terre que le petit propriétaire a obtenue, il ne pouvait pas entretenir sa famille et lui-même, et en surplus encore produire pour le marché. Les volontaires et les colons ont été plus favorisés, puisqu'ils ont obtenu environ 7 arpents, mais cela n'était pas assez pour nourrir une famille de 5 membres, et qui le plus souvent comprenait encore plus de membres. A notre modeste avis, tout le travail qu'on a fait jusqu'à présent pour la colonisation de la Voïvodine sera en principe appelé à disparaître. Les raisons qui confirment cette opinion, je les citerai plus tard au cours de mon travail.

#### B. — *La Direction agraire à Novi-Sad.*

Le territoire de la direction agraire à Novi-Sad (siège à Belgrade) s'étendait, en dehors de Batchka et du Banat, également sur Srem, la région qui est limitée à l'ouest par la Slavonie, au nord et à l'est par Batchka et Banat, et au sud par la Serbie septentrionale. Déjà du début de l'exposé du travail de la direction agraire à Novi-Sad, nous voulons tout de suite faire remarquer qu'il se bornera seulement à Batchka et à Banat.

Une des plus grandes parties du travail de la réforme agraire est exécutée sur le territoire de Batchka et Banat. L'exécution en était beaucoup plus facile du fait que ces régions, comme le Baranja, appartenaient aux latifundistes et qu'on pouvait, par les règlements sur la réforme agraire, exproprier beaucoup de grands domaines, qui en majorité appartenaient à des étrangers (132 contre un nombre total de 246). Ce qui prouve qu'ils possédaient plus de la moitié.

Les deux tableaux suivants font voir l'ensemble des réformes agraires sur les domaines soumis aux réformes :

ATTRIBUTION DES TERRES ARABLES EN ARPENTS

| BUREAUX<br>agraires<br>départementaux | TOTAL<br>des terres<br>arab les<br>expro-<br>sur les<br>domaines<br>en<br>arpents | aux intéressés<br>locaux |                 | Aux volontaires           |                 |                           |                 | Aux colons                |                 |                               |                 | Total  | % des<br>exprop.<br>par<br>rapport<br>au<br>total<br>des<br>super-<br>ficies<br>arables |      |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------|------|
|                                       |                                                                                   |                          |                 | locaux                    |                 | étrangers                 |                 | locaux                    |                 | étrangers                     |                 |        |                                                                                         |      |
|                                       |                                                                                   | Nombre<br>de<br>famille  | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>fam. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>fam. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>fam. | Super-<br>ficie | Nom-<br>bre<br>de<br>familles | Super-<br>ficie |        |                                                                                         |      |
|                                       |                                                                                   |                          |                 |                           |                 |                           |                 |                           |                 |                               |                 |        |                                                                                         |      |
| Veliki<br>Betcakerek                  | 436.986                                                                           | 446.729                  | 53.884          | 4.069                     | 9.227           | 2.884                     | 26.600          | 969                       | 8.488           | 242                           | 2.418           | 21.893 | 104.314                                                                                 | 73,9 |
| Novi-Sad<br>Subotitsa                 | 228.039                                                                           | 29.268                   | 77.762          | 2.046                     | 46.482          | 2.842                     | 25.673          | »                         | »               | 357                           | 2.387           | 34.543 | 120.804                                                                                 | 53,8 |
| Vrchats                               | 73.916                                                                            | 9.039                    | 49.884          | 563                       | 3.729           | 1.662                     | 44.355          | 7                         | 64              | 438                           | 840             | 11.409 | 38.869                                                                                  | 52,5 |
| Total . . .                           | 438.941                                                                           | 55.036                   | 151.527         | 3.638                     | 7.380           | 29.438                    | 66.628          | 976                       | 8.549           | 737                           | 5.845           | 67.815 | 62.987                                                                                  | 60,5 |

*Etat des domaines soumis à l'expropriation  
sur le territoire de la Direction agraire de Novi-Sad.*

| Bureau agraire<br>départemental | Nombre<br>des domaines<br>Domaines appartenant<br>aux étrangers |     | Terres<br>arables et<br>prairies | Forêts | Autres  | Total   | Superficie<br>arable appartenant<br>aux étrangers en<br>arpents |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----|----------------------------------|--------|---------|---------|-----------------------------------------------------------------|
| Veliki Betchkerek..             | 72                                                              | 40  | 136.986                          | 4.146  | 103.424 | 244.256 | 102.210                                                         |
| Novi-Sad .....                  | 125                                                             | 73  | 228.039                          | 31.431 | 101.689 | 361.159 | 92.102                                                          |
| Vrsac .....                     | 49                                                              | 19  | 73.916                           | 5.221  | 52.508  | 131.645 | 36.892                                                          |
| Total. .                        | 246                                                             | 132 | 438.931                          | 40.798 | 257.321 | 737.066 | 231.209                                                         |

Sur le territoire de la direction agraire à Novi-Sad, la colonisation intérieure par les volontaires et les colons a été plus grande et plus intense que sur les territoires des autres directions agraires. Jusqu'en 1923, sur son territoire, on a fondé beaucoup de nouvelles colonies sur la terre des grands propriétaires. D'après les bureaux agraires départementaux, les colonies sont disposées de la façon suivante : (*Voir tableau page 101*).

1° *Novi-Sad*. — 7 colonies : Maria Majour, Temerine, Koula, Vojska, Foutog et Koulpine.

2° *Subotika*. — 9 colonies : Jednik, Stara Moravitz, Bajcha, Zobnajitz, Emouchitch, Rastina, Stanichitch et Stara Kanija.

3° *Veliki Beckerek*. — 8 colonies : Stajitchevo, Aleksandrovo, Leonovats, Rusko Selo, Karadjordjevo, Banatsko-Arandjelovo, Rogendorf et Vida Pusta.

4° *Vrchats*. — 10 colonies : Veliki Gaj, Veliko Sredichte, Vladimirovats, Djourdjevats, Miletitchévo, Seléouch, Hajdutchitsa, Stari Jermenovats.

Le tableau d'ensemble des colonies soumises au bureau agraire départemental de Veliki Beckerek, d'après les statistiques de 1924, est le suivant :

*Colonies dans la région du Haut-Banat (Bureau agraire départemental de Veliki Betchkerek)  
Statistique du 8 septembre 1924.*

| N <sup>o</sup> D'ORDRE | NOM DE LA COLONIE                          | GRANDE PROPRIÉTÉ<br>appartenant à | SUPERFICIE<br>de la colonie en arpents  |                                  |                                              | COLONS      |                |                           |                | NOM-<br>BRE<br>d'em-<br>place-<br>ments | NOM-<br>de<br>mai-<br>sons<br>cons-<br>truites |
|------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------|-------------|----------------|---------------------------|----------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------|
|                        |                                            |                                   | Total de la<br>superficie<br>expropriée | Super-<br>ficie<br>réser-<br>vée | Superficie<br>attribuée aux<br>bénéficiaires | volontaires |                | Colons<br>proprement dits |                |                                         |                                                |
|                        |                                            |                                   |                                         |                                  |                                              | locaux      | étran-<br>gers | locaux                    | étran-<br>gers |                                         |                                                |
|                        |                                            |                                   |                                         |                                  |                                              |             |                |                           |                |                                         |                                                |
| 1                      | Stajitchevo . . . . .                      | Cte Palavicini . . . . .          | 2,678                                   | 623                              | 2,055                                        | 6           | »              | 239                       | 1              | 250                                     | 218                                            |
| 2                      | Leonovats . . . . .                        | Cte A. Czekonics . . . . .        | 5,589                                   | »                                | 5,589                                        | »           | 525            | 70                        | 67             | 712                                     | »                                              |
| 3                      | Rusko Selo . . . . .                       | Cte R. Czekonics. . . . .         | 3,550                                   | 270                              | 3,860                                        | »           | 240            | 57                        | 70             | 443                                     | 43                                             |
| 4                      | Karadjordjevo . . . . .                    | Cte A. Csekonics . . . . .        | 7,738                                   | 631                              | 7,107                                        | »           | 743            | »                         | 57             | 802                                     | 87                                             |
| 5                      | Banatsko . . . . .<br>Arandjelovo. . . . . | Cte. Battany . . . . .            | 6,311                                   | »                                | 6,311                                        | »           | 620            | »                         | 100            | 720                                     | 1                                              |
| 6                      | Rogendorf. . . . .                         | Cte Csekonics . . . . .           | 2,438                                   | »                                | 2,438                                        | »           | 239            | 26                        | 18             | 300                                     | »                                              |
| 7                      | Vida Pusta . . . . .                       | Laslo Lalboch . . . . .           | 1,349                                   | 91                               | 1,257                                        | »           | 145            | »                         | 9              | 150                                     | 9                                              |
| 8                      | Alexandrovo. . . . .                       | Cte Czekonics . . . . .           | 8,142                                   | 430                              | 7,712                                        | »           | 198            | 653                       | 54             | 888                                     | 268                                            |
|                        |                                            | Total . . . . .                   | 37,714                                  | 2,045                            | 35,729                                       | 6           | 2,710          | 1,045                     | 376            | 4,235                                   | 626                                            |

Le nombre des volontaires-colons des autres régions (2.710) et locaux (6) ne comprend pas le chiffre de tous les volontaires-colons de cette région. Lors de l'aménagement des volontaires dans ces 8 colonies, il y en avait qui se sont colonisés isolément à travers la région (d'après M. Ivchitch). Au contraire, pour le nombre des colons, la somme totale s'élève à 1.045 colons locaux, tandis que pour les colons d'autres régions ils étaient 376, ce qui dépasse le chiffre que nous avons sur le tableau précédent.

De ce tableau, nous voyons également qu'un petit nombre de colons a réussi à construire des maisons (626). Le plus grand nombre des colons habitaient dans de vieux bâtiments qui se trouvaient sur le domaine de la terre expropriée, où autrefois avaient habité les ouvriers des grands domaines. Il est clair que dans de telles conditions les colons ne peuvent pas réussir à fortifier la classe agricole, ni au point de vue national, ni au point de vue économique. (*Voir tableau page 103*).

Un tableau semblable a été fait pour les colonies soumises au bureau agraire départemental à Vrsac (Bas-Banat).

Ce tableau n'est pas complet, puisqu'il ne représente pas l'état réel des colonies dans la région du Bas-Banat. Car, outre les colonies mentionnées, il y en avait encore d'autres plus petites, par exemple celles de Mariolana (9 colons), de Sveti Jovan (40 colons), de Vrsac (42 colons), de Petrovo Selo et Djurdjevac (colonie pour 200 colons). Les données exactes sur l'attribution des terres de ces colonies font défaut. On n'en peut donner la description détaillée.

Des données statistiques désignées sur ce tableau, ainsi que sur le précédent, permettent de nous assurer que la colonisation intérieure se produisait sans plan. Coloniser des volontaires, comme les autres colons, et ne pas leur donner au moins le premier secours pour la création de leur nouvelle existence, c'est comme si rien n'avait été fait, car un tel travail est condamné à demeurer sté-

*Colonies dans le Bas-Banat (Bureau agraire départementale de Vrsac).*

| N <sup>o</sup> D'ORDRE | NOM DE LA COLONIE         | GRANDE PROPRIÉTÉ<br>appartenant à           | SUPERFICIE<br>de la colonie en arpents |                                  |                                            | NOMBRE DE COLONS |                |                           |                | NOM-<br>BRE<br>d'em-<br>place-<br>ments | NOM-<br>BRE<br>de<br>maï-<br>sons<br>cons-<br>truites |
|------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------------|------------------|----------------|---------------------------|----------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------|
|                        |                           |                                             | Super-<br>ficie<br>expro-<br>priée     | Super-<br>ficie<br>résér-<br>vée | Super-<br>ficie<br>attribuée<br>aux colons | Volontaires      |                | Colons<br>proprement dits |                |                                         |                                                       |
|                        |                           |                                             |                                        |                                  |                                            | locaux           | étran-<br>gers | locaux                    | étran-<br>gers |                                         |                                                       |
| 1                      | Mileticévo . . . . .      | Cte Karatsonyi . . . .                      | 7,214                                  | 58                               | 7,156                                      | »                | 550            | »                         | 38             | 612                                     | 28                                                    |
| 2                      | Veliki Graj . . . . .     | Baron Ernest Daniel. .                      | 3,127                                  | 15                               | 3,112                                      | »                | 258            | »                         | 33             | 335                                     | »                                                     |
| 3                      | Stari Lec . . . . .       | Baron Paul Daniel. . .                      | 4,297                                  | »                                | 4,297                                      | »                | 469            | »                         | »              | 430                                     | »                                                     |
| 4                      | Hajodchitsa. . . . .      | Olga Jovanovic . . . . .                    | 4,032                                  | 27                               | 4,005                                      | »                | 118            | 7                         | »              | 207                                     | 6                                                     |
| 5                      | Jermenovtsi . . . . .     | J. Csavossy . . . . .                       | 954                                    | »                                | 954                                        | »                | 403            | »                         | 4              | 202                                     | 6                                                     |
| 6                      | Vladimirovats. . . . .    | Commune . . . . .                           | 1,264                                  | 21                               | 1,243                                      | »                | 114            | »                         | 22             | 161                                     | 40                                                    |
| 7                      | Seleuh . . . . .          | Commune . . . . .                           | 486                                    | 3                                | 483                                        | »                | 56             | »                         | »              | 58                                      | »                                                     |
| 8                      | Vlajkovats. . . . .       | Cte Bissingen et Bela<br>Jeszensky. . . . . | 4,525                                  | »                                | 4,525                                      | »                | 206            | »                         | »              | 230                                     | »                                                     |
| 9                      | Veliko Sredichte. . . . . | Drs E. Klier et J. Frisel.                  | 331                                    | »                                | 331                                        | »                | 38             | »                         | »              | 40                                      | »                                                     |
|                        |                           | Total . . . . .                             | 17,230                                 | 124                              | 17,406                                     | »                | 4,612          | 7                         | 97             | 1,935                                   | 80                                                    |

rile. Les colons dans la région du Banat ont eu à leur disposition 80 bâtiments. Que peut représenter ce chiffre, par rapport aux 1.700 colons, et peut-on par ce fait résoudre le problème d'habitation de ces colons ?

D'après les plus nouvelles données de 1938 pour les régions septentrionales, qui comprennent la Slovénie, la Croatie, la Slavonie et la Voïvodine, la situation était la suivante (1) : pour toutes les réformes agraires, on a pris 714 grands domaines, 860.014 arpents (494.805 hectares) de terre arable. La superficie totale, déterminée pour l'expropriation s'élève à 633 arpents (364.562 hectares) de terre arable, mais la liquidation de la réforme agraire était exécutée sur 321.912 arpents, tandis que pour 311.950 arpents elle n'a pas encore été exécutée. Le reste des 226.152 arpents était liquidé par l'achat facultatif avant la promulgation de la loi sur la liquidation de la réforme agraire, en vertu du paragraphe 38 de la loi sur les douzièmes budgétaires du 31 juin 1925, qui a été apportée dans le but de la liquidation rapide de la réforme agraire. D'après cela, on a vendu et exproprié depuis 1919 jusqu'à présent 548.064 arpents, et il reste pour l'expropriation au profit de ceux qui jouissent de cette terre encore 311.950 arpents de superficie totale pour les buts de la réforme agraire, qui s'élève à 860.014 arpents.

Jusqu'à présent, 219.809 familles des intéressés agrai-

(1) Etant donné que les données statistiques pour la Voïvodine ne peuvent être recueillies, nous avons été forcé d'exposer les données pour toutes les provinces de la région septentrionale, et par lesquelles on pourra pourtant voir le travail de la réforme agraire en Voïvodine. Les données sont tirées de l'exposé de M. Svetozar Stankovitch, ministre de l'Agriculture, du 3 mars 1938.

(2) D'après la décision citée de la loi du 21 juillet 1925, le ministre de l'Agriculture fut autorisé à approuver, jusqu'à la promulgation de la loi définitive sur la réforme agraire, et de sa cession au nom du propriétaire, au nom des intéressés agraires, mais seulement cette terre qui tombait sous le coup de la réforme agraire dépassant le maximum déterminé par la loi. De cette décision pouvaient profiter tous les agriculteurs qui avaient eu droit à la réforme agraire, mais pour une superficie telle que celle sur laquelle ils avaient le droit de fermage sur la terre des grands propriétaires, soumis à la réforme agraire.

res ont obtenu la terre arable. De ce chiffre, il y avait 193.701 intéressés locaux, qui ont obtenu 411.353 arpents, soit en pourcentage 2,12 arpents, 6.182 volontaires locaux ont obtenu 50.319 arpents ou en pourcentage 8,2 arpents, 12.948 volontaires colons, qui ont obtenu 111.563 arpents ou en pourcentage 8,6 arpents, 1.990 réfugiés, qui ont obtenu 12.013 arpents ou en pourcentage 6 arpents, 4.958 colons, qui ont obtenu 35.072 arpents, ou en pourcentage 7,1 arpents. Au chiffre cité de 219.809 familles intéressées agraires, il faut ajouter encore ces intéressés, qui ont acheté la terre facultativement, d'après les décisions de la loi de 1925, dont la masse s'élève à environ 60.000 familles.

Pour les besoins de l'avancement des colons, on a construit 21.704 maisons, 16.025 bâtiments (pour l'économie), 81 écoles, 14 églises et 40 hôtels de ville.

*Tableau des édifices bâtis pour les besoins des intéressés agraires dans les régions septentrionales.*

| Commission pour la liquidation<br>de la réforme agraire | Habitations<br>et Maisons<br>de Maître | Ecoles | Eglises | Hôtels de<br>Ville |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------|---------|--------------------|
| Ocek.....                                               | 7.812                                  | 18     | 2       |                    |
| Varazdine.....                                          | 1.926                                  |        |         |                    |
| Zagreb .....                                            | 377                                    |        |         |                    |
| Vukovart .....                                          | 2.445                                  | 6      |         | 37                 |
| Ljubljana .....                                         | 741                                    | 1      |         |                    |
| Petrovgrad.....                                         | 15.555                                 | 17     | 11      |                    |
| Novi-Sad.....                                           | 8.873                                  | 39     | 1       | 3                  |
| Total..                                                 | 37.729                                 | 81     | 14      | 40                 |

*Résultats des répartitions des terres expropriées dans les régions septentrionales (statistiq. du 1<sup>er</sup> Janv. 1938)*

| N <sup>o</sup> | COMMISSION<br>pour la liquidation<br>de la Réforme<br>agraire | PARTAGE DES TERRES ARABLES EN ARPENTS |                 |               |                 |               |                 |               |                 |               |                 |               |                 |               |                 |
|----------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|
|                |                                                               | Intéressés<br>locaux                  |                 | Colons        |                 | Volontaires   |                 |               |                 | Réfugiés      |                 | Colons        |                 | Total         |                 |
|                |                                                               |                                       |                 |               |                 | locaux        |                 | étrangers     |                 |               |                 |               |                 |               |                 |
|                |                                                               | Nombre de<br>familles                 | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie | Fa-<br>milles | Super-<br>ficie |
| 1              | Osijek . . .                                                  | 15,257                                | 51,783          | 737           | 2,211           | 617           | 4,829           | 2,813         | 25,380          | 7             | 29              | 655           | 5,839           | 20,086        | 90,071          |
| 2              | Varagdire . .                                                 | 39,372                                | 56,909          | »             | »               | 58            | 313             | »             | »               | »             | »               | »             | »               | 39,410        | 37,222          |
| 3              | Zagret . . .                                                  | 26,398                                | 25,224          | »             | »               | 170           | 832             | »             | »               | »             | »               | »             | »               | 26,568        | 26,050          |
| 4              | Vukovats . .                                                  | 11,171                                | 17,980          | »             | »               | 1,488         | 13,149          | 621           | 5,392           | 11            | 39              | 553           | 2,245           | 13,844        | 38,805          |
| 5              | Ljubljiana . .                                                | 19,680                                | 39,531          | »             | »               | 65            | 450             | 31            | 234             | 111           | 895             | 10            | 69              | 19,897        | 41,179          |
| 6              | Pétrovgrad . .                                                | 37,977                                | 122,520         | »             | »               | 1,989         | 15,912          | 4,206         | 33,648          | 612           | 3,060           | 2,085         | 12,430          | 46,869        | 187,570         |
| 7              | Novi-Sad . .                                                  | 42,350                                | 112,664         | 809           | 2,531           | 1,795         | 14,834          | 5,277         | 46,929          | 1,249         | 7,990           | 1,655         | 14,489          | 53,135        | 199,437         |

## CHAPITRE VI

---

### Indemnités d'expropriation et son mode de paiement.

Déjà lors de la proclamation du 6 janvier 1919 du roi Alexandre, prince régent d'alors, on prit comme règle de payer un dédommagement aux propriétaires dont les terres étaient expropriées dans le but de la réforme agraire. Plus tard, par les « Précautions préliminaires » du 25 janvier 1919, et par la « Constitution de Vidovdan » de 1921, la même règle a été appliquée, c'est-à-dire que les propriétaires devaient être dédommagés pour leurs terres expropriées, excepté les terres qui étaient prévues au paragraphe 11 des « Précisions préliminaires ».

Par les précisions de la « législation provisoire », le montant du dédommagement ainsi que son mode de paiement n'étaient pas déterminés, mais on a laissé la solution de cette question pour plus tard. Entre temps, il a été prescrit que les propriétaires des grands domaines, expropriés au profit des intéressés agraires, obtiendraient provisoirement le revenu de leurs terres comme dédommagement provisoire. Telle situation a duré jusqu'à la promulgation de la loi sur la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines du 19 juin 1931, lorsque la question de dédommagement fut résolue, dans les prescriptions des paragraphes 28 et 39 de cette loi.

En vertu de ces paragraphes, il était appliqué comme barème de calcul des dédommagements, le montant des revenus nets cadastraux des biens en question, au jour du 27 février 1919 et d'après la productivité de la terre. Et, sur ces données, le montant du dédommagement était déterminé. De cette façon, on a obtenu quatre prix différents, auxquels étaient payés les dédommagements des terres arables, des prairies, des jardins et des arbres fruitiers.

1° Si le revenu net cadastral d'une terre est de seconde classe du « bonité » cadastral, son montant, qui a été calculé en couronnes, doit être multiplié par 120 ou 100.

Ainsi on obtient le montant de la somme en dinars pour la première classe de terres pour laquelle on ne devait pas payer de dédommagement.

2° Le montant du dédommagement pour les terres de deuxième classe se calcule de la même façon que celui de la première classe, en diminuant le montant de 20 p. 100.

3° Le montant du dédommagement pour les terres de la troisième classe se calcule de la même façon que celui de la deuxième classe, en diminuant le montant de 20 pour 100 de celui de la deuxième classe.

4° Enfin le montant du dédommagement de la terre de la quatrième classe était obtenu en réduisant le montant des terres de la troisième classe de 50 p. 100.

Le même mode s'employait pour le calcul du dédommagement des pâturages et des vignobles, seulement avec cette différence que le nombre par lequel il fallait multiplier le revenu net cadastral est remplacé par 160, tandis que pour les forêts le montant du dédommagement devait être établi par le ministère de l'Agriculture, avec le concours du ministère des Forêts et des Mines. Enfin, pour les terres de basse-cours rurales, qui étaient expropriées, si elles étaient stériles avant la liquidation des grands domaines, le montant du dédommagement sera estimé d'après la qualité et la culture de la terre dans les environs.

De cette manière était établi le montant des dédommagements pour les terres qui étaient situées dans les régions où la recette nette cadastrale était prise en considération. Mais il y avait également des régions où était seulement calculé le revenu brut, et des régions où n'était calculé ni revenu brut, ni revenu net. Le législateur a également prévu ces cas, et les a solutionnés dans les paragraphes 35 et 36. Pour les territoires qui, le 27 février 1919, n'avaient pas été calculés sur le revenu net cadastral, mais seulement sur le revenu brut, on devait soustraire du montant de la recette brute cadastrale 30 pour 100 à partir de ce jour, ce qui représente la recette nette cadastrale; puis procéder d'après les directives qui sont valables dans les régions où était calculée la recette

nette cadastrale. Le même procédé était employé pour les régions où n'était calculé ni revenu brut ni revenu cadastral, et dans les régions où était calculé le revenu net cadastral, avec cette différence qu'on a pris comme mesure le revenu net cadastral de l'année 1931, multiplié par le nombre 4.

Outre le dédommagement pour la terre expropriée, on a également dû payer le dédommagement pour les édifices qui se trouvaient sur la terre expropriée. Le montant du dédommagement se déterminait d'après la valeur du matériel de construction au moment de l'expropriation (§ 34).

Chaque intéressé agraire était tenu de payer le dédommagement, sauf le volontaire, pour lequel l'Etat payait. Les anciens propriétaires des terres expropriées recevaient en paiement, soit de l'argent comptant, soit des obligations de la « Banque Priviligée pour la liquidation de la réforme agraire sur les grands domaines ». Le paiement se faisait en argent comptant seulement au cas où le propriétaire de la terre expropriée déclarait, avant la décision de l'expropriation, qu'il désirait être payé en argent comptant. Les terres des volontaires étaient exceptées et que, même dans ce cas, étaient payées au moyen d'obligations de la « Banque Agraire Priviligée ».

Les obligations de la « Banque Agraire Priviligée » étaient au porteur et étaient émises à une valeur nominale de 500, 1.000, 5.000 et 10.000 dinars. L'intérêt annuel était de 4 p. 100 et était payé le 1<sup>er</sup> octobre 1932 par la voie du tirage ou par l'achat en Bourse.

Le dédommagement que la « Banque Agraire Priviligée » avait payé au moyen d'obligations aux anciens propriétaires de la terre expropriée devait être remboursé par les intéressés agraires à la « Banque Agraire Priviligée » dans un laps de vingt ans avec un intérêt annuel de 5 p. 100, et ce, le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Ici également, il était fait exception pour les volontaires, pour lesquels c'était l'Etat qui payait, et qui devait chaque année liquider une somme déterminée dans le budget, à la « Banque Agraire Priviligée ».

## CHAPITRE VII

---

### **Les Associations agricoles des bénéficiaires de la réforme agraire.**

Pour pouvoir matériellement aider les intéressés agraires, on a fondé les communautés agraires (zadrourgas) par le décret du ministre du 12 octobre 1920 (loi du 20 mai 1922).

D'après ce décret-loi, dans les régions où il y avait 10 volontaires, colons, agriculteurs ou intéressés agraires en général, on peut fonder une communauté agraire. Une communauté agraire ainsi fondée était obligée de se faire inscrire au tribunal de commerce, choisir le président de la direction administrative et désigner le siège de la communauté. Le but de ces communautés est de servir comme intermédiaire entre l'Etat et les intéressés agraires pauvres, au cas où l'Etat pourrait matériellement être de quelque secours. Chaque intéressé agraire avait le droit de se faire inscrire dans la communauté après sa fondation.

Par la loi du 20 mai 1922 et par la décision du Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> octobre 1920, on avait autorisé le prêt sans intérêt à ces communautés, lorsqu'il s'agissait de subventions d'Etat, dans les cas suivants :

- a) Pour l'achat des semences, du blé pour la consommation, des vêtements et autres approvisionnements.
- b) Pour l'achat de bétail.
- c) Pour l'achat des outils, machines et matériel agricole.

d) Pour l'achat des matériaux de construction, des maisons d'habitation et des bâtiments à usage agricole.

Le ministre de l'Agriculture (auparavant le ministre pour la Réforme Agraire) permet le prêt. D'après la loi de 1922 sur le prêt sans intérêt aux communautés agraires étaient prévus les cas suivants où l'on n'autorisait pas le prêt :

- a) Quand le prêt n'est pas employé pour les buts désignés;

b) Quand on ne rembourse pas la somme prévue à l'échéance et qu'on n'en a pas demandé la prolongation;

c) Quand la communauté n'emploie pas l'argent reçu, d'après les directives du ministère de l'Agriculture;

d) Quand la communauté ne verse pas suffisamment de caution pour garantir le montant du prêt;

e) Quand par ces organes il n'est pas autorisé au ministère le contrôle des livres de travail de cette association;

f) Quand l'association change les règles et le règlement sans la permission du ministre;

g) Quand l'association n'exécute pas les prescriptions de cette loi.

Les associations peuvent céder à leurs membres les outils et autres instruments, de même que la semence, le bétail, au prix coûtant et majoré des frais de transport et d'administration. Les associations peuvent même permettre le prêt en vue d'achats, mais en aucun cas des prêts d'argent liquide. Au cas où un membre désirerait un objet qui ne se trouve pas en magasin, celui-ci peut se le procurer personnellement et l'argent nécessaire au paiement de cet objet, qui sera payé par l'association, sera considéré comme prêt que le membre remboursera à l'association. L'association n'est autorisée à ce genre d'opérations qu'au cas où elle a pu s'assurer que le membre a réellement acheté l'objet en question.

La fondation de ces associations a eu ses débuts en Voïvodine en 1921. Dans le but de centralisation et de contrôle des travaux de ces nouvelles associations, on a institué en 1922 la Fédération des associations agricoles pour la Voïvodine (Batchka et Banat) dont le siège était à Novi-Sad, également une Fédération pour la Slavonie et Baranja, ayant son siège à Osijek. Plus tard, comme le champ d'action du siège de Novi-Sad s'était trop étendu, il a été partagé en deux Fédérations : l'une pour Batchka, avec siège à Novi-Sad, et l'autre pour Banat avec siège à Veliki Betcherek (Petrovgrad).

Les trois fédérations forment ensemble, d'après la si-

tuation en 1925, 228 associations, avec 19.038 membres (1).

La répartition est la suivante :

| Fédération Régionale | Siège      | Nombre d'Associations | Nombre de Membres |
|----------------------|------------|-----------------------|-------------------|
| Batchka              | Novi-Sad   | 120                   | 8.252             |
| Banat                | Veliki     |                       |                   |
| Slayonie             | Betchkerek | 62                    | 6.122             |
| et Baranja           | Osek       | 43                    | 4.664             |
|                      | Total...   | 228                   | 19.638            |

Les prêts sans intérêt accordés aux fédérations proviennent en partie des recettes ordinaires prévues au budget annuel de l'Etat, et en partie de l'emprunt extérieur. Jusqu'en 1924, on a prêté sans intérêt une somme de 65.223.269 dinars pour toutes les associations agraires sur le territoire du Royaume de Yougoslavie, dont pour la Voïvodine 12.166.000 dinars ou séparément d'après les fédérations :

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| Novi-Sad . . . . .         | 6.800.000  |
| Veliki Betcherek . . . . . | 2.966.000  |
| Osijek . . . . .           | 2.400.000  |
| Total . . . . .            | 12.166.000 |

D'où il résulte une somme proportionnelle pour chaque fédération et à chaque membre de l'association :

| Fédération                 | Moyenne du prêt accordé par l'Etat pour une association | Moyenne du prêt par chaque membre |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Novi-Sad . . . . .         | 56.667                                                  | 825                               |
| Veliki Betcherek . . . . . | 47.838                                                  | 485                               |
| Osijek . . . . .           | 52.153                                                  | 517                               |

(1) Cf. l'étude de M. M. Stojanovitch dans la « Yougoslovenska Njiva », page 474 et suivantes.

En dehors du prêt d'argent sans intérêt, on a donné aux associations agraires le prêt en nature, surtout du matériel pour la construction de maisons. Ainsi les associations agraires en Voïvodine ont obtenu du matériel pour 3.600 maisons réparties de la manière suivante :

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| La Fédération de Novi-Sad .....      | 1.800 maisons |
| La Fédération de Veliki-Betcherek... | 900 maisons   |
| La Fédération de Osijek .....        | 900 maisons   |
| <hr/>                                |               |
| Total . . . . .                      | 3.600 maisons |

On a pu obtenir de ces associations ce qu'on en avait attendu. Les formalismes différents, nécessaires pour leur exécution, ainsi que l'encaissement des prêts sans intérêt, affaiblissaient l'enthousiasme auprès des membres de ces associations, enthousiasme tellement nécessaire à la fondation et au développement de chaque nouvelle institution. Nous le voyons le mieux si nous comparons les chiffres suivants : sur environ 200.000 intéressés agraires qu'il y avait en Voïvodine, il n'y avait que 19.038 membres inscrits.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

### CRITIQUES ET CONCLUSIONS

En exposant dans la deuxième partie de notre œuvre la législation, l'organisation et les résultats de la réforme agraire en Voïvodine, ainsi que la façon dont elle a été exécutée, nous en sommes venus aux conclusions suivantes :

1° Avec la réforme agraire, on a voulu rétablir des rapports économiques tels qu'ils auraient rendu possible une répartition loyale de la terre sur la base du principe du travail;

2° La Voïvodine a été une région qui était menacée par la composition ethnique de la population. C'est pour cette raison qu'on a voulu par la réforme agraire améliorer cette situation en créant la colonisation intérieure; et

3° En répartissant la terre à ceux qui n'en possédaient pas, on a voulu diminuer cette inégalité économique et sociale qui existait entre les grands propriétaires et les paysans qui ne possédaient pas de terre du tout, c'est-à-dire du prolétariat agraire.

Voici donc les trois buts qui ont toujours été pris en considération dans l'exécution de la réforme agraire.

Les raisons qui ont provoqué une telle décision ont été multiples et différentes l'une de l'autre. Ils ont été de nature économique, sociale et nationale. C'est pourquoi nous également, lors de notre critique et conclusion, nous considérerons la réforme agraire en voïvodine du même point de vue, et nous diviserons notre exposé en trois parties :

- 1° La réforme agraire et son influence dans la production;
  - 2° Son résultat au point de vue social; et
  - 3° Son succès au point de vue national.
- 

## CHAPITRE PREMIER

---

### **La réforme agraire examinée au point de vue de la politique agraire.**

La réforme agraire a été de toute nécessité au sens économique pour plusieurs raisons. La plus importante est celle de l'augmentation de la production agricole. Après la guerre mondiale (1914 à 1918) qui a causé énormément de pertes humaines, la force productive et la capacité de travail ainsi que l'amour du travail ont diminué dans de fortes proportions. Par le fait même s'est présenté le problème suivant : de quelle façon il y aurait moyen d'augmenter la productivité nationale, — et on a cru en trouver la solution —. On a établi comme principe que la terre doit appartenir à celui qui la travaille. Dans ce cas-là, les agriculteurs ressentiront plus de volonté, plus d'intérêt pour le travail, ils mettront plus de peine et de soin, et le montant de la production augmentera par le fait même. En plus de cela ont été appliqués les principes de culture de la terre des économistes les plus renommés, qui ont déclaré que l'agriculteur doit être attaché à son travail et coopérer au produit du travail. Vendre la terre à celui qui la cultive à présent est le meilleur moyen d'augmenter la production.

Il est vrai que la production et les ressources de la terre peuvent être augmentées au moyen de machines industrielles et par une culture rationnelle de la terre, mais il faut tenir plusieurs choses en vue : cela était-il possible dans les circonstances d'alors? Y avait-il à ce moment-là en Voïvodine suffisamment de machines agricoles pour cultiver la terre; y avait-il assez d'hommes qui au-

raient pu manipuler ces instruments, et y avait-il encore d'autres facteurs nécessaires pour pouvoir intensifier la production de la terre tels que le crédit et bien d'autres ? A toutes ces questions nous devons répondre négativement et nous croyons que pour les circonstances existantes, le meilleur moyen était de donner la terre à celui qui la cultivait.

Ensuite la Voïvodine est une des régions les plus peuplées de la Yougoslavie. Il n'y avait pas de terre libre. Et la terre qui était libre n'était pas favorable à la culture, car elle était marécageuse et, en plus de cela, il n'y en avait pas suffisamment pour le nombre d'agriculteurs qui n'avaient pas de terre. En dehors de cela, cette terre, pour être fertile, a dû être asséchée. Pour tout cela il aurait fallu beaucoup de temps, et les circonstances étaient telles que la terre attribuée aux paysans qui n'en possédaient pas était humide. C'est pourquoi s'est présenté le problème : comment créer cette terre dont on avait besoin ? Ensuite une solution a été trouvée de la manière suivante : la terre des grands propriétaires, qui avait été expropriée et morcelée, serait attribuée aux intéressés du prolétariat agraire.

Est-ce une bonne solution que de morceler les grandes propriétés ?

On a longtemps discuté cette question au parlement. On s'est demandé s'il est nécessaire et conforme au sentiment démocratique que d'attaquer le bien d'autrui et l'employer au profit de l'intérêt général ? Est-il nécessaire, pour pouvoir solutionner la question de la réforme agraire, de morceler les grandes propriétés ? Cette discussion s'est tenue même en dehors du Parlement, de telle façon que la presse a été divisée en deux partis, et que la question de la réforme agraire en Voïvodine s'est bornée à savoir s'il est plus favorable et plus avantageux de cultiver la terre de grandes ou de petites propriétés.

D'un autre côté, il y a eu les grands propriétaires qui étaient opposés à la réforme agraire, prétendant que par celle-ci les faits économiques étaient négligés, alors que l'économie se trouve en étroits rapports avec les grandes propriétés. En plus de cela, ils ont déclaré qu'ils sont d'accord pour solutionner, par la réforme agraire, les rap-

ports féodaux, exproprier les latifundias qu'on pouvait morceler, mais ceci ne s'agissait pas naturellement de toutes les grandes propriétés.

« Il y en a, et cela dans la majorité, qui ont été acquises par un travail inlassable et par des économies considérables, et conservées exclusivement grâce à un travail intensif, culturel, rationnel et économique. Détruire et répartir de telles grandes propriétés, serait commettre une grande injustice envers nos meilleurs, nos plus dignes et nos plus actifs économistes. C'eût été démolir sans que ce soit nécessaire, la pierre fondamentale la plus certaine de l'ordre d'Etat, la relique de la propriété privée » (1).

Ensuite, en plus de différentes constatations, la meilleure preuve attestant les différences de production entre le travail rationnel des grands propriétaires et les petits, est comprise et prouvée dans le tableau, page 119.

Par ce tableau il ressort que la production sur une et même terre, et la façon d'exploitation est meilleure sur les grandes propriétés que sur les petites : pour le froment 69 p. 100, pour l'orge 88 p. 100, pour le maïs 65 pour 100, pour les betteraves 35 p. 100. Il est vrai que ces grandes propriétés se trouvent en Hongrie, mais en réalité, ainsi qu'ils le confirment, ils sont les mêmes pour nous, les ressources économiques en Voïvodine étant identiques (2).

De l'autre côté, il y avait les défenseurs de la petite propriété et de la réforme agraire. Ils ont prétendu que le moment est arrivé pour limiter la propriété privée. Ils ont dit que l'esprit des temps actuels ne permet pas l'existence de droit illimité à la propriété privée, et que cela se passera non seulement en Yougoslavie, mais également dans toutes les autres puissances civilisées. Ils ont toujours attesté que « la réforme agraire est le produit des luttes des grandes masses humaines, car ils arrivent à s'accaparer de leur terre par la destruction des grandes propriétés d'alors, des restes féodaux dissimulés des propriétés capitalistes. »

---

(1) (2) Jotsa Lalochevitch : « Memorandum sur la réforme agraire », pages 5 et 7.

| NOM DE LA<br>GRANDE PROPRIÉTÉ       | FROMENT (BLÉ) |          |               | ORGE |          |               | MAÏS |          |               | BETTERAVES |          |               |     |     |    |    |
|-------------------------------------|---------------|----------|---------------|------|----------|---------------|------|----------|---------------|------------|----------|---------------|-----|-----|----|----|
|                                     |               | Excédent | Excédent en % |      | Excédent | Excédent en % |      | Excédent | Excédent en % |            | Excédent | Excédent en % |     |     |    |    |
|                                     |               |          |               |      |          |               |      |          |               |            |          |               |     |     |    |    |
| Saberek à Turnus<br>1911 à 15 ..... | 11.03         | 6.63     | 4.40          | »    | 14.96    | 7.02          | 7.84 | »        | »             | »          | 180      | 131           | 49  | »   |    |    |
| Diosege 1911-1915.                  | 12.68         | 7.71     | 4.97          | »    | 13.80    | 8.57          | 5.23 | »        | »             | »          | 104      | 131           | 33  | »   |    |    |
| Mezehedjeck, 1911<br>à 1915 .....   | 12.34         | 7.32     | 5.02          | »    | 16.63    | 8.42          | 8.21 | »        | 19.76         | 11.75      | 8.01     | »             | 203 | 131 | 72 | »  |
| Nadjomboch, 1911<br>à 1915 .....    | 11.93         | 6.53     | 5.40          | »    | 12.56    | 6.21          | 6.35 | »        | 14.72         | 8.38       | 6.34     | »             | 168 | 131 | 57 | »  |
| Telek, 1912 à 1916                  | 11.51         | 6.53     | 4.98          | »    | 13.01    | 6.21          | 6.80 | »        | 13.82         | 8.38       | 5.44     | »             | 156 | 131 | 25 | »  |
| Beinkut, 1911 à<br>1915 .....       | 11.53         | 7.38     | 4.15          | »    | 13.23    | 8.37          | 4.86 | »        | 17.48         | 11.73      | 6.25     | »             | 190 | 131 | 59 | »  |
|                                     | 11.85         | 7.01     | 4.84          | 69   | 14.02    | 7.46          | 6.56 | 88       | 16            | 4          | 9.91     | 6.53          | 177 | 131 | 46 | 35 |

Même les économistes se sont partagés sur cette question de l'avantage de la grande ou de la petite propriété au cours des siècles. Ainsi les physiocrates et les anglois Anglais ont cru que la grande propriété mérite la préférence par rapport à la petite et la propriété moyenne au point de vue de l'application de la technique. Cette opinion est soutenue par les ressources économiques à ce moment et l'expérience d'alors, et surtout le degré élevé de l'économie en Angleterre, où la grande propriété était alors encore supérieure. Plus tard, Adam Smith et ses élèves, Jean B. Saye et de célèbres théoriciens ont représenté aussi bien la liberté économique que l'importance du petit domaine, et ils ont vanté cette chose surtout parce que cela procure un gros bénéfice brut économique, alors qu'il est possible que le bénéfice net soit inférieur à celui du bénéfice net de la grande propriété. Cette chose a été défendue par le fait que pour le petit propriétaire, qui, pour la plupart du temps, est lui-même consommateur de ses productions, attache la plus grande importance au bénéfice brut, ainsi qu'à l'économie nationale, car pour elle c'est surtout la plus grande productivité possible de la terre qui l'intéresse, et non pas pour le montant des différences existant entre les frais de production et les prix du marché de ces produits à bénéfices nets. D'autres ont ajouté comme avantages de la petite propriété qu'elle permet une plus grande colonisation, alors que la grande propriété, occupant une plus grande superficie de terre pour peu de propriétaires, provoque la décadence et la diminution de la population. Cette opinion règne également actuellement, avec la seule différence qu'on a pu constater que même le plus grand bénéfice brut n'est pas toujours le plus favorable à l'économie nationale. Au contraire, « la meilleure façon de gérer l'économie est celle par laquelle tous les intéressés dans leur gestion obtiennent la plus grande somme de revenus permanents, c'est-à-dire ceux qui touchent les plus grands revenus comme manipulateurs de leur domaine pour leur travail et le capital investi, ainsi que la main-d'œuvre étrangère et finalement le pays et la municipalité (contributions) (1).

---

(1) Evgen Filipovitch ; « La politique agraire », page 41.

Au point de vue de la supériorité absolue de la grande propriété dans l'économie, ce ne sont actuellement que les socialistes qui la soutiennent, et qui voudraient appliquer à la terre leur principe de théorie, basé d'après le développement industriel et municipal. Mais même dans leurs milieux, cette opinion n'a pas été adoptée pour la généralité. Car, pour les pourcentages d'opposition des grandes et des petites propriétés, on prend en dehors des facteurs économiques, également d'autres facteurs importants en considération. On prend en considération non de répartition, ainsi que la question de savoir quelle répartition est la meilleure par rapport aux intérêts de la production économique, à l'entretien de la population agricole et au développement le plus favorable de l'importance sociale et politique de l'une et de l'autre industrie et de l'agriculture.

L'importance économique de la grande propriété consiste en ce qui suit (2) :

1° Elle a moins de frais de régie (moins de bâtiments, moins de routes et de limites, un plus grand bénéfice de l'inventaire, plus d'usage des machines, une nourriture plus avantageuse pour les ouvriers que la petite propriété;

2° Elle exécute plus facilement les travaux d'amélioration (assèchement et autres) que les petites propriétés;

3° Elle se procure plus avantageusement tous ses besoins (les ustensiles, les machines, etc.), car elle achète en gros et lors de la vente elle se trouve également dans une meilleure position; elle exécute ses ventes sans intermédiaire et possède une meilleure vue sur les prix des marchés, ce dont la petite propriété ne peut profiter;

4° Lors de la vente en gros, le grand propriétaire peut profiter d'une réduction de grandes expéditions, c'est-à-dire qu'elle profite de tarifs spéciaux établis pour des transports élevés;

5° Elle possède une plus grande possibilité de manipuler ses produits et matières premières (tels que la fabrication de sucre, de bière, de farine, etc.), que la plupart des petites propriétés; et

6° Le crédit est facile à obtenir et plus avantageux pour

---

(2) D<sup>r</sup> Mirko Košitch: « Les bases de la politique économique » pages 228 à 248.

la grande que pour la petite propriété.

Mais cette possibilité supérieure de la grande propriété en réalité est très limitée, étant donné que les suppositions susmentionnées ne sont pas toujours exécutées envers toutes les grandes propriétés. Par exemple, chaque grand propriétaire ne possède pas toujours suffisamment de capital pour cultiver intensivement; ou bien il se présente des cas où le propriétaire n'est pas suffisamment cultivé au point de vue économique pour pouvoir se charger de tous les devoirs nécessaires à la culture nationale d'une grande propriété. Souvent les goûts du propriétaire ne permettent pas la culture d'après les suppositions; car, au lieu de recevoir des bénéfices nets de cette terre, il préfère faire de celle-ci des jardins, des parcs et des terrains de chasse et similaires. De cela il provient que beaucoup de grands domaines sont inférieurs, non seulement pour ce qui a été prévu au point de vue technique comme possible, mais même en dessous de l'économie rurale (petite propriété). De même il ne faut pas oublier que les grandes propriétés ont des défauts qui sont en rapport avec l'organisation de la culture, tels que certains de leurs avantages ne sont pas tellement importants qu'ils en ont l'air, et que même ces avantages peuvent partiellement être compensés. Ainsi la grande propriété doit supporter de plus grands frais de surveillance, et est obligée de travailler à l'aide de main-d'œuvre étrangère, qui, toujours, donne moins de résultats et est également beaucoup plus chère que si le travail provient du propriétaire lui-même. Les avantages des machines agricoles pour l'agriculture ne sont pas aussi grands que dans l'industrie. Quand, par exemple, la tempête et la pluie abattent le blé, on peut difficilement employer des machines pour remédier aux dégâts causés. Ensuite, leur manipulation dépend beaucoup du genre de terre. En dehors de cela, elles ne peuvent toujours être employées que pour un laps de temps très réduit, et c'est pourquoi l'économie est très minime.

Pourtant, certains spécialistes envisagent une application plus intensive des forces motrices dans les travaux d'agriculture en vue de diminuer les frais. Mais cette

économie ne doit pas être limitée à de grandes propriétés. Là où des machines peuvent être employées avec intérêt, les coopératives peuvent en faire usage dans les petits domaines. Ensuite, dans les grandes propriétés, on ne peut pas exécuter de grandes améliorations, alors que sur les petites la chose est possible si celles-ci se joignent aux coopératives. C'est pour cela que nous pouvons dire que les coopératives sont de bonnes institutions, pour assurer au petit domaine un avantage sur le grand domaine.

Les raisons suivantes sont positivement au profit des domaines petits et moyens :

1° Chacun cultive bien mieux sa propre terre que celle d'autrui;

2° Certains travaux peuvent être exécutés sur la petite propriété au moment le plus favorable, car le petit propriétaire, en proportion de sa terre, possède dans sa famille plus de main-d'œuvre à sa disposition que n'en possède le grand domaine;

3° Sur la petite propriété, il y a moyen d'exécuter des travaux qui, sur les grandes propriétés, sont tout à fait impossibles, comme par exemple l'extermination d'insectes nuisibles;

4° La petite propriété a, lors de la moisson, beaucoup moins de perte que la grande propriété, car on peut bien plus vite profiter du moment propice;

5° La petite propriété dispose de plus d'engrais, étant donné qu'elle tient plus de bétail par rapport à la superficie de sa terre;

6° Le petit propriétaire peut choisir de meilleures semences, étant donné qu'il le fait lui-même, alors que le grand propriétaire ne peut pas s'occuper de tous ces détails.

Si l'on considère le sens de la production agricole, on remarquera qu'actuellement, en général, la grande propriété prend une supériorité absolue sur la petite propriété dans la production de blé et de fourrage pour la nourriture du bétail, dans l'élevage de bétail de race, dans l'élevage de moutons et dans la production de pommes de terre. Mais, par contre, la petite propriété se distingue dans la production des fruits et des légumes, dans l'éle-

vage de volaille et en général de tous les animaux domestiques.

Considérant parallèlement l'avantage de la grande et de la petite propriété au point de vue de leur situation géographique et économique en Voïvodine, nous pouvons dire que :

— Le premier avantage, considéré au point de vue économique, c'est-à-dire en ce qui concerne la production agricole pour l'exportation sur les marchés intérieurs et étrangers, c'est la grande propriété qui l'emporte;

— Le second, considéré au point de vue social et jusqu'à un certain point également économique, c'est la petite propriété qui tient la première place. Et voici pour quelles raisons. Les types des petits domaines sont des propriétés rurales, dont les propriétaires sont des paysans. Si nous nous demandons quelle est l'importance de la population rurale pour un pays, nous obtenons la réponse suivante : que la population paysanne, grâce à sa majorité de force physique, à ses coutumes d'une vie simple et avec sa fidélité persévérante en ce qui existe, est à la base de la force militaire ainsi que l'augmentation de la population. Elle représente l'élément conservatif de la politique, contre-balançant les tendances de la population des villes.

C'est à cause de cela que nous sommes pour le progrès des petites propriétés et des moyennes qui, relativement, nourrissent un plus grand nombre d'habitants et, par le fait même, présente dans l'organisation politique plus de fermeté et de sécurité. Mais si nous sommes pour le progrès des petites propriétés et des moyennes, nous sommes également pour un certain nombre de grandes propriétés, car l'alliance des deux produira toujours de bons avantages.

### *1. — Comment a été exécutée la répartition de la terre.*

Nous en sommes donc venus à la conclusion qu'il est indispensable d'exproprier les grandes propriétés; toutefois, on pouvait maintenir un certain nombre, en regard au commerce extérieur de la Yougoslavie. Il reste seule-

ment une seule question, à savoir ce qui doit être considéré comme grande propriété. Quel doit être le maximum de la grande propriété ? Le législateur a accordé aux propriétaires des grands domaines un maximum de 521 arpents de terre cultivée, ou 860 arpents de terre en général (§ 2, alinéa 6 de la loi sur la liquidation de la réforme agraire pour les grandes propriétés) et a également accordé la possibilité d'un supermaximum (§ 15 de la même loi) pour des cas particuliers ainsi que lorsque l'industrie agricole y trouve un avantage ou lorsqu'elle présente une utilité pour l'élevage du bétail, la culture de semences, pour les pépinières, vergers, vignobles et autres. Cela a donné le résultat que nous avons actuellement des grandes propriétés qui en majorité ont dépassé le maximum déterminé. Nous avons ainsi des grands domaines qui n'ont ni 521 arpents de terre cultivée, ni 869 arpents de terre en général, mais par contre, il y en a qui représentent plusieurs milliers d'arpents, tels que ceux de Dundjerski Gédéon qui a gardé 4.522 arpents et 1.226 toises, de 8.426 arpents 767 toises qu'il possédait; Dundjerski Djoka 4.351 arpents et 734 toises de 4.816 arpents 647 toises; Kotek Rodolphe, 13.924 arpents et 362 toises de 27.879 arpents et 410 toises. Selenji Marie 6.187 arpents et 107 toises de 10.499 arpents et 991 toises et encore bien d'autres. M. Mija Mirkovitch, dans son article « Les problèmes agraires en Voïvodine », donne les chiffres statistiques suivants au point de vue des grandes propriétés : 2.020 propriétés qui possèdent chacune 2.500 hectares et plus, et 3.290 propriétés qui possèdent 500 hectares et plus (1).

Il est vrai que ces données diffèrent des données officielles de 1931, qui parlent de la structure agricole de la Yougoslavie, et où, pour la Banovine du Danube (dans laquelle la Voïvodine est comprise actuellement), il est dit que des grandes propriétés de plus de 500 hectares, il y en a en tout 52 et de celles entre 200 et 500 hectares, 147 (2). Afin de pouvoir mieux exposer ceci, nous pren-

---

(1) Mija Mirkovitch : « Les problèmes agraires en Voïvodine », Ekonomist Zagreb.

(2) Dragomir Kositch : « La structure agricole de la Yougoslavie », « Polotika » du 20 février 1938.

drons la structure agricole entière de la Banovine du Danube d'après les domaines.

*Montant total des domaines de la Banovine du Danube, leur répartition en hectares et la superficie qu'ils occupent de certaines catégories de domaines.*

| Grands domaines<br>en hectares | Nombre de<br>domaines | Superficie de terre<br>en hectares |
|--------------------------------|-----------------------|------------------------------------|
| de 0,01 à 0,50                 | 25.992                | 6.221                              |
| 0,50 1,00                      | 27.561                | 20.349                             |
| 1 2                            | 53.347                | 79.443                             |
| 2 2                            | 104.015               | 352.498                            |
| 5 10                           | 71.545                | 503.842                            |
| 10 20                          | 38.172                | 523.174                            |
| 20 50                          | 43.821                | 391.204                            |
| 50 100                         | 1.560                 | 107.446                            |
| 100 200                        | 316                   | 41.993                             |
| 200 500                        | 147                   | 44.464                             |
| au-delà de 500                 | 52                    | 72.364                             |
| Total                          | 336.613               | 2 143.039                          |

Notre impression, c'est que le maximum, au moins pour la Voïvodine, aurait pu être inférieur, et surtout d'avoir laissé une aussi grande superficie de terre dans les conditions de supermaximum n'est pas à approuver. Car si seulement nous prenons la proportion du maximum avec celle des habitants de Voïvodine, nous verrons qu'elle ne répond aucunement aux besoins de la réforme agraire dans cette région. On aurait dû tenir compte, lors de la fixation du maximum, en dehors de la fertilité de la terre, également de la culture qui s'établit sur cette terre, ainsi que de la proportion qu'il faut garder entre le nombre d'habitants et la superficie de terre répartie. On aurait dû prendre en considération également que déjà avant la guerre mondiale il se faisait sentir en Voïvodine le besoin d'émigration et que ce fait existe encore aujourd'hui même. Ensuite, au point de vue national, il faut créer la plus grande superficie possible en vue de la colonisation intérieure. Si l'on avait prévu tout cela, il ne se serait pas produit le fait qu'il y a toujours 10.000 volontaires pour lesquels on ne peut pas trouver de terre

libre, et pour lesquels, ainsi que le dit M. Stankovitch, ministre de l'Agriculture, dans son exposé de cette année, il faudra que l'Etat paie une somme d'argent au comptant (en obligations de la Banque Agraire). M. Milan Ivchitch dans son livre « Les problèmes agraires en Yougoslavie » nous a très bien fait voir combien l'on aurait encore pu répartir de terre si l'on avait diminué le maximum. D'après son calcul, si l'on avait pris comme maximum 200 hectares ou 346 arpents, on aurait obtenu seulement en Batchka et en Banat 30.432 arpents de terre en plus pour la colonisation, alors que si l'on avait pris comme maximum 100 hectares (173 arpents), on aurait obtenu dans ces mêmes provinces 87.557 arpents, ou bien si l'on avait pris comme maximum 57 hectares (100 arpents) on aurait obtenu pour la colonisation 150.000 arpents de terre arable.

Combien aurait-on pu établir de familles d'intéressés agraires sur une superficie de 150.000 arpents ? Comptons immédiatement 10.000 familles de volontaires pour lesquels, ainsi que nous l'a dit M. Stankovitch, ministre de l'Agriculture, dans son exposé, cité au Parlement de 1938, on n'a pas pu trouver de terre disponible. Si ceux-ci avaient pu obtenir proportionnellement 8 arpents de terre, et la même superficie pour les autres volontaires restants, il resterait encore 70.000 arpents de terre arable. Supposons que ce solde de terre soit réparti entre les « colons proprement dits » qui ont reçu proportionnellement 6 arpents, ou bien qu'ils soient répartis entre les intéressés locaux qui n'ont obtenu que 2 arpents. Quel résultat aurait-on obtenu ? Il y aurait eu plus d'immigrés des contrées passives, environ 11.500 familles de « colons proprement dits » ou bien 35.000 familles d'intéressés locaux qui n'ont pas possédé de terre ou, dans le cas où ils en avaient, n'en auraient pas possédé en quantité suffisante.

Alors que le maximum des grandes propriétés est trop élevé, les petites propriétés, créées grâce à la réforme agraire, sont au contraire tellement minimes que devant de grandes difficultés économiques et en cas de mauvaises récoltes, elles devraient succomber et se ruiner.

La réforme agraire a eu comme devoir de maintenir les domaines existants et d'en créer de petits. Qu'a-t-elle produit comme résultat ? 75.831 familles sont restées sans terre, ainsi que nous le dit M. Mirkovitch dans l'article que nous avons rappelé plus haut (nous faisons usage de ces données, car nous ne sommes pas parvenu à les obtenir du ministère de l'Agriculture). De ceux qui ont obtenu de la terre, ou parmi ceux qui avaient déjà cette terre précédemment, il y avait : 26.992 propriétés jusqu'à un demi-hectare, 27.561 d'un demi-hectare jusqu'à 1 hectare, 53.397 d'un à deux hectares, 104.015 de deux à trois hectares, ou en tout 210.909 petites propriétés rurales.

Que nous prouve ce résultat ? Nous montre-t-il que cette situation restera telle qu'elle est, ou sera-t-elle améliorée ou empirée ? Pour nous permettre de répondre à cette question, il nous faut expliquer l'influence d'une telle propriété dans la production agricole.

En prenant en considération les circonstances actuelles en Voïvodine, nous pouvons départager les propriétés en quatre catégories, d'après leur grandeur et d'après leur culture.

1° La grande propriété qui dispose de machines agricoles et d'attelage de bétail, qui emploie la main-d'œuvre de fermage et qui produit pour les marchés extérieurs et intérieurs;

2° La propriété moyenne, qui n'emploie la main-d'œuvre de fermage que pour une certaine partie de ses travaux de culture, qui dispose d'attelage de bétail, et qui, pour la plupart du temps, ne produit que pour ses propres besoins;

3° La troisième catégorie de propriétés représente celles qui viennent entre les moyennes et les petites propriétés et qui sont les plus nombreuses. Elles sont, d'après leur petits propriétaires, une autre fois plus près de ces paysans qui peuvent se nourrir et subsister sur leur propriété;

4° Enfin la quatrième catégorie est celle des petites propriétés qui comprennent toutes les propriétés entre un demi-hectare à deux hectares. Ces propriétaires ne peuvent même pas, pendant les années les plus

fertiles, produire le blé qu'il leur faut pour nourrir et entretenir leur famille. Pour ces paysans et leur famille, une telle petite propriété n'est qu'un simple refuge, un toit de misère et de la nourriture que pour une certaine partie de l'année. Ces propriétés sont plutôt des terrains de dépenses que de production.

Les possesseurs de ces propriétés achètent la majeure partie de la moisson et, pour pouvoir acheter ce qu'il leur faut, ils sont obligés de chercher du travail en dehors de leur propriété, soit comme ouvriers agriculteurs, soit comme ouvriers de bâtiment ou industriels.

D'après les catégories susmentionnées, ces petites propriétés appartiennent à la troisième et la quatrième catégorie (106.884 propriétés). Nous avons relaté, de plus, quelle est leur influence économique nationale.

L'avenir de ces petites propriétés, surtout de celles qui ont jusqu'à deux hectares, et qui représentent presque le tiers des propriétés en Voïvodine, est très incertain. Il suffit d'un petit dérangement économique pour qu'elles soient condamnées à la ruine. Par le fait même, notre devoir futur n'est pas précisément de contribuer au développement du secteur capitaliste dans l'agriculture, mais de nous occuper de notre paysan ouvrier, et surtout des innombrables petites propriétés rurales. Comment aider et soutenir les petites propriétés ? Nous le détaillerons dans le chapitre suivant : « La Réforme agraire et le règlement social ».

## 2. — *L'influence de la Réforme Agraire sur la production agricole.*

Les plus graves plaintes qui ont été dirigées contre la réforme agraire en général sont de nature économique. Tous les antagonistes de la réforme agraire, parmi lesquels se sont trouvés quelques représentants de l'art économique, ont dit que, par l'expropriation et le morcellement des grandes propriétés, on diminuera la production et anéantira l'industrie agricole actuelle. C'est ainsi que M. Dragoljub Jovanovitch, dans son livre « La Politique agraire », page 285, nous dit que d'après les renseignements de la Chambre de Commerce de Novi-Sad, la

production est tombée de 20 p. 100, et d'après les renseignements obtenus de l' « Association des bans de la Voïvodine » le déficit annuel rien que pour la Voïvodine s'élève à 700 millions de dinars.

D'après les calculs du profesesur O. Frangech, que M. Holman nous communique, la production en tonnage s'est élevée pour toute la Yougoslavie à :

| ANNÉE      | FROMENT   |                    | ORGE    |                    | MAIS      |                    |
|------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|-----------|--------------------|
|            |           | Produits en tonnes |         | Produits en tonnes |           | Produits en tonnes |
| 1913       | 1 765.933 | 21.002             | 569.953 | 5.899.000          | 1.953.400 | 36.600             |
| 1920. 1926 | 1.629.000 | 15.870             | 385 000 | 3.112.000          | 1.987.000 | 28.390             |
| Baisse     | 136.938   | 5 232              | 184 953 | 2.787.000          | + 33.600  | 8.218              |

D'après ces données de M. Holman, nous voyons que l'exportation de froment en Yougoslavie a dépassé de 1.745.000 tonnes l'exportation de l'ancien Royaume de Serbie, dont l'exportation annuelle pour les années de 1909 à 1913 s'est élevée à 1.020.800 tonnes.

Pour le maïs, au contraire, l'exportation d'après-guerre a dépassé de 2,5 millions en 1924 et de 5,2 millions en 1921 celle de la Serbie, qui s'élevait pour les années de 1909 à 1913 à 1,07 million de tonnes.

Que nous prouve ceci ? Que la production a réellement baissé après la réforme agraire. Mais l'autre prévision des antagonistes de la réforme agraire ne s'est pas réalisée. Les plantes industrielles ont continué à être exploitées, et non pas dans la même mesure, mais dans de plus grandes proportions qu'auparavant. Le chanvre, la betterave, le houblon, — tout cela le petit laboureur l'a travaillé avec satisfaction, stimulé par la valeur marchande de ces produits, et en a tellement augmenté la production, que pour tous ces articles les prix ont terriblement augmenté. Particulièrement pour la production de la

betterave, les petites et moyennes propriétés ont prouvé qu'elles sont plus capables que les grandes propriétés qui, avant la guerre avaient eu pour la plupart le monopole de ces produits : en 1913 il a été produit 6.000 wagons de sucre, et en 1924 12.000 wagons, dont la plus grande partie a été expédiée par les petites et moyennes propriétés aux différentes sucreries.

Il en est de même pour l'industrie de la quenouille, dont les savants ont également prévu la ruine : non seulement notre industrie ne s'est pas ruinée, à cause du morcellement des grandes propriétés, mais la Yougoslavie a même exporté en 1920 environ 505 wagons, en 1921, 1.120, et jusqu'en 1930 l'exportation s'est élevée à 2.000 wagons. L'on doit pourtant mettre en évidence que ce sont les petites propriétés nationales qui ont prouvé ces résultats dans la production de ces produits, qu'ils aient été intéressés agraires ou non, alors que les colons ont été, et sont encore toujours, incapables pour la culture lourde.

La cause n'en est pas dans la dimension de la propriété, mais bien dans le manque de tradition et d'habitude, et encore plus dans la pénurie de bétail et de capital.

De même qu'on a pu constater une baisse dans certaines branches, on a pu remarquer une diminution de bétail tant au point de vue de la quantité qu'au point de vue de la qualité.

Ci-dessous, la situation telle qu'elle se présentait en chiffres (1) :

| SORTE<br>LE BÉTAIL | 1914       | 1921      | 1927      | 1921-1927<br>Fluctuations en<br>% |
|--------------------|------------|-----------|-----------|-----------------------------------|
| Bêtes à cornes     | 6.276.200  | 4.960.400 | 3 729.300 | — 24.89                           |
| Chevaux . .        | 1.550.800  | 1.069.300 | 1 120.300 | + 4.55                            |
| Porcs . . .        | 5.233.900  | 3.373.000 | 2.769 800 | — 47.88                           |
| Agneaux . .        | 11 570.300 | 7.011.200 | 7.735.900 | + 9.37                            |

(1) Données de M. Holman : « Le règlement agraire et l'Agriculture en Yougoslavie », Renseignements sur l'agriculture, cahier spécial 1930-1931 (Berlin).

La baisse notable de toutes les sortes de bétail depuis l'année 1914 est très compréhensible. C'est là un héritage de la guerre mondiale qui, particulièrement dans ces contrées, a laissé de grandes terres incultes. Mais les causes de la baisse en 1921 et les années suivantes doivent être recherchées dans la réforme agraire.

Durant les années de 1921 à 1927 on remarque une certaine augmentation de peu d'importance :

— De chevaux, 4,55 p. 100 en plus,

— Et de moutons, 9,37 p. 100 en plus.

Ce fait s'explique de la façon suivante :

1° Pour les chevaux, à cause des grands besoins de l'armée;

2° Pour les moutons, à cause des vides causés par la guerre, car, même en 1927, le nombre d'avant-guerre n'était pas atteint. Par contre, pour la même période, le nombre de bêtes à cornes (— 24,89 p. 100) et le nombre de porcs (— 17,88 p. 100) a baissé.

A côté d'une diminution du bétail au point de vue quantité, il faut également noter une baisse dans la qualité. Ce fait se rencontre surtout dans la fluctuation des prix du bétail, dont nous donnons ci-dessous les données d'après M. O. Frangech, qui sont les suivantes :

1° En 1923, on a exporté 32.907 chevaux, ce qui représente une valeur de 122,4 millions, soit 3.660 dinars pièce; en 1927, on a exporté 40.705 chevaux, pour une valeur de 90.400.000 dinars, soit 2.200 dinars pièce. La diminution en valeur pour cette période est de 1.400 dinars, ou 39 p. 100.

2° En 1923 on a exporté 206.513 bêtes à cornes, pour un montant de 846.000.000 de dinars, soit 4.000 dinars pièce; en 1927, on en a exporté 151.078, pour une valeur de 368.200.000 dinars, soit 2.400 dinars pièce. La valeur à la pièce a baissé de 1.600 dinars ou 40 p. 100 (1).

Il a été dit que les causes de tels résultats doivent être trouvés dans la réforme agraire; en d'autres termes, dans

---

(1) Nous attirons l'attention sur le fait que ces données ont été établies pour toute la Yougoslavie, que nous avons employées, manquant de données uniquement pour la Voïvodine.

l'exécution de la réforme agraire, et non pas dans ses principes. Sans aucun doute, il est vrai que les grandes propriétés d'avant-guerre ont été labourées plus intensivement, avec du meilleur matériel qu'après la guerre, ainsi morcelées entre les intéressés agraires. Il est vrai également que les rapports d'avant-guerre ont été plus importants que ceux d'après-guerre, mais cela n'est pas à cause des principes de la réforme agraire sur le morcellement des grands domaines. La cause est située dans la « Situation provisoire » de la réforme agraire, qui a duré de 1919 à 1931.

Si le législateur avait promulgué une législation définitive immédiatement au début de la réforme agraire, et non pas après douze années, ainsi qu'il en a été, le succès de la réforme agraire aurait été tout autre et, par le fait même, le produit de la terre pour laquelle a été exécutée la réforme agraire. Et voici pourquoi.

La conséquence du retard apporté à la promulgation des lois définitives a été une incertitude du droit de propriété tant pour les propriétaires des grands domaines que pour les intéressés agraires. Par le fait que le maximum de superficie pour les grandes propriétés n'a pas été déterminé, le grand propriétaire n'a pas été certain de la quantité de terre qu'il lui restera, et dont il pourra disposer librement et cultiver le plus rationnellement d'après ses désirs. Cette conséquence a causé le fait qu'une grande superficie de terre arable est restée non cultivée, ce qui a naturellement eu une certaine influence sur la productivité et le produit de cette terre et également ce qui a naturellement produit une certaine influence sur la productivité et le produit de cette terre et également sur l'économie nationale. Le même cas s'est présenté avec les terres qui ont été expropriées, morcelées et ainsi réparties aux différents intéressés agraires. Il ne leur a pas été donné de terre comme propriété, mais sous fermage provisoire, ce qui a, pour les mêmes raisons, produit le fait que ces terres ont été très mal cultivées et, dans certains cas, elles n'ont pas été travaillées du tout. Et si l'on tient compte qu'une telle situation a duré douze années, il est bien compréhensible qu'elle a dû influencer la

production, car on laboure différemment sa propre terre que celle dont le droit de propriété est incertain.

Comme seconde raison, il faut envisager le fait que le morcellement des grandes propriétés s'est fait brusquement et subitement. Il est vrai que dans les circonstances du mouvement révolutionnaire il n'a pu être fait autrement, mais sans aucun doute on a exagéré en ceci, c'est qu'on a attiré l'attention sur le facteur critique au point de vue social et non au point de vue économique. Plus tard, le facteur social a été la raison principale pour justifier le mauvais côté du travail fait, lors de l'exécution de la réforme agraire. Ensuite la terre a été répartie d'après les besoins politiques des partis, et, dans les meilleurs cas, d'après les besoins nationaux. Quant à la capacité des intéressés agraires de pouvoir travailler et créer des domaines économiques solides, on n'a jamais attiré la moindre attention. Pour cela il aurait fallu tout d'abord instruire les nouveaux propriétaires, et surtout les nouveaux petits propriétaires, d'autant plus que dans ces contrées d'avenir les idées de théorie peuvent être menées dans le travail même immédiatement.

Ensuite, le morcellement et la répartition ont été subordonnés à des changements continuels, ce qu'a très bien démontré M. le docteur Jovanovitch, qui dit que c'est principalement parce que ce travail a été confié à une institution politique, à un ministère, qui dépend des circonstances du moment, d'influences de partis, etc. A notre point de vue, ce travail aurait dû être confié à une institution impartiale, dont le personnel aurait pu travailler jusqu'à l'achèvement de la réforme agraire. Un tel organisme aurait mené le travail avec plus de méthode, coordonné le travail de toutes les compétences dans une seule province, choisi et préparé un personnel spécialisé, et aurait élaboré une loi parfaite.

Ce sont là les raisons principales, parmi bien d'autres encore de moindre importance, qui sont la cause de ce que la réforme agraire, au point de vue économique, a produit de tels résultats,

## CHAPITRE II

---

### La Réforme agraire et l'organisation sociale.

La réforme agraire en Voïvodine, ainsi qu'en Yougoslavie, a plutôt eu un but social et national, qu'économique. Les raisons d'une telle décision sont localisées dans les circonstances établies au moment des débuts de la réforme agraire.

. — *Les raisons et la législation de la Réforme Agraire examinées au point de vue social.*

Le Royaume de Yougoslavie a été créé par l'union de l'ancienne Serbie et des provinces qui avaient été antérieurement sous la domination austro-hongroise. Parmi celles-ci s'est trouvée la Voïvodine. Les rapports agraires qui ont existé alors en Serbie et dans les contrées de la Voïvodine ont été différents. La Serbie représentait un pays où, par un partage proportionnel, a été conditionné un démocratisme d'état et social. Dans les nouvelles contrées de la Voïvodine, la répartition inégale de la terre a dépendu de l'autorité étrangère et, précisément pour cette raison, on a dû le plus vite possible profiter de cette occasion et de la façon la plus radicale.

Cette répartition inégale de la terre est une des raisons sociales principales pour lesquelles il fallait au plus tôt commencer la réforme agraire. On peut d'autant mieux s'en rendre compte d'après les données citées plus haut, ainsi que par celles de G. Jacha Tomitch pour les rapports entre les propriétaires des contrées suivantes de Batchka (1).

« *Sombor* ». — Nombre d'agriculteurs : 4.773, dont 873 ne possédant pas de terre. De 0 à 1 arpent : 883. De 1 à 2 arpents : 474. Donc la plus grosse partie de ces

---

(1) Chambre du travail pour la Voïvodine et Novi-Sad : « Les rapports économiques et sociaux en Voïvodine ». 1928. Novi-Sad, pages 12 et 13.

agriculteurs possédaient jusqu'à 2 arpents. De 2 à 5 arpents : 649. Tous ceux-ci sont encore trop faibles pour pouvoir vivre et se développer. Ceux qui possèdent une maison sont au nombre de 3.337. Ceux qui n'en ont pas 1.436.

« *Subotica* ». — Le nombre total des agriculteurs s'élève à 20.309. 13.127 ne possèdent pas de terre. 1.838 possèdent de 0 à 1 arpent. De 1 à 2 arpents, 1.253. Donc la plus grosse partie de ces cultivateurs : 16.000 sur 20.000, n'ont pas de terre ou s'ils en possèdent, elle représente moins de deux arpents. 9.026 possèdent leur maison. 11.283 habitent sous fermage.

La situation approximative des circonstances avait existé dans toutes les contrées de la Voïvodine, ce qui peut se conclure d'autant mieux par les données de la Chambre du Travail pour la Voïvodine. Sur 1.352.844 habitants, en 1900, 899.641 personnes ont vécu d'agriculture. Parmi ceux-ci, 423.512 ont cultivé la terre des étrangers comme « napolitchars », fermiers, domestiques, ouvriers agricoles et autres. Parmi ceux-ci, la majorité n'a pas obtenu de terre (317.043).

Et si l'on tient compte que cette majorité, qui n'a pas eu de terre, a été des Slovènes, auxquels auparavant les seigneurs ont, pour ainsi dire, enlevé leur terre de force, en faisant usage de tous les moyens mis à leur disposition, on pourra alors comprendre l'anarchie qui existait dans ces régions après la chute de l'Autriche-Hongrie. Cette situation a trouvé une justification auprès du peuple, pour la bonne raison qu'il a considéré que les terres qui appartiennent aux grandes propriétés ont été enlevées à leurs ancêtres d'une façon déloyale et qu'après l'affranchissement de l'esclavage étranger, il faut qu'on les délivre également de leur joug social et politique.

C'est ce qui a provoqué l'expropriation des grandes propriétés, tout d'abord de la superficie totale, et, plus tard, seulement comme délimitation de leur étendue. On a voulu secourir ainsi le petit propriétaire et le prolétariat agraire, c'est-à-dire le paysan qui n'a pas de terre; on a également voulu diminuer les différences sociales

qui existaient entre les riches et les pauvres. Ensuite, on a également voulu donner la terre à celui qui la cultive. Si nous considérons ce que l'on a voulu exécuter, et si nous examinons la réforme agraire à ce point de vue, nous pouvons alors dire qu'elle aurait dû produire ce qui a été l'idéal de milliers de personnes, c'est-à-dire ceux dont la majorité comprend les paysans pauvres. Mais tout autre est la théorie et tout autre s'est présentée la situation lors de l'exécution de la réforme agraire.

Nous ne citerons que quelques faits, en rapport avec ce que nous venons de confirmer.

Dans le paragraphe 9 des « dispositions préliminaires » il est dit que toutes les grandes propriétés seront expropriées, morcelées et ainsi réparties aux intéressés agraires. La même chose est confirmée dans la loi sur la liquidation de la réforme agraire du 19 juin 1931. Cependant, lors de l'application des prescriptions légales, on a agi tout autrement. Il s'est présenté le cas où certaines grandes propriétés, qui ont eu une superficie de quelques milliers d'arpents, sont restées pour ainsi dire intactes. Il en a été ainsi, par exemple, de la propriété de M. Djoke Dundjerski qui, avant la réforme agraire, avait 4.816 arpents et 647 toises; seulement 155 arpents et 1.220 toises ont été expropriées, lui laissant encore 4.351 arpents et 734 toises (1). En dehors de ce cas, il s'en est présenté bien d'autres, où il a également été laissé au grand propriétaire une énorme superficie, en égard au supermaximum, et qui aurait pour plusieurs contribué à l'amélioration de la situation des rapports sociaux en Voïvodine et par le fait même influencé la consolidation des rapports sociaux. On aurait obtenu une solidarité sociale entre les classes, et le dévouement des petits propriétaires à l'Etat, dont l'existence du pays dépendit à plusieurs reprises.

Et si l'on n'avait pas agi de cette façon, mais d'après ce qui avait été prescrit par la loi, d'exproprier et de répartir ces domaines, combien de familles d'intéressés n'auraient pu profiter de la réforme agraire ? C'est ce qu'on

---

(1) Données officielles du ministère de l'Agriculture.

verra le mieux par l'exemple que nous citons ci-dessous.

La propriété du comte Tchekonjitch, en Banat, pour ainsi dire le plus grand bien privé existant, avant la réforme agraire d'une superficie de 32.084 arpents, formant : 27.411 arpents de terre arable, 40 arpents de jardins, 68 arpents de prairies, 1.719 arpents de pâtures, 789 arpents de forêts, et 1.444 arpents d'autres terres. Après la réforme agraire, les volontaires de guerre en ont obtenu 9.507 arpents de terre arable, et 800 arpents de terre non cultivée, les colons 6.958 arpents de terre arable et 800 arpents de terre non cultivée, les intéressés agraires locaux 6.875 arpents de terre arable et 803 arpents de terre non labourée. Il a été exproprié 1.868 arpents pour les bâtiments, pour les routes et le bien public; on a gardé 1.275 arpents et, pour le pâturage, 1.877 arpents. Le reste a été laissé au propriétaire. En dehors de cette propriété, on a également celle de M. Alexandre Tchekonjitch, qui possédait 2.756 arpents, dont 2.615 arpents de champs labourés, et 141 arpents de terres ordinaires. De cette superficie on a réparti : 974 arpents de terre arable aux volontaires de guerre et 21 arpents de terres non labourées, 856 arpents de terres arables et 21 arpents de terres non cultivées et 224 arpents aux intéressés agraires locaux, et le solde laissé au propriétaire.

Nombre de familles qui ont obtenu de la terre de ces propriétés :

|                             |       |
|-----------------------------|-------|
| Volontaires . . . . .       | 1.421 |
| Colons . . . . .            | 1.123 |
| Intéressés locaux . . . . . | 1.672 |
| <hr/>                       |       |
| Total . . . . .             | 4.216 |

A ce même nombre de familles on a réparti 2.798 terrains à bâtir, et 2.327 maisons ont été construites (1). Si nous admettons cinq membres pour chaque famille, cela fait 21.080 personnes qui ont pu se rendre compte des conséquences de la réforme agraire rien que sur ces

---

(1) Données de M. Slavko Chetcherof ; « De notre politique agraire », page 104.

propriétés; qu'aurait-on pu obtenir si l'on avait agi de la même façon sur tous les autres domaines ? Nous pensons qu'il n'y en aurait pas eu rien qu'en Voïvodine 75.831 familles sans terre, en plus de tant d'autres familles qui n'ont pas eu de terre arable dans d'autres contrées.

Dans le même paragraphe 9 des « dispositions préliminaires », il est dit qu'on donnera à tous les citoyens du Royaume de Serbie, de la Croatie et de la Slovénie (Yougoslavie actuelle) qui s'occupent de la culture de la terre, et qui ne possèdent pas de terre ou, s'ils n'en possèdent qu'une quantité insuffisante, autant de terre qu'il leur faudra pour pouvoir la cultiver eux-mêmes et leur famille.

Par contre, dans le paragraphe 19, point b), il est dit que la terre sera expropriée au profit des familles d'agriculteurs qui n'ont pas de terre du tout ou à ceux qui possèdent moins de 10 arpents de terre arable.

C'est-à-dire, de telle façon que pas une seule famille ne peut obtenir plus de la superficie, que celle qu'elle aurait pu avoir ensemble avec le seigneur, exception faite pour les familles ayant plus de dix membres. Dans ce cas, elle ne peut pas obtenir plus de superficie totale — en y comprenant la terre labourée pour le propriétaire — que celle représentant 1 arpent par membre.

Donc d'après les « dispositions préliminaires », on a voulu répartir la terre aux agriculteurs d'après leur capacité, alors que d'après la loi sur la liquidation de la réforme agraire, le partage a été limité. Il est très compréhensible de saisir pour quelle raison on a passé au partage limité. On a vu que la superficie de terre expropriée en rapport avec le nombre des intéressés agraires était insuffisante. Mais on a oublié une chose, c'est qu'au point de vue de la capacité, toutes les familles ne sont pas les mêmes, et on aurait dû prendre en considération, lors de la répartition, de la capacité de chacun des intéressés quant à la culture de la terre. Il vaut mieux répartir la terre à un nombre inférieur d'intéressés agraires capables de labourer la terre et avoir des domaines soli-

des, tant au point de vue économique qu'à tout autre point de vue, plutôt que, dans le cas contraire, provoquer dans le plus bref délai la ruine de tout travail exécuté. Afin de pouvoir créer de la terre libre pour la répartition, il existe d'autres moyens, sans nuire aux nouveaux domaines. On peut diminuer le maximum des grandes propriétés, ainsi que nous l'avons déjà dit, ou bien, particulièrement pour ces contrées, appliquer les dispositions légales d'une façon égale pour tous les grands domaines, et non pas, en égard au supermaximum, créer d'innombrables exceptions.

## II. — *Les résultats sociaux de la réforme agraire.*

Nous avons vu quelle était l'organisation sociale en Voïvodine avant la réforme agraire, comment elle a été exécutée, et maintenant il nous reste à exposer quels sont les résultats de la réforme agraire au point de vue social et quelles sont les conséquences de ces résultats.

Nous pourrions diviser tous les agriculteurs, en Voïvodine, d'après leurs ressources mobilières, en deux catégories : 1° ceux qui possèdent de la terre et 2° ceux qui n'en ont pas.

### 1° *Les Agriculteurs sans terre.*

D'après M. Mija Mirkovitch, il y a 75.831 familles sans terre (1), que nous pourrions également subdiviser en deux catégories :

a) Les domestiques, qui sont toute l'année au service de la propriété sur la base de contrat avec les patrons. Dans cette même subdivision sont compris les domestiques nommés « biročis » et les serviteurs. Les « biročis », d'après leur contrat, sont payés partiellement en nature et partiellement en argent, tels que les bergers. Ordinairement, on leur assure un logement d'une chambre avec cuisine, chauffage et lumière. Ensuite ils obtiennent le montant convenu du froment, du maïs, des grains et de la paille; en plus de cela, il leur est accordé une parcelle de terre à labourer pour le propriétaire et le

---

(1) « Ekonomist », mars 1937 (Zagreb).

droit d'élever des vaches et des pores. Enfin, ils reçoivent sous forme de paie une certaine somme d'argent, qui doit leur servir pour leurs besoins et pour leur habillement. Il est très compréhensible qu'on n'a pas accordé tous ces avantages à chacun des domestiques et bergers, et pour autant qu'il en soit ainsi, le nombre diffère d'après les contrées.

Il y a en Voïvodine 45.000 domestiques et bergers.

La situation des ouvriers agricoles de cette catégorie est misérable à tous points de vue, et chaque année disparaît de plus en plus. La nourriture qu'on leur donne est très mauvaise et insuffisante. Les logements sont dans un état pitoyable. Les indemnités pécuniaires sont tellement minimales qu'il est impossible de couvrir les frais des besoins les plus modestes. Leur habillement et leurs chaussures sont habituellement déchirés et troués. Il est rare de rencontrer l'un d'eux qui, les jours de fête, soit habillé convenablement. Ce sont, par exception, ceux qui n'ont pas de charge de famille et sont encore célibataires. De peur de perdre leur occupation, ils sont entièrement soumis envers leurs patrons; à côté de telles conditions de travail et de vie, cette soumission est une conséquence de la misère matérielle et morale dans laquelle ils vivent.

b) Les « ouvriers libres » qui constituent la deuxième subdivision des ouvriers agriculteurs. Dans celle-ci sont compris comme le groupe le plus nombreux, les « risaris », mot qui provient du hongrois « rész » et qui signifie « partie ». Cette sorte d'ouvriers s'entend avec le propriétaire, pour terminer un travail convenu en échange d'une partie du produit de la moisson. Ils sont d'habitude occupés lors de la moisson du froment, ou lors de la récolte du maïs, et sont également, pour cette même raison, parfois nommés « ouvriers saisonniers ». Leur paie, la plupart du temps, se fait en nature, et souvent elle est déterminée lors de la moisson ou de la récolte du maïs, de sorte que chaque cinquième, sixième, septième sac de froment ou panier de maïs leur revient.

Parmi ces ouvriers on comprend également les petits ouvriers agriculteurs spécialistes, ouvriers de métier, éta-

blis dans le village avec leur famille, et les briquetiers, connus sous le nom de « kubikachis ». C'est pour cette raison que ce genre d'ouvriers se rencontre le plus souvent en Voïvodine. Leur nombre a encore beaucoup augmenté après la réforme agraire, par la venue d'un grand nombre de « birechis », qui, à cause du morcellement des grandes propriétés, sont restés sans travail.

Et les « ouvriers libres » ou ouvriers saisonniers, touchent leur paie en nature et en argent. Leurs conditions de travail sont pires, si nous les comparons au travail du domestique et du berger. Car, alors que les domestiques sont occupés continuellement, ceux-ci ne travaillent que de temps à autre. Afin de pouvoir confirmer le nombre de jours ouvrables que l'ouvrier agriculteur est capable de travailler, la Chambre du Travail a voulu se rendre compte du nombre de jours pendant lesquels on a travaillé durant l'année 1927, et est arrivée au résultat de 174 jours. Par le fait même, l'ouvrier agriculteur en Voïvodine a été obligé de rester sans travail tous les autres jours de l'année, alors que l'année 1927 a été, par exception, une année très fertile.

La rémunération de son travail lui a été payée, ainsi que nous l'avons dit plus haut, en nature ou en argent comptant. Tant en nature qu'en argent, les paies ne sont pas toujours les mêmes, et d'année en année, cette rémunération s'avilit. Avant la guerre, en 1913, les « risars » ont obtenu en Voïvodine la huitième partie, et actuellement cette paie est tombée à la douzième et troizième part. Pour la rémunération en argent comptant, le cas est le même. Après la guerre, on a payé beaucoup plus qu'actuellement; ainsi, en 1922, pour chaque arpent labouré, on a payé 75 dinars; actuellement on paie ce même travail 65 et même 60 dinars.

Comme pour la première catégorie, la situation de ces ouvriers est réellement misérable. Afin de pouvoir se rendre compte des raisons de la situation de ces ouvriers, en 1935, on a institué une commission qui a trouvé la raison suivante : c'est que les ouvriers agricoles sont menés à l'inactivité et à la pauvreté et ceci à cause de (1) :

---

(1) « Politika », 15 décembre 1935.

1° Les machines agricoles;

2° La concurrence des personnes originaires des contrées passives;

3° De la baisse des prix du blé et du maïs, les propriétaires ont été obligés de faire des économies sur la main-d'œuvre.

Comme première cause, la Commission a trouvé la plainte contre les machines agricoles. Ainsi, dans le village de « Kovatchitsa » on a répondu : « Tous les patrons ont des machines et labourent leurs champs et ceux d'autrui. » Dans un autre village, « Melentsima » la même réponse a été faite à la Commission : « Lorsque de telles machines n'existaient pas, c'était tout autre chose ! Maintenant, ce sont ceux qui ont des machines qui travaillent, et nous pouvons nous asseoir. » Pour pouvoir améliorer la situation des ouvriers agricoles à ce point de vue, on a essayé de défendre aux propriétaires l'usage de leurs machines agricoles sur les terres d'autrui, en ayant seulement le droit de labourer leur propre champ. Entre temps, les propriétaires ont trouvé le moyen de se procurer ce matériel agricole en compte commun avec d'autres propriétaires, et ont déclaré à l'autorité qu'ils ne sont que co-propriétaires des machines en question. C'est ainsi que les ouvriers agricoles ont continué à être lésés par l'usage déloyal de ces machines agricoles.

La seconde raison de la situation misérable des ouvriers agricoles en Voïvodine, est la concurrence de la main-d'œuvre des ouvriers agricoles venant des contrées passives. Ces ouvriers arrivent en Voïvodine et travaillent pour des prix tout à fait dérisoires. On pourrait poser la question : comment est-il possible que ces ouvriers puissent faire concurrence aux ouvriers nationaux ? Voici pourquoi : ils peuvent travailler plus avantageusement : 1° pour la nourriture qu'ils gagnent ici, ils en ont le transport gratuit chez eux; 2° comme habitants des contrées passives, ils touchent de l'Etat un soutien indirect pendant l'hiver dans leur contrée; 3° on leur donne plus de possibilité de travailler dans les travaux

publics pendant la morte-saison, qu'il n'en est donné aux ouvriers agricoles de la Voïvodine. En plus de cela, le propriétaire de nos jours préfère confier son travail à un groupe de quinze personnes venant des contrées passives qu'à des ouvriers locaux, qui travaillent seuls, avec femmes et enfants, et cela pour les deux raisons suivantes : premièrement, un groupe de quinze personnes terminera plus vite un travail entrepris qu'un ouvrier avec femmes et enfants; deuxièmement, les ouvriers des contrées passives n'ont aucun contact avec les autres ouvriers agricoles locaux et, par le fait même, le propriétaire n'a aucune crainte d'être blâmé du fait de mal payer ou de mal nourrir ses ouvriers.

Pour cette raison, en 1928, on a publié l'ordre que, pendant la saison, il faudra employer de préférence les ouvriers agricoles de la municipalité même, et pour autant que ceux-ci ne soient pas en nombre suffisant, on pourra engager ceux des contrées étrangères, des communes voisines ou éloignées. On a voulu assurer, par cet ordre, le maximum de revenus pour les ouvriers agricoles locaux, et repousser l'inactivité inutile dans les contrées lointaines où il n'y a pas moyen de trouver du travail. Cet ordre a été prorogé d'année en année, de telle façon qu'actuellement il est toujours en vigueur. Mais, dans plusieurs communes, il est loin d'être exécuté, étant donné que le président municipal qui est chargé d'appliquer ce règlement, pour la plupart du temps, est l'homme le plus riche du village (1).

Ainsi, à Bajbok, la commission a constaté que le grand propriétaire Martin Riger, en 1935, a engagé pour la récolte du maïs des milliers de Bosniaques, qui ont gagné près de 60 wagons de maïs. A Stari Sivats, des Bosniaques ont enlevé également, de la même façon, 220.000 kg. de maïs, et il en est de même, pour ainsi dire, sur toute la Voïvodine. Et s'il n'en avait pas été ainsi, il y aurait de la place pour les ouvriers agricoles locaux.

La troisième raison, qui, ainsi que les deux autres, est

---

(1) « Politika », décembre 1935.

une conséquence de la réforme agraire, car pas un seul de ces problèmes n'a été pris en considération dans la législation de la réforme agraire, est la situation difficile du propriétaire, qui est obligé, pour pouvoir diminuer ses frais de régie, de faire des économies sur la main-d'œuvre. Pour cela, les grands propriétaires qui autrefois ont employé de la main-d'œuvre en fermage, ont été forcés de diminuer le nombre de domestiques, du personnel permanent, ou bien de les supprimer complètement.

Les ouvriers agricoles ont pu se rendre compte de cette différence par les réponses qui ont été données à la Commission d'enquête dans les villages, tels qu'à Kovatchilza par exemple : « Celui qui, auparavant possédait 8 arpents de terre, a tenu un domestique chez lui. Maintenant il ne le garde pas. Il est entré dans la mode que le propriétaire fait tout lui-même » ; ou bien la réponse qui a été donnée dans le village de Bovanichta : « Que voulez-vous, le propriétaire se lève à une heure du matin et travaille pendant toute la journée ; si tu veux travailler, fais-le à l'œil ! ».

La même réponse a été donnée à Melentsima (Batchka), à la Commission, par un riche propriétaire, qui présente exactement la situation du paysan et de l'ouvrier agricole : « Lorsque nous avons eu de quoi, l'ouvrier également a pu en profiter. Maintenant, nous sommes tous dans des difficultés sans en excepter un seul. Nous n'arrivons pas à couvrir les frais de régie, et à répondre à nos obligations, et pour cela nous-mêmes et nos enfants faisons tout notre possible pour ne pas tomber dans la même situation que ces pauvres diables. »

« Les propriétaires sont endettés. A peine si un cinquième n'est pas engagé. Et maintenant ces dettes doivent être liquidées. Quatre sociétaires existent actuellement à peu près sur chaque domaine de la Voïvodine : le propriétaire, l'ouvrier d'Etat et le créancier.

D'où faut-il alors tirer toutes les ressources nécessaires pour les satisfaire, surtout quand on prend en considération le prix actuel du blé et du maïs ? ».

Tout cela aurait dû être étudié avant les débuts de la réforme agraire ; on aurait dû examiner, tant au point

de vue économique que social, les conditions vitales de ce prolétariat agraire, et d'après cela créer de nouveaux domaines. Et comme il ne restait pas de terre libre pour la répartition, on n'a pas pu améliorer par ce fait la situation économique de ces ouvriers agricoles. On aurait pourtant dû régulariser, par la législation agraire, la situation de ces paysans qui ne possédaient pas de terre. Ainsi, au point de vue social, on pouvait leur donner la liberté d'organisation et d'action syndicale; réduire la journée de travail ou strict minimum d'heures, surtout pouvoir engager par le fait même ceux qui sont sans travail; leur donner la possibilité, par voie de secours matériel (bourse d'Etat) de faire des études, et de cette façon élever leur niveau culturel; aux frais de l'Etat et de la commune, entretenir et payer des cours d'enseignement de professeurs pour toutes sortes de travaux d'agriculture et de ménage. Tout cela doit être appliqué énergiquement, et si les besoins généraux l'exigent, même de force.

2° *Les agriculteurs qui possèdent de la terre*, d'après leurs ressources mobilières, se partagent en plusieurs catégories. D'après les données de M. Dragomir Tchositch (1) le montant total des agriculteurs qui ont de la terre s'élève pour la banovine du Danube à 336.618, qui pourraient être divisés en quatre catégories : la première, celle des agriculteurs qui possèdent jusqu'à deux hectares de terre, et desquels 106.900 possèdent en tout 106.354 hectares; dans la seconde, les agriculteurs qui ont une terre ayant de 2 à 10 hectares, et desquels 175.560 possèdent ensemble 856.040 hectares; dans la troisième, les agriculteurs qui ont une terre ayant de 10 à 50 hectares, et desquels 51.993 possèdent ensemble 914.378 hectares; dans la quatrième, les agriculteurs qui ont une terre de 50 à 500 hectares et au delà, et desquels 2.127 possèdent en tout 72.364 hectares. D'après ces données que M. Kositich tient des données officielles de 1931 (étant donné que de nouveaux chiffres officiels n'existent pas), il res-

---

(1) Dragomir Tchositch : « Structure agricole yougoslave ». « Politika » du 20 février 1938.

sort que la Voïvodine est devenue une région composée de petites propriétés. Et réellement, si nous tenons en vue les agriculteurs avec une terre ayant jusqu'à 10 hectares, nous verrons que 282.460 rentrent dans cette catégorie, ce qui représente plus des deux tiers de la totalité des ou n'en possédait que très peu, ne peut pas, en obtenant deux arpents de terre arable, tel que l'ont obtenu les intéressés agraires locaux par la réforme agraire, être représentant de l'agriculteur autonome.

Si nous considérons le point de vue social, nous pouvons constater que pour un certain temps, la réforme agraire est arrivée à un succès. Car, lorsque celui qui ne possédait rien du tout, devient un beau jour propriétaire de sa terre, même si ce n'est que 2 arpents, cela lui donnera malgré tout une certaine tendance à faire fructifier agriculteurs (336.618). A ce point de vue, on peut remarquer que, par la réforme agraire, on est arrivé à ce qui a constitué le principe de conduite de toute l'œuvre, c'est-à-dire « donner la terre à celui qui la travaille ». Nous avons vu dans le second chapitre qu'à ce point de vue on n'a pas réussi entièrement, étant donné qu'un certain nombre d'ouvriers agricoles sont restés sans terre (75.831 familles). Cela a été attribué au manque de terre libre pour la répartition. Mais maintenant nous voyons quels sont les résultats de la réforme agraire produits par la création de nouvelles petites propriétés, et le soutien des petits domaines existants.

Déjà dans le premier chapitre, nous avons relaté ce que représentent ces propriétés au point de vue économique. Nous avons dit que les propriétés ayant jusqu'à deux hectares de terre sont des petits domaines, que les propriétaires de ces domaines ne peuvent même pas, pendant les années les plus fertiles, produire la quantité de blé et de produits alimentaires nécessaires pour nourrir les membres de leur famille. Ils ont obtenu de telles propriétés de la nourriture pour une certaine partie de l'année, et éventuellement on leur a présenté un refuge, de quoi leur donner un toit. En d'autres mots, au point de vue économique, ces propriétés ne présentent pas un réel bénéfice, car, celui qui n'a pas eu de terre,

sa terre, pour devenir indépendant. Mais, ce qui est très important, c'est de savoir si une telle propriété peut assurer à cet homme une existence certaine et retirer un bénéfice de cette terre. Du fait que cela est impossible, pour cette raison, le succès, tant au point de vue économique que social, se présente sous une toute autre forme.

C'est pourquoi nous pouvons dire que la réforme agraire, comme remède d'apaisement de l'esprit révolutionnaire du prolétariat agraire, a réellement réussi. Mais, par la réforme agraire, on n'est pas parvenu à ce qu'on avait le plus désiré, c'est-à-dire le renforcement de la petite propriété. Car, la réforme agraire n'a pas pu, avec la superficie qui avait été mise à sa disposition, et spécialement de la façon dont elle a été exécutée, obtenir une amélioration plus sensible.

Le même cas s'est présenté pour les domaines qui ont eu une surface de deux à dix hectares, c'est-à-dire ces propriétés qui également appartiennent à la classe des petits domaines, ou, pour mieux dire, qu'elles représentent un milieu entre les propriétés moyennes et petites. Egalement ici la réforme agraire aurait dû, par ses dispositions, améliorer la situation, tant au point de vue économique que social. Entre temps, jusqu'à présent aucun succès permanent n'a pu être constaté.

Quant à la situation sociale de ces propriétaires, nous le verrons d'autant mieux par la part économique de ces propriétés dans les ressources agricoles de toute la Yougoslavie. D'après les données de M. Taditch (1), le revenu d'une propriété rurale varie pour les années de 1923 à 1928 entre 16.480 et 24.510 dinars, le revenu d'un villageois de 3.231 à 4.806 dinars. Le revenu mensuel d'un habitant a baissé de 400 dinars en 1924, à 269 en 1927 et journalièrement de 13,3 à 9 dinars. M. Taditch a commenté les données exposées ci-dessus par ces constatations :

« Le revenu de 17.417 dinars pour un domaine rural (en 1928) respectivement 3.414 dinars pour une personne

---

(1) Branko Taditch : Revenus de notre agriculture « Syndicat d'Union », n° 1, V<sup>e</sup> année. Belgrade, 1930.

annuellement et 285 dinars mensuellement, provenant du travail agricole, prouve une misère générale de notre plus importante branche agricole, dont dépend pour ainsi dire la majorité de l'économie nationale, et la situation de tout le reste de la population. Si même il n'y avait pas eu d'autres frais supplémentaires, si cette somme avait été laissée intacte, si on n'avait pas dû payer les intermédiaires pour la vente des produits, ni les frais de transport, ni les contributions, et si même le niveau du prix en ville était identique à celui des produits agricoles, on n'aurait encore pas pu vivre ni se nourrir convenablement. Cette somme, en Suisse par exemple, n'est même pas suffisante pour l'entretien d'une vache. »

*Revenu agricole d'un domaine rural pour la période  
de 1923 à 1928, en dinars (1).*

Que nous prouve ceci ? Que les conditions sociales dépendent des conditions économiques. Pour que la situation du petit propriétaire et de sa famille soit améliorée au point de vue social, il faudrait modifier les conditions économiques. Et comment modifier les conditions économiques ? Cela nous l'avons déjà dit, par l'augmentation des revenus de ce domaine, ce qui, dans ce cas, produirait l'augmentation de la superficie de terre cultivée.

Il est vrai qu'il y a encore d'autres moyens par lesquels on pourrait augmenter la production et, par le fait même, le nombre des petits domaines. Par exemple, par l'usage des machines agricoles et une culture rationnelle de la terre. Mais en Voïvodine, et dans toute la Yougoslavie, il n'y a pas suffisamment de matériel agricole, ce qui actuellement, se ressent fort bien, en Voïvodine surtout, quoique l'on prétende que c'est en Voïvodine que l'on en trouve le plus. Ensuite, malgré que les paysans de Voïvodine soient les plus civilisés parmi tous les autres paysans de Yougoslavie, ils sont encore loin du niveau de culture des paysans de la partie occidentale de l'Europe, par exemple les Français. La culture dans ces pays est

---

(1) Maxim Goranovitch : « Revenus agricoles en Yougoslavie », page 7.

(1) Voir le tableau page 150.

| N° d'ordre | PRODUITS                                            | REVENUS ANNUELS |        |        |        |        |        |        |
|------------|-----------------------------------------------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
|            |                                                     | N° d'ordre      | 1923   | 1924   | 1925   | 1926   | 1927   | 1928   |
| 1          | Céréales et maïs. . . . .                           | 1               | 8.582  | 9.884  | 8.952  | 7.723  | 5.707  | 7.791  |
| 2          | Plantes légumineuses. . . . .                       | 2               | 280    | 320    | 176    | 151    | 111    | 103    |
| 3          | Plantes à racines et tubercules. . . . .            | 3               | 1.389  | 1.511  | 1.433  | 792    | 1.459  | 1.242  |
| 4          | Plantes industrielles. . . . .                      | 4               | 902    | 1.727  | 771    | 690    | 589    | 576    |
| 5          | Plantes maraîchères. . . . .                        | 5               | 349    | 307    | 221    | 299    | 275    | 325    |
| 6          | Cultures fourragères. . . . .                       | 6               | 2.988  | 2.184  | 2.078  | 2.193  | 1.947  | 1.720  |
| 7          | Viticulture. . . . .                                | 7               | 665    | 751    | 1.317  | 549    | 795    | 880    |
| 8          | Culture des arbres fruitiers. . . . .               | 8               | 719    | 678    | 1.027  | 665    | 993    | 721    |
| 9          | Culture des oliviers. . . . .                       | 9               | 55     | 79     | 16     | 48     | 35     | 57     |
| 10         | Volailles et œufs. . . . .                          | 10              | 1.368  | 1.303  | 962    | 888    | 1.008  | 1.014  |
| 11         | Produits de laiterie. . . . .                       | 11              | 3.012  | 3.765  | 3.012  | 2.635  | 2.259  | 1.882  |
| 12         | Élevage de bétail. . . . .                          | 12              | 1.385  | 1.728  | 1.086  | 794    | 868    | 820    |
| 13         | Laines et poils. . . . .                            | 13              | 427    | 416    | 473    | 262    | 356    | 216    |
| 14         | Plantes médicinales. . . . .                        | 14              | 20     | 10     | 18     | 8      | 9      | 16     |
| 15         | Apiculture. . . . .                                 | 15              | 78     | 50     | 55     | 49     | 52     | 38     |
| 16         | Sériciculture. . . . .                              | 16              | 12     | 27     | 22     | 17     | 18     | 19     |
| 1          | Revenu annuel d'un domaine rural. . . . .           | 1               | 22.179 | 24.510 | 21.620 | 17.945 | 16.480 | 17.417 |
| 2          | Revenu annuel d'un habitant de village. . . . .     | 2               | 4.350  | 4.806  | 4.239  | 3.158  | 3.231  | 3.414  |
| 3          | Revenu mensuel d'un habitant de village. . . . .    | 3               | 363    | 400    | 352    | 293    | 269    | 285    |
| 4          | Revenu journalier d'un habitant de village. . . . . | 4               | 12.1   | 13.35  | 11.8   | 9,8    | 9,0    | 9,5    |

tout autre que celle de la Voïvodine. Et si, en Voïvodine, la terre était cultivée rationnellement, il aurait fallu amener les paysans au niveau de culture intellectuelle que l'on trouve chez l'agriculteur en France. Cela exige du temps, alors que les problèmes agraires en Voïvodine étaient de toute urgence, ce qui est le cas encore actuellement, surtout au point de vue social et national. Le législateur lui-même était inspiré des mêmes idées lors de la promulgation des prescriptions sur le morcellement des grandes propriétés et la création des petites. Il n'a commis qu'une seule faute, c'est d'avoir limité le maximum des petites propriétés à 10 arpents. Car la situation de ces nouveaux propriétaires est mauvaise, et l'est encore plus pour ce qui concerne l'agriculture nationale, car elle est en diminution. C'est le même cas pour l'organisation sociale de la terre, car ces nouveaux propriétaires forment la classe qui ne diffère que très peu du prolétariat agraire. Il en est de même pour l'Etat, parce que cette classe, sur laquelle il se base, se trouve dans un état misérable.

A cette situation critique, à côté des autres raisons précitées, doit encore être jointe comme la cause la plus grande, celle de n'avoir pas entrepris les mesures nécessaires pour garder les petits domaines et pour améliorer la vie sociale. Il a été considéré qu'il suffisait d'exproprier les grandes propriétés, de distribuer cette terre aux intéressés agraires, et que, par le fait qu'un certain nombre d'agriculteurs est compris dans la classe des propriétaires, tous les problèmes agraires en Voïvodine se trouvent ainsi résolus, et, par le fait même, la réforme terminée. Il se peut que cela soit exact. Pour une certaine période, on peut considérer les problèmes agraires comme résolus, mais après quelques années, ces mêmes problèmes agraires se présenteront à nouveau. Faudra-t-il alors dans ce cas recommencer tout ce qui a été fait déjà ? A notre avis, il faudrait tendre à liquider par la réforme agraire tous les rapports agraires pour une plus longue période, surtout en prenant en considération le côté matériel. Qu'a-t-on obtenu par cette réforme agraire ? Même pas après douze ans depuis les débuts de la réforme agraire, il s'est produit que les paysans se sont tellement

endettés que l'Etat s'est vu obligé de prendre à sa charge la moitié de leurs dettes.

Il se pourrait qu'une telle situation ne se serait pas présentée, si le législateur avait, en dehors de la réforme agraire, liquidé la question du crédit agricole. Ils sont, à ce point de vue, les plus sensibles, et surtout pour le petit propriétaire, qui représente le paysan. Le grand propriétaire, par contre, se trouve dans une situation bien meilleure, étant donné qu'il n'est pas exploité par son prêteur comme le paysan. Alors que le grand propriétaire, lors d'un emprunt, paie l'intérêt et l'amortissement qui sont prévus chez lui comme frais d'exploitation, pour le paysan il n'en est pas ainsi. Etant donné les prix bas de la marchandise qu'il produit, il ne peut pas comprendre dans ses frais d'exploitation ceux d'intérêts et d'amortissement. Il ne peut même pas faire entrer dans ce compte les frais de main-d'œuvre, ni de celle des membres de sa famille. Alors, comment pourrait-il supporter des frais supplémentaires ? Pour cette raison, le crédit pour les petites propriétés signifie un excès d'exploitation, d'autant plus que le crédit agricole est plus cher que le crédit usuraire. Car le paysan, pour pouvoir payer son prêteur, est obligé de travailler sans relâche, et le fruit de son travail revient en grande partie au prêteur. Que ressort-il de ce fait ? Que le paysan travaille non seulement pour lui-même, mais également pour les autres.

Du fait, il possède une propriété, mais en réalité ce n'est pas la sienne, ni même le revenu de cette propriété, s'il y en a, ne lui est accordé. C'est le prêteur qui en touche la majeure partie ; de cette façon, le paysan devient en fait l'ouvrier qui travaille pour son prêteur.

Il est vrai que le législateur a pris en considération cette question du crédit agricole, mais ce n'est que le 12 juin 1925 qu'une loi sur le crédit agricole a été promulguée. Entre temps, les paysans s'étaient déjà endettés. Et, ce qui est encore plus fort, c'est que les paysans, au lieu de s'adresser à la Banque Hypothécaire d'Etat qui avait précisément été fondée dans le but d'aider le crédit agricole, s'étaient adressés à des banques privées et à des usuriers qui exigeaient des intérêts bien plus élevés. Et

par le temps, se sont habitués à disposer de leurs biens. voici pour quelles raisons : a) cette banque n'accordait pas de crédit à court terme; b) elle n'a pas eu d'organisation de crédit à long terme, qui est précisément nécessaire à l'agriculture; et c) pour ainsi dire exclusivement ce n'étaient que les ministères, les communes et les habitants de la ville qui avaient pu obtenir du crédit de cette banque (1).

Plus tard, sur la base de la loi sur le crédit agricole, on a essayé de trouver une autre forme de crédit, par la fondation d'institutions de crédit, sous le nom de « Direction pour le crédit agricole ». Cette institution était purement un organisme financier autonome. Les ressources pour le crédit ont été prévues de la façon suivante : 500 millions de subvention d'Etat, auquel cette somme sera rendue dans un délai de six ans, 50 p. 100 des revenus nets de la Loterie Nationale, et tous les fonds agricoles. Entre temps, l'Etat a accordé 120 millions et en 1925 a retiré ses obligations de continuer à subventionner. La Loterie Nationale n'a payé que très difficilement sa part de revenus nets, et, des dépôts privés, il n'y en a pas eu du tout.

Cette institution diffère de la Banque Hypothécaire d'Etat, par le fait qu'en plus des crédits à long terme, elle en accordait également à court terme, sous garantie ou par dépôt de bétail et de machines agricoles et, par le fait n'accordait des crédits qu'à des agriculteurs exclusivement. Son activité n'a été que de très courte durée (7 mois) et, par la fondation de la Banque Privilégiée Agraire, elle a été liquidée (16 avril 1929).

La Banque Privilégiée Agraire est une société anonyme dans laquelle l'Etat est l'actionnaire principal, avec 120 millions de dinars investis. En plus, sont membres de la société : la Caisse d'Epargne Postale, la Banque Hypothécaire d'Etat, la Loterie Nationale et la Banque Nationale, ainsi que tous les organismes bancaires privés. Le capital s'élève à 700 millions de dinars. Cette banque accorde des crédits seulement aux agriculteurs et leurs organis-

---

(1) Dragoljub Jovanovitch : « Politique agraire », page 330.

mes économiques, tant à long terme qu'à court terme. Des crédits à court terme sont accordés aux organismes sur dépôt d'obligations de la banque, et aux particuliers sous forme de traites payables à un délai ne dépassant pas un an, et sur dépôt de produits agricoles. Des crédits à long terme sont accordés sur hypothèques et ne peuvent avoir une durée de plus de 30 ans.

Mais la grande difficulté réside en ce que la Banque Privilégiée Agraire doit accorder des crédits à ces institutions, alors qu'elle ne dispose pas de succursales suffisantes qui pourraient estimer le crédit nécessaire et le contrôler. Le second fait est que la Banque ne dispose pas des ressources exigées par les crédits demandés. Pour pouvoir résoudre ce problème, deux solutions se présentent :

1° Départager les crédits disponibles là où, au point de vue économique et social, ils sont les plus efficaces, c'est-à-dire là où il y a espoir de pouvoir entièrement sauver une propriété;

2° D'augmenter les réserves de la banque.

En d'autres termes, la première solution comprendrait un contrôle parfait des besoins et des usages du crédit accordé, et la seconde de grands sacrifices pour le capital financier. Etant donné que la Banque Privilégiée Agraire ne peut ni l'un ni l'autre, nous pensons que l'avenir de ces institutions sera le même que celui des précédentes. Il se pourrait que l'intervention de crédit de la Banque Privilégiée Agraire serait meilleure, si le paysan ne s'était pas tellement endetté, mais avec la situation telle qu'elle se présente de nos jours, il sera difficile de rendre cette aide efficace. Du reste, cela se voit très bien lorsqu'on considère l'état dans lequel vit actuellement le paysan.

En plus de l'assurance de crédit, qui est très importante pour la conservation du petit domaine, il existe encore un autre fait, qui devrait être pris en considération, et qui cause du tort aux petites propriétés. C'est de pouvoir librement et entièrement disposer de la terre. Eventuellement, ce principe est bon pour d'autres terres où les paysans ont été affranchis depuis longtemps, et qui, d'après la qualité et la quantité de la terre, son rapport,

par le temps, se sont habitués à disposer de leurs biens, Mais pour la Voïvodine, et pour toute la Yougoslavie, il n'aurait pas dû exister. Car le paysan en Yougoslavie n'est pas arrivé au niveau de culture intellectuelle des paysans des pays occidentaux. Ce n'est que depuis très peu de temps qu'il lui a été accordé une propriété, et il est désireux d'obtenir encore de la terre. Comme il ne dispose pas de ressources financières pour pouvoir acheter, il fait des dettes, en déposant en garantie la terre qu'il possède déjà. Ensuite, les prix de leurs produits ne sont pas stables, et en plus de cela, les revenus de la terre ne sont pas les mêmes chaque année, et ce qui est mieux, c'est qu'il n'est pas en état de payer l'intérêt. Qu'arrive-t-il alors ? On vend sa propriété pour liquider sa dette. Ensuite il arrive souvent que les prix de la terre, lorsqu'elle a été achetée, étaient plus élevés que lors de la vente. Il en a été ainsi pendant la période de la crise agricole de 1926 à 1930, lorsque les prix sont tombés jusqu'à un cinquième de leur valeur antérieure. Et alors la dette qu'il avait faite, afin de pouvoir acheter quelques hectares de nouvelles terres se trouvait être plus grande, lors de la vente, que la valeur de la propriété entière. De cette façon, le paysan, en plus du fait de se trouver sans terre, est encore souvent resté endetté. Si l'on avait prévu cette situation lors de la promulgation de la loi sur la liquidation de la réforme agraire, c'est-à-dire si l'on y avait introduit le principe de l'inaliénabilité d'une partie d'un domaine, cette situation ne se serait pas produite, et beaucoup de petites propriétés créées par la réforme agraire auraient pu être conservées.

Cet état de choses aurait dû être prévu immédiatement, étant donné qu'il s'était déjà présenté dans la législation du Royaume de Serbie d'avant guerre, dans laquelle le législateur a défendu d'accaper de la terre ayant plus de 5 hectares, en vue de liquider une dette personnelle. Il est évidemment certain que même cette partie a été vendue lorsqu'il s'agissait d'une dette à l'Etat (contributions).

A notre point de vue, le minimum d'accaparement doit être limité entre 5 et 10 hectares. Lors de la détermination du minimum d'accaparement, on aurait dû le fixer

et d'après le nombre de membres de la famille qui entrent en ligne de compte.

Par ce fait, on aurait pu faire un reproche à la question du crédit. On aurait dit : comment le petit propriétaire pourrait-il obtenir un crédit quelconquë, lorsque sa propriété, qui la plupart du temps sert de garantie, est couverte par la loi ? Notre réponse, c'est que l'Etat devrait leur fournir le crédit. Car lorsqu'il a voulu relever la productivité nationale, quand il a désiré, par la réforme agraire, former de nouveaux petits domaines, il était de son devoir de les protéger et de les défendre.

Le principe de disposer librement de la terre cause du tort aux petits propriétaires, et dans un autre cas également. C'est le morcellement de la petite propriété par voie du droit d'héritage, qui partage tous les biens mobiliers ou immobiliers, entre tous les héritiers. Tel a été le cas dans ces pays où la législation a défendu ce principe, c'est-à-dire dans les pays où, ne fût-ce que provisoirement, a été appliqué le Code Napoléon, qui n'a pas su ni connu quelle inégalité de droit civil existait alors.

Il en a été ainsi en France, en Italie, en Suisse, en Espagne, dans certaines contrées de l'Allemagne et dans le Royaume de Serbie d'avant-guerre (avec cette différence que les femmes héritières n'ont eu droit qu'à leur dot et à leur trousseau).

Notre avis, c'est que le législateur n'aurait pas dû adopter le principe de disposer librement de la terre pour les petites propriétés, ce que nous défendons également dans le cas présent. La petite propriété devrait être défendue également au point de vue du droit d'héritage. Les façon dont on aurait pu les protéger peuvent être trouvées dans les législations d'autres pays, telles que de l'Angleterre ou de l'Allemagne. La façon de « Anerbenrecht » (héritage indivisible) par laquelle les propriétaires inscrivent volontairement leurs biens dans un livre spécial comme héritage indivisible. Nous attirons l'attention sur le fait que nous ne voulons pas ici nommer tous les biens immobiliers, mais seulement les petites propriétés dont la superficie serait déterminée par une loi spéciale. Par le fait même, on protégerait dans une forte mesure ce qui a été exécuté par la réforme agraire.

### CHAPITRE III

---

#### Les conséquences nationales de la réforme agraire.

Par l'exécution de la réforme agraire en Voïvodine, on a voulu particulièrement viser à une amélioration nationale. On a désiré modifier la composition ethnique de ces régions au profit de nouveaux Etats par la voie des dispositions légales sur la réforme agraire, c'est-à-dire au moyen de colonisation intérieure. On a cru qu'en colonisant certaines contrées de la Voïvodine avec des individus nationaux, qu'en donnant de la terre au prolétariat agraire en Voïvodine, qui, en majeure partie, étaient d'origine slovène, que ce peuple serait dévoué à la Yougoslavie. Pour cette raison, à côté de bien d'autres, il a été décidé de morceler les grandes propriétés et de soutenir les petites, car on a considéré que la terre, qui était aussi mal répartie en Voïvodine, est une forme de suprématie étrangère, et pour cette raison doit être le plus vite possible ramenée à une meilleure répartition. Ensuite, par la colonisation, on a également voulu écarter le danger du communisme qui, de ce temps-là, avait été très dangereux pour l'organisation gouvernementale de la Yougoslavie.

Ainsi que nous le voyons, les raisons de la colonisation intérieure sont entièrement justifiées, car réellement, à l'aide de celle-ci, on peut arriver à tout. Nous pouvons nous en rendre mieux compte en prenant la colonisation intérieure sous le régime austro-hongrois, qui a existé depuis 1720, lorsque les Turcs ont été chassés de la Voïvodine, jusqu'à la guerre mondiale (1914-1918). A ce moment-là, d'après les données statistiques de M. Jotsa Lalochévitch (1), le nombre d'habitants en Batchka s'élevait à 30.000, et en Torontalska Joupánija 25.000, composés uniquement de Serbes. Après 200 ans de travaux de colonisation, d'après le recensement de 1910, on a obtenu les résultats suivants : en Batchka, il y avait 812.000 habitants, dont 145.000 Serbes, et en Porontalska 614.000,

dont 200.000 Serbes. C'est ainsi que par voie de colonisation la Voïvodine est devenue, alors qu'autrefois elle était une contrée purement serbe, une région avec un minimum insignifiant de Serbes. En dehors de cela, ce peuple colonisateur était une classe de paysans. Ce qui signifie pour un pays que d'avoir des paysans formant la majorité de la population nous sera mieux prouvé par l'opinion de deux savants très connus (1) : Andrew Carnegie, dans son livre : « La Démocratie triomphante », et M. Tisserand, membre de l'Académie d'Agriculture française.

Le premier s'est exprimé par les mots suivants : « L'Etat peut se reposer en toute sécurité sur des millions d'habitants qui possèdent et cultivent le sol divisé en petites exploitations; de tels citoyens sont faits du meilleur sang de la République. » Le second confirme de même : « C'est dans la classe des petits propriétaires, cultivateurs et ouvriers ruraux, que reposent le plus sûrement la fortune, la puissance du pays et le recrutement de ses défenseurs les mieux disciplinés et les plus résistants. »

Toutes ces raisons, ainsi que nous l'avons dit, sont en concordance avec la colonisation intérieure, et a par le fait même pu être commencée avec entière justification. Aussi a-t-on fort bien réussi, si l'on prend les résultats obtenus pour une aussi courte période (19 ans). On est parvenu à coloniser 30.000 familles d'intéressés agraires (volontaires, colons), ce qui fait, en prenant 5 membres pour chaque famille, 150.000 personnes. Par cette colonisation, on a beaucoup amélioré la situation ethnique de la Voïvodine, d'après la situation existant immédiatement après la guerre. Ensuite 4.958 familles de colons proprement dits, ont été amenés des contrées passives dans les régions les plus fertiles du Royaume de Yougoslavie.

Mais on n'a pas tenu compte que coloniser une terre ne consiste pas seulement à la partager et à y amener les

---

(1) Jotsa Lalochevitch : « Sur la réforme agraire ». Discours prononcé à Belgrade le 6 juin 1923 à la conférence des députés de la Voïvodine du parti radical national.

colons, mais il faut leur donner la possibilité de se créer une existence et de se défendre dans les luttes vitales, afin que, de cette façon, on obtienne ce qui a été désiré au point de vue national. Ensuite, lors de la colonisation, il n'a pas été tenu compte à qui l'on devait attribuer la terre. On n'a pas fait de distinction, ni cherché à savoir si ces colons sont des agriculteurs, s'ils sont capables de s'adapter aux ressources vitales de ces contrées. Tous ces faits sont importants pour obtenir un résultat favorable dans la colonisation de la terre. Et comment cela s'est-il passé en Yougoslavie ? Ont obtenu de la terre ceux qui n'en avaient jamais eu, et qui ne se sont jamais occupé de la culture, alors que tant d'agriculteurs n'avaient pas de terre du tout. On a amené des gens venant des contrées montagneuses qui étaient accoutumés à d'autres

ressources vitales et à un autre climat, dans une plaine fertile, mais avec une grande partie de terre submergée. Cela a eu comme résultat que ces colons, qui étaient habitués à un climat montagneux, sont morts en grand nombre de tuberculose immédiatement après leur arrivée. Venant de contrées où la population a un niveau culturel très élevé, et qui, par le fait même ont cultivé la terre de la manière la plus moderne, ils n'ont pas été à même de se défendre contre la concurrence des indigènes de la Voïvodine. Cela a produit un résultat négatif. Au lieu que, avec les ressources que l'Etat a distribuées aux colons et surtout aux volontaires, ces domaines aient été améliorés, ils ont empiré et les colons ruinés, à tel point que certains se sont décidés à retourner à leurs anciens foyers. Même déjà depuis le début de la colonisation certains se sont moqués des prescriptions légales. De plusieurs façons ils sont parvenus à se faire attribuer plusieurs fois de la terre et, dans la plupart des cas, ils ne se sont même pas établis sur ces terres, mais ont, tout simplement, donné la terre à vil prix aux anciens propriétaires ou aux éléments étrangers. Lorsqu'on prend tout cela en considération, il n'est pas étonnant que la colonisation se soit ruinée, et par le fait même tout ce qui avait été fait au point de vue national de la réforme agraire. Une chose seulement nous étonne. C'est que mal-

gré la constatation de M. le Ministre pour la Réforme agraire Miletitch, de l'abus de confiance des volontaires avec la terre reçue, rien n'a été entrepris pour faire cesser cet état de choses. M. Miletitch, dans son exposé de 1922, s'est exprimé dans les termes suivants : « On a attribué des terres à la grande masse des volontaires, dont un petit nombre seulement les ont occupées » (1). Egalement lors de la discussion au Parlement sur la colonisation des contrées septentrionales, on a proposé plusieurs projets pour résoudre cette question. Les uns conseillaient, par exemple, la manière de colonisation intérieure allemande, les autres proposaient encore d'autres solutions. A notre avis, la conquête de la Voïvodine ne peut s'obtenir que par la colonisation, mais non pas par une colonisation telle qu'elle a été exécutée jusqu'à présent, mais d'après un plan systématique et préalablement déterminé. Tout d'abord, il faudra établir le plan sur la base de celui qui exécutera la colonisation d'une façon précise, et qui aurait rempli les conditions suivantes : 1° s'assurer de la terre nécessaire, proportionnellement à la grandeur et le but de la colonisation; 2° s'assurer des moyens matériels par lesquels la colonisation serait exécutée; 3° s'occuper de la colonisation de la région qui est déterminée pour la colonisation par ces gens, pour lesquels la situation géographique et le climat sont favorables; 4° avoir soin de ce que les colons soient au moins à peu près au niveau de la culture de la population locale; 5° assurer le crédit à tout colon, par lequel il serait aidé au début; 6° avoir soin que tout colon soit assuré par l'inventaire entier, nécessaire pour la culture de la terre; 7° affranchir tout colon des charges d'impôt au moins pour les premiers temps. On pourrait peut-être nous faire une objection quant aux volontaires. Par la colonisation des volontaires, on a voulu remplir la promesse qui leur a été faite pour leur participation à la guerre, à la délivrance et à l'union de la Yougoslavie. Parmi ces colons, il y en avait qui

---

(1) Milan Ivchitch : « Les problèmes agraires en Yougoslavie », page 192.

n'étaient pas agriculteurs. A notre avis, cette promesse pourrait être remplie d'une autre façon. On pourrait admettre que ce mérite soit récompensé matériellement, ainsi que l'a proposé M. Stankovitch, ministre actuel de l'Agriculture, dans son exposé de cette année au Parlement pour les volontaires, auxquels on n'a pas encore distribué de terre du fait qu'il manque de la terre arable. Bien entendu, cela se rapporterait uniquement aux colons qui ne sont pas agriculteurs. Ce sont les conditions principales que l'on doit prévoir au plan de colonisation avant que l'exécution soit commencée; seulement de cette manière, la colonisation pourrait donner de bons résultats, mais non, comme elle était exécutée en Yougoslavie (Voïvodine), en vertu des différents mauvais principes, dont le plus néfaste est d'avoir donné la terre à n'importe qui désirait devenir colon. Ce sont là, en quelques mots, les raisons pour lesquelles la colonisation devait disparaître, et en même temps anéantir tout le travail exécuté par la réforme agraire, également dans sa troisième ligne de conduite, au point de vue national.



En terminant notre œuvre, nous pouvons dire que la réforme agraire en Voïvodine représente une partie des grands changements apportés aux régions septentrionales de la Yougoslavie d'après la guerre mondiale. Elle était provoquée presque pour les mêmes raisons en Croatie, en Slovénie et en Slavonie. Elle montre plus ou moins les mêmes caractères que nous rencontrons dans les autres provinces du Nord de la Yougoslavie. Mais la réforme agraire en Voïvodine n'est pas encore arrivée à sa fin, et on ne lui a pas apporté l'attention nécessaire à une entreprise aussi importante, tant au point de vue social qu'économique et national. Maintenant, après presque vingt ans, nous voyons que nous sommes toujours devant les mêmes circonstances devant lesquelles nous nous trouvions avant la réforme agraire. Nous voyons que la réforme agraire, en ce moment, a pu seulement, pour un laps de temps réduit, réussir ce qu'on en a voulu, mais elle n'a pas pu réorganiser l'agriculture. Car nous avons encore

toujours les grands domaines, nous avons encore toujours les agriculteurs sans terre, ou avec une terre insuffisante; qui ne peut pas couvrir leurs besoins vitaux. Tout cela nous prouve que tous les sacrifices ont été vains, aussi bien ceux de l'Etat que ceux des individus, sacrifices réellement énormes.

Ce qui est certain, c'est que cette réforme agraire nous servira de leçon et d'exemple pour le travail futur dans l'organisation des rapports agraires en Voïvodine.

Vu :

Nancy, le 27 septembre 1938.

*Le Président de thèse,*

J. MARCHAL.

Vu :

Nancy, le 28 septembre 1938.

*Le Doyen de la Faculté de Droit,*

F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 29 septembre 1938.

*Le Recteur de l'Académie,*

*Président du Conseil de l'Université,*

L. BRUNTZ.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUGÉ-LARIBÉ. — Grande ou petite propriété (Montpellier, 1902). « La réforme agraire en Croatie, Slavonie et en Voïvodine », par un groupe de professeurs de la Faculté des Forêts à l'Université de Zagreb (1923).
- BORET (Victor). — Pour et par la terre (Paris 1921).
- CAZIOT (Pierre). — La terre à la famille paysanne (Paris 1919).
- RALITCH (Ivan). — Les problèmes de la politique agraire en Croatie et en Slavonie (Zagreb 1921).
- DUBITCH (Cl.). — La réforme agraire en Yougoslavie (Belgrade 1933).
- DEMETROVITCH (Jurej). — La réforme agraire en Yougoslavie Belgrade 1933. — Exposé sur le budget pour 1938-1939 du Ministre de l'Agriculture, M. Svetozar Stankovitch. Notes sténographiques du Parlement du Royaume de Yougoslavie (Livre 3, Belgrade 1938).
- GUY DE VALOUS. — La politique agraire dans les Etats successeurs de la monarchie austro-hongroise (*Le Correspondant*, livraison du 10 février 1922).
- HOLLMANN (Dr A.-H.). — Agrar Verfassung und Landwirtschaft Jugoslaviens (*Berichte über Landwirtschaft*, 30 *Sonderheft*, 1931, Berlin : La liquidation agraire et l'agriculture en Yougoslavie, Renseignements sur l'agriculture, 1931, Berlin).
- IVCHITCH (Dr Milan). — Les problèmes agraires en Yougoslavie (Paris 1926).
- ILJITCH (B.). — La question agraire (Traduction de P.-H. Junovekog, Zagreb 1935).
- JOUSSE (Dr Pierre). — Les tendances des réformes agraires dans l'Europe centrale, l'Europe orientale et l'Europe méridionale (Paris 1925).
- LÉGER (Louis). — Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'en 1878 (Paris 1896).
- Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'en 1918 (Paris 1920).
- La liquidation de l'Autriche-Hongrie (Paris 1922).
- LALOCHEVITCH (Joca). — La réforme agraire en Voïvodine (manuscrit Sombor, 1920).
- La réforme agraire (Dissertation faite à Belgrade, le 6 juin 1923, lors de la Conférence des députés de la Voïvodine, du parti national radical. — Sombor 1923).
- Mémoire sur la réforme agraire (Sombor 1919).
- JOJKITCH (Dr Vladan). — La nationalisation de Batchka et Banat (Novi Sad 1936).
- JOVANOVITCH (Dr Dragoljub). — La politique agraire (Belgrade 1930),

- KOSITCH (Dr Mirko). — Les bases de la politique économique (Livre I, Belgrade 1925).
- KONSTANTINKOVITCH (Dr Nikola). — Les questions des propriétés rurales; La question des paysans (*Archive pour les sciences juridiques et sociales*, juillet-août 1935, Belgrade).
- MIRKOVITCH (Mija). — Le prolétariat agraire en Voïvodine (*Ekonomist*, mars 1937).
- Le maintien des propriétés paysannes (Zagreb 1937).
- NEDELKOVITCH (Milorad). — La réforme agraire en Yougoslavie (*Revue d'Economie politique*, n° 1, 1924, Paris).
- PRIBITCHEVITCH (Adam). — Le paysan (Zagreb, 1936).
- POPOVITCH (Daka). — Banat, Batchka et Baranja, profils actuels nationaux, politiques et sociaux (Novi-Sad 1935).
- PERRoux (François). — Les réformes agraires en Europe (*Cours de doctorat de 1934, 1935*, Paris, 1935).
- POPOVITCH (Duchan). — Les problèmes en Voïvodine (Belgrade 1937).
- RISTITCH (Dr Teophile). — Les luttes et les réformes agraires *La Vie économique et financière*, janvier 1938, Belgrade).
- Les expressions et les bases de notre réforme agraire.
- Les résultats de la réforme agraire en Yougoslavie (février 1938, Belgrade).
- *La Vie économique et financière* (mars 1938, Belgrade).
- Les résultats de la réforme agraire en Yougoslavie.
- Les expressions de notre réforme agraire.
- *La Vie économique et financière* (avril-mai 1938, Belgrade).
- REBOUL (P.). — *Précis d'Economie politique* (tomes I et II, Paris 1934).
- OPPENHEIMER (Frans). — La grande propriété et la question politique (Traduction du Dr Mirka Kositch, Belgrade 1926).
- SUROKIN (P.-A.). — L'idéologie agraire (Zagreb 1924).
- SAUCHON (Auguste). — La propriété paysanne (Paris 1899).
- TUGAN, BARANOVENI (M.-U.). — Les bases sociales de la communauté (Traduction).
- TURI DRAGAN. — Les bases de notre politique agraire (Zagreb 1922).
- TEODOROV (A.). — La réforme agraire (Zagreb 1919).
- TENIS (F.), FIRNAKT (A.). — La question politique et les réformes (Zagreb 1919. Traduction Slavka (M.), KOSITCH, VELIKI BEETCHKEREK, 1928).
- URARLJENI. — La question agraire et l'agriculture en Russie Soviétique (Belgrade 1926).
- WAUTERS (Arthur). — La réforme agraire en Europe (Bruxelles 1928).
- SHETCHEROV (Dr Slavkto). — De notre politique agraire 1919-1929 (Belgrade 1930).

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                    | 7   |
| <i>Première partie.</i> — La Réforme agraire sous le régime austro-hongrois . . . . .                                     | 27  |
| CHAPITRE I. — Le Régime féodal :                                                                                          | 30  |
| 1° L'évolution du régime féodal . . . . .                                                                                 | 33  |
| 2° La situation des paysans (kmètes) envers les seigneurs . . . . .                                                       | 35  |
| 3° Les confins militaires. Les paysans libres . . . . .                                                                   | 40  |
| CHAPITRE II. — La Période moderne :                                                                                       |     |
| 1° L'affranchissement des paysans . . . . .                                                                               | 45  |
| 2° L'organisation de la réforme agraire de 1848 jusqu'à la guerre mondiale 1914-1918 . . . . .                            | 49  |
| CHAPITRE III. — CONCLUSIONS. . . . .                                                                                      | 57  |
| <i>Deuxième partie.</i> — La Réforme agraire sous le régime yougoslave . . . . .                                          | 64  |
| CHAPITRE I. — L'état de la liquidation agraire en Voïvodine après la guerre mondiale 1914-1918                            |     |
| CHAPITRE II. — Les mesures préliminaires et les principes de la réforme agraire d'après la constitution de 1921 . . . . . | 73  |
| CHAPITRE III. — L'organisation de l'administration agraire . . . . .                                                      | 80  |
| CHAPITRE IV. — La législation et l'exécution de la réforme agraire. . . . .                                               | 81  |
| A. La première phase de 1919 à 1931 . . . . .                                                                             | 87  |
| B. La seconde phase, de 1931 à nos jours . . . . .                                                                        | 89  |
| CHAPITRE V. — Les attributions de terres. . . . .                                                                         | 89  |
| A. La colonisation intérieure . . . . .                                                                                   | 90  |
| B. Les bénéficiaires de la réforme agraire . . . . .                                                                      | 91  |
| C. Les modes d'exécution de la terre distribuée et les résultats. . . . .                                                 | 97  |
| a) La direction agraire de Zagreb . . . . .                                                                               | 98  |
| b) La direction agraire à Novi-Sad . . . . .                                                                              | 98  |
| CHAPITRE VI. — Indemnités d'expropriation et son mode de paiement. . . . .                                                | 107 |
| CHAPITRE VII. — Les Associations agricoles des bénéficiaires de la réforme agraire . . . . .                              | 110 |

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Troisième partie.</i> — Critiques et Conclusions. . . . .                                        | 115 |
| CHAPITRE I. — La réforme agraire examinée au point<br>de vue de la politique agraire : . . . . .    | 116 |
| 1° Comment a été exécutée la répartition de la<br>terre . . . . .                                   | 124 |
| 2° L'influence de la réforme agraire sur la pro-<br>duction agricole . . . . .                      | 129 |
| CHAPITRE II. — La Réforme agraire et l'Organisation<br>sociale. . . . .                             | 135 |
| 1° Les raisons et la législation de la réforme<br>agraire examinées au point de vue social. . . . . | 135 |
| 2° Les résultats sociaux de la réforme agraire. . . . .                                             |     |
| 1) Les ouvriers sans terre . . . . .                                                                | 140 |
| 2) Les agriculteurs qui possèdent de la<br>terre . . . . .                                          | 140 |
| CHAPITRE III. — Les conséquences nationales de la<br>réforme agraire. . . . .                       | 157 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                             | 160 |

---







